Suzanne LABIN

LE MONDE LIBRE VA-T-IL TOMBER DANS LES PIÈGES DE GORBATCHEV ?

Son cheval de Troie : La maison commune européenne

AUTOÉDITION

Du même auteur

1951 — Staline-le-Terrible, panorama du régime soviétique (*SELF*, Paris)

1954 — Le Drame de la Démocratie (Horay, Paris)

1957 — Les entretiens de Saint-Germain : Liberté aux Liberticides ? (*Spartacus*, Paris) couronné par le Prix de la Liberté

1959 — La Condition Humaine en Chine Communiste (*La Table Ronde*, Paris)

1960 — Il est moins cinq (*Berger Levrault*, Paris)

1961 — Vie ou mort du monde libre (*La Table Ronde*, Paris)

1962 — Compétition URSS/USA (*La Table Ronde*, Paris)

1964 — Le Tiers-Monde entre l'Est et l'Ouest (*La Table Ronde*, Paris)

1964 — Viêt-nam, Révélations d'un témoin (*Nouvelles Editions Latines*, Paris)

1966 — Menaces chinoises sur l'Asie (*La Table Ronde*, Paris)

1967 — 50 Années de communisme (*Berger Levrault*, Paris)

1969 — Le Petit Livre de Mao : la guerilla paie (*La Table Ronde*, Paris)

1970 — Hippies, Drogues et Sexe (*La Table Ronde*, Paris)

1975 — Le Monde des Drogués (*France Empire*, Paris)

1979 — La Violence Politique (*France Empire*, Paris)
couronné par le prix Henri Malherbe, Assoc. Ecrivains Combattants.

1980 — Chili, le crime de résister (*Nouvelles Editions Debresse*, Paris)

1981 — Israël, le crime de vivre (*Nouvelles Editions Debresse*, Paris)

1983 — Socialisme, la Démagogie du Changement (*Nouvelles Editions Debresse*, Paris)

1985 — Les Colombes Rouges (*Editions Dominique Martin Morin*, Grez-en-Bouère, 53290 Bouère)

1986 — Les Requins Rouges et leurs Poissons-Pilotes (*auto-édition*) (*Chez Suzanne Labin*, 3, rue Thiers, 75116 Paris)

1988 — Les Etats Terroristes, la Guerre des Laches (*auto-édition*) (*Chez Suzanne Labin*, 3, rue Thiers, 75116 Paris)

1989 — Vivre en dollars et voter en roubles. Cocus et payants le scandale doit cesser (*Chez Suzanne Labin*)

A M Gaston Chazara
En témoignage de sympathie
Serge Lalou

LE MONDE LIBRE VA-T-IL TOMBER DANS LES PIÈGES DE GORBATCHEV ?

SUZANNE LABIN

LE MONDE LIBRE VA-T-IL TOMBER DANS LES PIÈGES DE GORBATCHEV ?

AUTOEDITION

SUZANNE LABIN

Prix de la Liberté (Paris)

Prix de la Liberté de l'Assemblée des Nations Captives (Europe)

Prix Henri Malherbe de l'Association des Ecrivains Combattants

Grand Officier du Mérite Européen

Présidente du Chapitre Français
de la Ligue Mondiale anticommuniste

Copyright Suzanne Labin

3, rue Thiers
75116 PARIS

Passer les commandes (chèques bancaire ou postal) à l'adresse ci-dessus

CCP PARIS 11.450 54 E

Prix 80 francs français (90 F franco)

L'auteur est membre de l'Association des Auteurs Autoédités

ISBN 2.9501569.32

SON CHEVAL DE TROIE :

LA MAISON COMMUNE EUROPEENNE

GORBATCHEV : UN DEMOCRATE DICTATEUR

Qu'est donc cette perestroïka qui suscite aujourd'hui tant d'enthousiasme, du moins dans le monde libre, même chez ceux qui ne se consolent pas d'être devenus orphelins de leurs idoles Staline et Mao depuis qu'elles ont été détrônées pour avoir passé les bornes de l'atroce. Cette " perestroïka " ou restructuration ambitionne d'opérer des réformes que la " Glasnost " a pour but de rendre transparentes.

Il faut certes reconnaître que Gorbatchev a soulevé le couvercle de plomb qui étouffait les peuples de l'Union Soviétique et de ses satellites en autorisant des manifestations, grèves, revendications, destructions de rideaux de fer, lesquelles avaient été jusque alors réprimées dans le sang. Nier ces faits serait de mauvaise foi. Mais s'en griser jusqu'à vouloir ignorer ses autres actes d'autorité risque de faire baisser la garde du monde libre. Car s'il est possible que la perestroïka soit un grand pas vers la démocratie, il est aussi possible qu'elle soit la couverture d'une nouvelle stratégie impérialiste contre laquelle nous avons le devoir de nous prémunir.

Le monde libre s'ébaubit de l'audace réformiste de Gorbatchev parce qu'il permet de publier l' « Archipel du Goulag » où Soljénitsine dénonce les génocides de Staline. « Quel sacré chemin a fait Gorbatchev », s'émerveille la locutrice de Radio France. Elle oublie que c'est Khrouchtchev qui, il y a vingt-cinq ans, fut le premier dictateur communiste à dénoncer, au 22e Congrès du PC, les crimes de Staline, à révéler qu'il avait fait fusiller 98 des 139 membres du Comité central qui l'avait élu secrétaire du PC en 1934. C'est Khrouchtchev qui permit au monde libre de découvrir Soljénitsine en le faisant sortir d'un Goulag et en publiant

dans " Novy Mir " « Une journée d'Ivan Denisovitch », condamnation implacable de la tyrannie stalinienne. Sans Khrouchtchev, le cri déchirant de Soljénitsine aurait été étouffé pour l'éternité.

Cela n'a pas empêché Khrouchtchev de faire une hécatombe d'églises chrétiennes en URSS et d'envoyer ses chars écraser la révolte de Budapest. Pourquoi la publication de « l'Archipel du Goulag » retiendrait-elle Gorbatchev de noyer dans le sang de nouvelles révoltes ? Il a déjà utilisé ses chars, ses gaz et ses pelles tranchantes contre les Afghans, les Géorgiens et les Arméniens.

De même les anémiques réformes économiques de Gorbatchev sont dérisoires comparées à la NEP « Nouvelle Politique Economique » de Lénine qui, s'apercevant de la non-viabilité du socialisme, remédia à la famine qui sévissait en stoppant sa collectivisation forcée.

Quand Lénine mourut en 1924, Staline était inconnu à l'étranger, on donnait pour son successeur Trotski père de l'Armée rouge. A l'époque, l'émergence de Staline fut ressentie, à l'égal de l'émergence de Gorbatchev aujourd'hui, comme une surprise agréable dans nos chancelleries, car au contraire de Trotski qui voulait étendre la révolution bolchévique à toute la terre, Staline était un « modéré » qui prétendait construire « le socialisme dans un seul pays ». En fait il se bâtit un pouvoir absolu par la terreur, les goulags et la famine. Cela n'empêcha pas ses laudateurs hors de Russie de continuer à lui faire une réputation de « modéré ». Quand on parle aujourd'hui de Gorbatchev, il serait avisé de se souvenir de cette suicidaire faute de jugement de l'opinion mondiale à l'égard de Staline.

Ce qui me frappe, c'est que Gorbatchev dispense son « libéralisme » d'une façon autoritaire. En voici des preuves :

— Gorbatchev a renié Staline, mais il ne cesse de faire l'apologie de Lénine qui s'empara du pouvoir par un coup d'Etat et qui instaura sa tyrannie sur deux millions de morts. Le déboulonnement de la statue de Lénine en Pologne a été dénoncé par la *Pravda* (11-12-89) comme une « profanation », un « sacrilège », un « outrage à la dignité du peuple soviétique ».

— Concernant l'article 6 de la Constitution soviétique qui consacre le rôle dirigeant du parti communiste, Gorbatchev, le 7 mai 1988 déclarait : « Durant la perestroïka, le rôle du PC ne peut être que renforcé. » Puis dans une intervention au Kremlin, Gorbatchev décide de troquer (je cite) « le rôle dirigeant du parti communiste contre « son rôle d'avant-garde ». En fait, un article consacrant le rôle dirigeant du PC n'existait pas dans la Constitution de Staline de 1936. Il n'est apparu que le 7 octobre 1977 dans la Constitution de Brejnev, mais avec ou sans l'article 6, toutes les Constitutions furent toujours piétinées en Union Soviétique. Et cela continue sous Gorbatchev qui la viole en condamnant la décision des pays Baltes de se proclamer indépendants.

— Gorbatchev a déclaré : « Mon objectif est de renforcer le socialisme, non de le changer », d'où ce commentaire de Jean-Paul II : « Le problème de Gorbatchev est de changer le régime sans changer le régime. »

— Gorbatchev a cumulé sur sa tête les pouvoirs de chef du PC et de chef d'Etat, comme Staline en 1941. Il a choisi tous les membres du Bureau Politique du PC où il a suffi d'une douzaine de voix pour le désigner chef d'une puissance mondiale. Plus fort que Staline, il s'est encore nommé président du Soviet Suprême (Parlement), Président du Conseil de Défense, Président du Bureau russe du Comité Central. Jamais un numéro 1 soviétique n'a porté tant de casquettes ! Il crée un régime présidentiel doté de pouvoirs immenses : le Président peut décréter l'état d'urgence, déclarer la guerre, révoquer le premier ministre, proclamer la loi martiale, imposer son véto aux lois votées par le Soviet suprême. Avec des pouvoirs présidentiels illimités, Gorbatchev peut un jour se payer le luxe d'abandonner le secrétariat général du parti « communiste » ou même d'en changer l'étiquette en « socialiste ».

— Sous prétexte de lui permettre de décollectiviser l'économie, il se fait octroyer en octobre 1990 des pouvoirs discrétionnaires jusqu'en été 1992.

— Gorbatchev poursuit en permanence des purges des plus hauts dignitaires de l'URSS. Mise à la retraite de Vladimir Chtcherbitski, l'inamovible premier secrétaire du PC d'Ukraine et de Viktor Tchebrikov ex-président du KGB. Il écarte autoritairement les journalistes en désaccord avec lui, comme le rédacteur en chef de la *Pravda* Victor Affanassiev, et comme le correspondant de la revue *Glasnost* Serge Kouznetsov qu'il fait arrêter pour avoir diffamé le

KGB. Il attaque avec virulence Starkov le rédacteur en chef d'*Argumenti i Fakti* (26 millions d'exemplaires) pour avoir fait paraître un sondage peu flatteur à son égard ; Starkov a aussitôt publié un autre sondage à la gloire de Gorbatchev.

— Le Soviet suprême (dont 80 % sont membres du PC alors qu'à peine 10 % de la population est communiste) sortit en 1989 en décret aggravant la législation pénale « pour les crimes contre l'Etat » ; créa un délit « des actions visant à attiser les dissensions nationales »; punit de trois ans de prison « les insultes à l'adresse des organes suprêmes du pouvoir d'Etat » ; décréta inconstitutionnelles les lois votées par quatre républiques soviétiques, dont l'Estonie et la Moldavie, en vue d'un référendum sur leur indépendance ; sanctionna économiquement la Lituanie pour avoir proclamé son indépendance.

Gorbatchev, le maître de l'équivoque, prétend : décentraliser son pays tout en accroissant sa propre autorité et accorder l'autonomie aux entreprises tout en maintenant l'économie collectiviste étatisée qui ruine l'URSS. Il écrit dans la *Perestroïka* : « Notre but est de renforcer le socialisme. " L'économie de l'Ouest est inacceptable " » ! Cette économie de libre entreprise qui a engendré l'abondance, Gorbatchev durant des années la rejette dans son pays ; mais il a l'audace d'en réclamer les bienfaits en vivres et en milliards de dollars aux jobards occidentaux.

Il est vrai qu'en été 1990 tombent sur la tête de Gorbatchev la douche ukrainienne : un Appel de la municipalité de Lvov pour que les Ukrainiens refusent le service militaire soviétique et créent une force armée ukrainienne ; la bombe de l'indépendance des Etats baltes ; " la bombe Eltsine " élu président du gouvernement de " Russie ", qui proclame la souveraineté de cette République et la prééminence de sa Constitution sur celle de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques dont Gorby est le président. Boris Eltsine est-il un pyromane juché sur un baril de poudre ou un démocrate responsable ? De toutes façons, pour que sa proclamation ait force de loi, il faut attendre un vote du Soviet suprême de Russie, lequel est loin d'être favorable à Eltsine.

Le monde libre rend grâce à Gorbatchev que le Mur de la Honte soit enfin abattu. Mais il ne reproche pas à ce despote éclairé de conserver chez lui cette obscénité stalinienne que constitue le " rideau de fer soviétique avec ses barbelés, ses miradors et ses chiens policiers ".

Paris-Match publie une photo de Gorbatchev étreignant le communiste est-allemand Honecker et appliquant sur sa bouche un long baiser. Deux mois plus tard, il le faisait limoger. Ce baiser sans lendemain de Gorbatchev devrait donner à réfléchir sur les inconstances redoutables du numéro Un soviétique.

L'EMPIRE SOVIETIQUE INTERIEUR : VERROUILLE

L'URSS possédait en 1989 le plus grand empire colonial de la terre, soit 27 pays occupant sept millions de kilomètres carrés et comprenant 240 millions d'habitants, dernier empire colonial subsistant sur terre. Ces immenses territoires annexés ou occupés par Moscou ne scandalisaient pas les jobards occidentaux. Pour ceux-ci, les seuls « territoires occupés » sur terre sont les minimes parcelles de Gaza et de Cisjordanie contrôlées par Israël et au sujet desquelles ils poussent des cris d'orfraie. Mais qu'en Géorgie les mouvements autonomistes soient réprimés à coups de pelles tranchantes et de gaz asphyxiants fait couler cent fois moins d'encre dans la presse que l'Intifada israélien.

En ce qui concerne l'empire colonial à l'intérieur de l'Union Soviétique, Gorbatchev refuse l'autodéterminatiln aux quinze républiques dites Fédérées et aux vingt républiques dites « autonomes », en réalité toutes subjuguées. En septembre 1989, il trace autoritairement le cadre dans lequel s'effectuera « la rénovation de la Fédération soviétique créée en 1922 ». L'URSS compte officiellement 121 nationalités. Les prérogatives accordées à ces nationalités seront économiques ; Gorbatchev ne leur permettra pas de faire sécession. Pas plus qu'aux pays baltes bien que ceux-ci, annexés durant la seconde guerre mondiale, ne fissent pas partie de cette Fédération soviétique de 1922. La Lituanie s'est déclarée souveraine et indépendante, mais Gorbatchev considère que cette décision unilatérale est « illégale et non valide ».

Pourtant un article de la Constitution soviétique autorise la sécession de ses Républiques. Alors Gorbatchev, en bon colonialiste, fait changer le contenu de cet article par son Soviet des Nationalités. Ainsi pendant que Gorbatchev parle de sa « Glasnost » au monde libre émerveillé, aux Républiques soviétiques qui font sécession, il dépêche ses blindés et ses soldats pour appréhender violemment les « déserteurs » lituaniens qui, se croyant indépendants, avaient quitté l'armée soviétique. L'Armée rouge fait irruption dans des hôpitaux où ils avaient trouvé refuge. Des flaques de sang témoignent de la violence des interventions.

Mikhaïl Gorbatchev a piqué une colère rouge au sujet d'une résolution de députés estoniens qualifiant leur pays « d'Etat occupé ». Vous devez déclarer cette résolution nulle et non avenue », a ordonné Gorbatchev au président Arnold Ruutel. Il a ajouté que Moscou pourrait prendre à l'égard de l'Estonie des mesures semblables à celles prises à l'égard de la Lituanie. Comme vous le constatez l'empire soviétique intérieur reste bien verrouillé.

Si la Gorbymanie se répand dans toutes les démocraties occidentales, elle ne semble avoir aucune succès dans le pays de Gorbatchev à en juger par les manifestations hostiles du 1er mai 1990, par des grèves chez les mineurs du Donbass dont les conditions de vie sont celles décrites par Zola dans Germinal, par les nombreuses manifestations nationalistes en Arménie, en Ukraine, Moldavie, Géorgie, Biélorussie, Asie centrale. Ces manifestations furent réprimées par des arrestations, des purges, des blindés et des morts.

Après cent ans de colonialisme russe et soixante-dix ans de joug communiste, une flambée de révoltes se répand dans toutes les républiques musulmanes : Tadjikistan, Azerbaïdjan, Kirghizie, Kazakstan, Ouzbekistan, etc. ; Glasnost ou non glasnot, en janvier 1990 la visite de certaines républiques a été interdite aux étrangers, la presse est muselée, la répression est lancée, il y a des centaines de morts.

Ce qui s'est passé en 1989 à Tbilissi, capitale de la Géorgie, est comparable aux crimes de Budapest en 1956, de Prague en 1968, et de Tien an Men en 1989. Les photos de jeunes filles décapitées ou démembrées par les pelles tranchantes sont insoutenables. Il s'agit d'un carnage prémédité. Des troupes ont encerclé et tué sans sommations préalables des manifestants. Elles ont utilisé des gaz toxiques. L'Agence France-Presse parle de 700 cas d'empoisonnement (24-4-89). Il y eut 400 blessés dans les hôpitaux, 80 % des victimes furent des femmes et des enfants. La revue *Est-Ouest* parle de la nuit de sa Saint-Barthélemy géorgienne. Il y eut volonté de massacrer le plus sauvagement possible, écrit-elle. Des

camions militaires évacuèrent pêle-mêle membres épars, têtes tranchées, cadavres et blessés vers une destination inconnue, peut-être l'incinérateur à ordures.

Des associations ont adressé à la Croix rouge internationale des appels « pour vaincre l'indifférence qui règne à l'égard de la tragédie géorgienne ». Aucune personnalité occidentale n'a élevé auprès de Gorbatchev une protestation officielle concernant ce carnage.

La célébration de messes au Kremlin changea peu la soumission de l'Eglise catholique d'Ukraine à l'Etat soviétique athée. Le révérend Wurmbrand, dans l'*Action évangélique pour l'Eglise du Silence,* révèle qu'en Ukraine, des baptistes, pentecôtistes et adventistes doivent encore se réunir dans des caves ou dans des forêts. L'Ukraine de l'Ouest fut annexée par les Soviétiques après le pacte Hitler/Staline de 1939. Plus de 400 églises catholiques furent livrées aux orthodoxes par Staline en 1946. En conséquence, les Ukrainiens, au prix d'incroyables sacrifices, vont prier dans des catacombes. L'évêque Pavlo Vasylyk déclare que des fidèles et leur prêtre firent une grève de la faim pour que leur église leur soit rendue. « Nous sommes cinq millions de catholiques sans église » lit-on sur des pancartes dressées par des fidèles en novembre 1989. Dans des couvents clandestins au fond de logements miséreux des « religieuses secrètes » reçoivent la communion chaque matin. Puis, elles revêtent des vêtements laïcs pour sortir.

Ivan Hel a pris la tête d'un Comité de défense de l'Eglise catholique ukrainienne après avoir purgé dix-huit années de goulag. La population du village de Magilovitchy se rassemble pour prier dans la rue devant son église catholique toujours livrée aux orthodoxes. Les sœurs du monastère clandestin Saint-Vincent de Paul, qui se cachent à Lvov dans une ancienne écurie, sont toujours obligées de se mettre en civil avant de sortir. Leur prêtre qui vient dire la messe tous les matins fait de même. Son Emminence l'archevêque Sterniouk, qui a souffert cinq années de prison, dit la messe tous les matins dans sa chambre devant trois ou quatre croyants. Il met son habit de lumière et la petite pièce devient cathédrale (Victor Laupan, *Parie-Match,* 21-11-89). Ainsi, en dépit du processus de libéralisation, l'attitude du pouvoir est restée fondamentalement staliniste, lit-on dans *Catacombes* (décembre 1989).

Dans le grand « concert démocratique » de Gorbatchev il faut signaler d'autres couacs. Injonctions à l'Azerbaïdjan d'annuler les lois que son Parlement venait d'adopter lui assurant quelque autonomie intérieure. Violations des « droits de l'homme » que pourtant l'URSS s'est engagée à respecter à Helsinski et à Vienne. Sous Gorbatchev, les garanties élémentaires juridiques et le droit à la défense continuent à être réduits à une fiction. V. Tchornovil (dans l'*Est Européen* décembre 1989) en donne de multiples exemples : lors de manifestations en 1989, des Ukrainiens furent jetés en prison dans le plus grand secret sans que les familles en fussent informées et sans respecter les normes de la jurisprudence : témoins, avocats. Certains furent enfermés dans des hôpitaux psychiatriques, tel Stepan Houra en mai 1939.

La réunion préélectorale du 12 mars 1989 à Lvov en Ukraine fut dispersée avec une brutalité policière du même ordre que celle du pogrom du 9 avril à Tbilissi, à cette exception près qu'il n'y eut pas de morts, les commandos n'ayant pas été approvisionnés en gaz et en pelles de sapeurs. La machine répressive du parti, du KGB, de la milice, du ministère public fit sentir son souffle mortel au Congrès des députés du peuple de l'URSS qui ovationna le général Rodionov, le bourreau de Tbilissi. Face aux manifestations nationalistes azéries, tadjies, arméniennes, Gorbatchev a choisi le recours à la force. Il a donné l'ordre à l'Armée rouge d'intervenir massivement avec plus de mille chars, des avions, la marine de guerre de la Caspienne, les troupes de l'armée et du KGB, pour écraser dans le sang ces révoltes " nationalistes ". Se moquant de la transparence dont il se pare, il a interdit la présence de la presse internationale au Caucase pour pouvoir réprimer à l'abri des regards du monde. Ainsi il prouve que l'empire intérieur soviétique ne peut être maintenu que par la terreur. Des milliers de manifestants dressèrent des barricades, firent le siège du comité central du PC, comme les étudiants de Pékin. La fusillade leur répondit, comme à Pékin.

Gorbatchev se retrancha derrière l'excuse qu'il allait au secours des Arméniens menacés par des pogroms musulmans. Mais s'il défendait seulement une juste cause, pourquoi a-t-il interdit la presse étrangère ? Pourquoi avoir tué deux photographes étrangers en train de prendre des clichés ?

Selon le docteur Van Varen, secrétaire de l'Association

internationale contre l'utilisation de la psychiatrie à des fins politiques, les médecins soviétiques qui injectaient des neuroleptiques à leurs prétendus « malades » sont toujours en place. Ils dépendent toujours du ministère de l'Intérieur, non de celui de la Santé. Ils ont tous un grade militaire. Les asiles psychiatriques sont toujours entourés de barbelés et surveillés par des gardes armés du haut de miradors (*Nouvelliste*, 3-4-90).

Ainsi une certaine terreur continue-t-elle à frapper les citoyens soviétiques. Mais Gorbatchev prétend que c'est à cause des « émeutes inter ethniques ». Car dans les pays « socialistes » bien sûr, il n'y a pas de « racisme » comme en France, il n'y a que des différends « ethniques ».

L'EMPIRE SOVIETIQUE EXTERIEUR : EFFONDRE EN EUROPE DE L'EST

Sous l'impulsion irrésistible des peuples qui aspirent au bien-être et à la liberté et, il faut le reconnaître, avec l'aval de Gorbatchev, l'édifice des régimes communistes totalitaires s'est effondré en Europe de l'Est.

On assiste à l'abandon du rôle dirigeant des partis communistes, à l'apparition du multipartisme, à l'émouvante destruction du rideau de fer, à la délivrance de millions de visas de sortie, à la démolition du Mur de la honte, à des manifestations de masses, à la suppression des milices (en RDA elles comptaient 400 000 hommes dotés d'armements lourds). Ce gigantesque raz de marée de libertés jusqu'alors impensables qui déferla sur les satellites européens est un événement majeur dans l'histoire de l'humanité, dont il convient de se réjouir.

Cette délivrance fut aussi l'occasion d'un grand nettoyage de linge sale. Il s'avéra que ce communisme qui prétendait instaurer un régime " dur mais pur ", avait accouché d'un régime de boue ayant toutes les tares qu'il disait spécifiques du monde capitaliste : privilèges exorbitants, corruptions généralisées, trafics de devises et de drogues, malversations, prévarications. Des ex-dirigeants corrompus furent poursuivis en justice et exclus de ce parti dont on s'empressa de changer le qualificatif « communiste » en « socialiste ». Des assemblées votèrent contre leurs dirigeants corrompus avec la même unanimité qu'elle les avait encensés la veille. Quand dans mon livre « Staline-le-terrible » j'avais déjà, en 1950, dénoncé toute cette boue et corruption dans les régimes communistes, des critiques français le qualifièrent de « sottisier ». Aujourd'hui l'Histoire retourne le compliment à ces sots !

La sortie de l'esclavage des satellites européens est un événement heureux, mais cela ne doit pas nous tourner la tête au point de vicier notre jugement comme de croire que ce miracle est dû à la seule générosité de Gorbatchev. Lui-même y fut contraint par au moins deux facteurs historiques essentiels.

Premier facteur : Quand des milllions d'êtres humains aspirent à un minimum vital et à la liberté, leurs revendications ne peuvent être étouffées que par une " terreur permanente ". Qu'on réduise quelque peu cette terreur et c'est l'explosion générale. Or l'URSS, assaillie à l'intérieur de ses frontières, n'a plus la puissance d'exercer une " terreur permanente hors de ses frontières ".

Deuxième facteur : l'écroulement économique des pays de l'Est et la condition mise par les contribuables occidentaux de ne leur octroyer une aide substantielle que s'ils se libéralisent. Même l'Allemagne de l'Ouest n'accorda des millions de marks à la RDA qu'à la condition qu'elle ouvre son Mur. Ainsi, après avoir " vendu " à Bonn durant des années ses ressortissants, la RDA lui a vendu, en 1989, son Mur de la honte. Les communistes tirent de l'argent de tout ce qu'ils peuvent...

Remarquons que dans certains de ces satellites libérés, des " gouvernements de coalition " (parti communiste - partis d'oppositions) ont été mis en place, dans lesquels les communistes gèrent les ministères de la sécurité et de la défense, c'est-à-dire ceux de la puissance, tandis que les partis démocratiques supportent l'ingrat fardeau des ministères de l'économie et des finances en déconfiture.

Ainsi en *Pologne,* suite à la déroute du parti communiste aux élections de juin 1989, le mouvement d'opposition Solidarnosc dirige pour la première fois un gouvernement. Toutefois c'est le général Jaruzelski, chef de l'Etat et pion de Moscou qui continue à détenir le pouvoir réel, à savoir les ministères de la Défense nationale et de l'Intérieur c'est-à-dire de la police. Ce qui reste au Premier ministre de Solidarnosc, ce sont les ministères des Finances, c'est-à-dire l'intendance pour recoudre une « économie qui s'en va en lambeaux », selon les termes de Tadeuz Masowiecki. Les caisses sont vides, les magasins sont vides, seules les dettes débordent de partout et l'inflation grimpe à 900 %. Le PC polonais et l'occupant soviétique ont un besoin urgent de Solidarnosc

pour obtenir de l'Occident l'effacement des 40 milliards de dollars de dettes polonaises. Le machiavélisme des compères Jaruzelski et Gorbatchev, c'est précisément de remettre à Solidarnosc l'apparence du pouvoir sans les moyens de l'exercer réellement. Lech Walesa risque de s'y discréditer.

En fait le gouvernement de Solidarnosc n'est pas l'expression de la démocratie. Jaruzelski, grâce à l'article 32 de la Constitution, peut renverser ce gouvernement, démettre la Diète, suspendre les nouvelles lois. Et, au lieu d'exiger des élections honnêtes, sans majorité de faveur réservée aux communistes, bref des élections comme elles furent promises à Yalta pour l'Europe occupée par l'Armée rouge, l'Occident récompense par des masses d'argent et d'aide technique cette mise en scène truquée d'élections libres. Tadeuz Mazowiecki va même jusqu'à désavouer Lech Walesa qui a demandé le départ des troupes soviétiques, 40 000 hommes stationnés en Pologne à proximité de la frontière est-allemande. Le POUM parti communiste s'est sabordé mais le pacte de Varsovie est toujours actif en Pologne.

En *République Démocratique Allemande* (RDA) la toute puissance du pouvoir communiste s'est effondrée comme un château de cartes, au point que le PC dut changer plusieurs fois son nom en parti socialiste unifié, puis en parti socialiste d'Allemagne, puis en parti du socialisme démocratique, etc. Le 9 novembre 1989 se produit le plus grand événement depuis Yalta. Egon Krenz accorde six millions de visas de sorties à ses sujets, et ses vopos démolissent une partie des 165 kilomètres du Mur de la honte. C'était la condition posée par Bonn pour lui dispenser des milliards de marks. Le rôle dirigeant du PC est aboli. La redoutable milice dotée d'un armement lourd et la police politique STASI sont supprimés.

Egon Krenz, bien accueilli par Gorby, est accusé par le nouveau Forum d'avoir fait disparaître des documents compromettants de la STASI. lI est expulsé de ce parti communiste rebaptisé socialiste. L'ex-président du PC et de l'Etat Erich Honecker est poursuivi pour haute trahison, puis blanchi ; des membres du politbureau sont en prison pour fructueux trafics d'armes, de produits de luxe, de drogues, pour avoir pris des commissions frauduleuses sur les produits de haute technologie : appareils d'écoute miniatures, microphones à laser, etc. D'où il ressort que ces régimes

communistes prétentieux, qui donnaient des leçons au monde capitaliste, n'étaient que des baudruches que la faillite économique a dégonflés.

Les *Hongrois* ont été les premiers à libéraliser leur pays. Leur parti communiste fut le premier à se saborder, du moins à changer son nom en parti socialiste, à abandonner la dictature du prolétariat, à s'ouvrir à l'économie de marché. Les milices armées qui écrasèrent l'insurrection de 1956 sont dissoutes, le pluralisme politique est adopté, le rideau de fer est abattu. Des élections libres, les premières depuis 1947, ont lieu au printemps 1990. La Hongrie obtient le retrait des troupes soviétiques de son territoire. Le président de la république par intérim, Matyas Szuros qualifie le communisme « un modèle social et politique qui s'est révélé une impasse tragique ». Le Premier ministre Gorsef Antall réclame la dissolution du Pacte de Varsovie.

Hélas, comme en Roumanie, des suppôts de Gorbatchev restent dans les coulisses. Aux élections de mars 1990 se sont présentés 52 partis dont une bonne quinzaine sont des taupes soudoyées par Gorbatchev. Or c'est de tout régime communiste, qu'il soit à visage inhumain ou Gorbatchevien, dont le peuple hongrois veut être délivré. Et c'est toute son intégrité territoriale qu'il entend recouvrer. Car le problème des minorités hongroises est angoissant. Dix millions de Hongrois vivent à l'étranger, autant que la population du pays ! Beaucoup de ces minorités sont persécutées, comme en Transylvanie annexée par la Roumanie. La plupart des villes où se sont déroulés des combats les plus acharnés contre Ceaucescu avaient une forte minorité " hongroise " : Timisoara, Cluj, Arad, Oreadea. La majorité des victimes gisant dans les charniers de ces villes « roumaines » étaient " hongroises ". Nos amis hongrois sont choqués que l'Occident ait passé ces faits sous silence.

En *Tchécoslovaquie,* on assiste en novembre 1989 à des manifestations monstres d'étudiants. Le rôle dirigeant du PC est aboli à la suite d'une grève générale. Le PC reconnaît ses fautes, beaucoup de membres du Bureau politique sont exclus, le président Gustave Husak, l'homme de la répression du Printemps de Prague, chef de l'Etat depuis 1975, démissionne. On acclame Dubcek qui personnifie le Printemps de Prague et on porte à la présidence un Tchèque sans parti

Vaclav Havel, dramaturge connu pour sa résistance à l'arbitraire communiste.

Pour la première fois une cérémonie *officielle* rend hommage à l'étudiant Jan Palach qui s'était immolé par le feu pour protester contre l'invasion des chars soviétiques. La Tchécoslovaquie obtient le retrait des 80 000 soldats soviétiques stationnés dans le pays. Elle fait une demande d'adhésion à la CEE. Toutes mesures positives.

En *Yougoslavie,* la Croatie et la Slovénie vont de l'avant. Leur PC se prononce pour le multipartisme, pour l'abandon de son rôle dirigeant, pour des élections libres, pour l'adhésion du pays à la CEE. En Serbie le parti communiste a quitté la Ligue des communistes et réclame davantage d'autonomie nationale. Le conflit des nationalités relègue au second plan les progrès démocratiques. Le camarade Slobodan Milocevic, chef du PC de Serbie, est considéré comme le Staline des Balkans. Il a réprimé brutalement les manifestations du Kosovo, sa province serbe peuplée d'Albanais. Les dirigeants de Slovénie et de Croatie redoutent la domination serbe.

La *Slovénie* proclame sa souveraineté.

En *Albanie,* un régime stalinien continue à violer les droits de l'homme et à tyranniser les 400 000 Grecs vivant dans ce pays. Les crimes commis dépassent ceux de Ceaucescu, a déclaré le président de l'Association des Grecs d'Epire du Nord. Le pouvoir procède à des pendaisons sur les places publiques, laissant les suppliciés exposés pendant une semaine pour effrayer ceux qui manifestent contre le régime ou qui cherchent à fuir le pays. Inutile de dire que le PC albanais s'oppose au multipartisme, et réprime les courageuses manifestations indépendance. Dans les camps de travaux forcés 40 000 prisonniers sont menés à la schlague. C'est l'Albanie de l'horreur. Mais le monde libre n'y prête guère attention.

La *Bulgarie,* Etat satellite le plus servile à l'égard de l'Union Soviétique, accomplissait beaucoup des basses besognes du KGB, dont la tentative d'assassinat du Saint Père. Depuis l'arrivée de Gorbatchev, la Bulgarie, continuant dans la voie de la servilité, s'est mise au goût de la « Glasnost ». Le PC bulgare n'a ni précipité (comme la Hongrie et la Tchécollovaquie) ni tardé (comme la Yougoslavie et l'Albanie) à se mettre au diapason du nouveau pouvoir de Moscou. Ce

PC a exclu ses anciens chefs dont Todor Givkov, qui fut remplacé par Mladenov un vieux membre de l'appareil communiste comme Gorbatchev. Un diplomate occidental fit ce commentaire : « La nomination de Mladenov ne représente en aucune manière un changement radical. »

En *Roumanie,* grâce au communisme tous les hommes devaient s'épanouir dans un régime « sans Dieu, ni César, ni tribun ». Hélas, les malheureux Roumains dépérissaient sous le joug du potentat Ceaucescu, qui se faisait dispenser un culte de Dieu, de César, de tribun. Cet Ubu rouge avait fait construire à Bucarest un gigantesque palais à la gloire de son « régime immortel », ce qui entraîna l'expulsion de dizaines de milliers de ses sujets qui occupaient le terrain et la destruction d'églises et de monuments historiques d'une inestimable valeur. Défigurée, Bucarest ne sera plus jamais le petit Paris des Balkans à cause du grand génie des Balkans, La Piatia Uniril a disparu. Une pelleteuse s'est attaquée aux joyaux du centre historique. Sur les ruines, Ceaucescu édifia une pâtisserie géante : le Palais de la République avec, comme crème, le Boulevard de la Victoire du Socialisme.

« Rasez-moi cette église-là, elle gêne la vue », commandait « le génie des Carpates ». Il s'agissait d'un trésor de la culture orthodoxe, Alba Pastavari, du XVI° siècle. La vue : c'étaient des immeubles hideux, sans sanitaires ni chauffage... D'ailleurs, à quoi bon installer des radiateurs qui ne fonctionnaient pas faute de combustible ? Toutes les grandes villes y ont passé : Iasi, Sighisoara, Galati et Sibiu en Transylvanie. A la place de ces joyaux anciens surgissaient des casernes pour les Hommes Nouveaux ! C'est pourquoi on a surnommé la famille Ceaucescu « la dynastie *Ubuldozer* ».

Sous l'appellation prétentieuse de « systématisation du territoire », le patrimoine villageois de la Roumanie 8 000 villages sur 13 000 furent rasés. Dix millions d'habitants furent déplacés comme du bétail dans des clapiers agro-industriels en béton, dépourvus du confort le plus élémentaire. Il s'agissait de détruire les structures traditionnelles de la société roumaine : cellules familiales, communautés religieuses, minorités nationales, considérées comme des foyers de résistance à « l'homogénéisation de la société communiste ». Sous ce langage de bois, Ceaucescu cachait son véritable but qui était la soumission inconditionnelle de chaque individu à son pouvoir despotique.

Pendant que le Génie des Carpates se livrait à des dépenses somptuaires, ses malheureux sujets manquaient de tout : savon, pain, sucre, huile, viande. Le lait en poudre pour les nourrissons n'était délivré que sur ordonnances ; les pommes de terre étaient vendues à la pièce. Les Roumains souffraient de restrictions draconiennes de gaz, d'électricité, de combustible, dans les habitats délabrés et glaciaux. Les femmes étaient chargées des travaux les plus durs : construction d'immeubles. voirie. Faute de soins de dentisterie, à cinquante ans elles n'avaient plus de dents. Pour manger quoi d'ailleurs ?

Aussi l'Union mondiale des Roumains libres et à sa tête son secrétaire Doru Novacovici réclamaient la suspension des relations diplomatiques avec la tyrannie de Ceaucescu.

Comme les Roumains fuyaient cet enfer en se réfugiant en Hongrie, le Génie des Carpates fit édifier au long de sa frontière hongroise un mur de barbelés et de honte. Une honte de 600 km. Mais Gorby ne s'en est pas offusqué. De la France des Droits de l'Homme où il fit la conquête de nos dirigeants socialistes, en passant par Strasbourg où il défendit le « droit du peuple à choisir librement son régime social », il escalada les barbelés que le tyran Ceaucescu venait de poser au long de sa frontière hongroise pour aller présider à Bucarest, en 1989, le sommet " du pacte militaire de Varsovie " C'était avaliser la terreur de son hôte Ceaucescu.

Pierre Bocev, le correspondant à Moscou du *Figaro,* accompagne son article « Gorbatchev un observateur bienveillant » d'une photo montrant les deux compères à Bucarest tout sourires dans une chaleureuse empoignade. Alain Besançon écrit :« Gorbatchev a été un fervent partisan de Ceaucescu jusqu'à une date récente, le décorant pour sa fidélité. » Pour ne pas le heurter, Gorbatchev n'avait jamais changé l'ambassadeur brejnevien qui représentait l'URSS à Bucarest. Le « libéral » Gorbatchev avait décerné l'Ordre de Lénine au stalinien Ceaucescu ! Il lui adressait des télégrammes de félicitations lors de ses « réélections » comme secrétaire du PC roumain. Devant le Génie des Carpathes, Gorbatchev faisait mine de s'aplatir comme une carpette.

Cette complaisance de Gorbatchev pour Ceaucescu s'explique aussi par le fait que la Roumanie qui mourait de faim fournissait à l'URSS 30 % de son approvisionnement en viandes. Ceaucescu privait les Roumains de leur pétrole

et charbon pour chauffer les Soviétiques. Cela n'a pas empêché Gorbatchev de confisquer à son profit la révolution du peuple roumain de 1989. L'auteur des « Syllogismes de l'amertume », Cioran, déclare : « L'attitude des Russes fut équivoque. Ils se sont toujours bien entendus avec Ceauscescu, et aujourd'hui ils se livrent à un jeu subtil... Ce sont des Cyniques. Les Occidentaux sont eux des naïfs. »

Il est vrai que Gorbatchev n'avait pas la conscience tranquille avec sa colonie de Moldavie où 20 000 manifestants ont revendiqué « la Moldavie aux Moldaves ». Cette région d'origine " roumaine " fut annexée de force par l'URSS après le pacte Hitler-Staline. La langue moldave n'est que du roumain écrit en caractères cyrilliques, sur ordre de Staline. En novembre 1989, Gorbatchev envoya deux mille soldats pour réprimer des manifestants qui réclamaient la libération des Moldaves emprisonnés par le KGB. Gorbatchev, dans ses élans de glasnost, s'était bien gardé d'offrir au Génie des Carpates la décolonisation de cette province roumaine. Et Ceaucescu avait osé la réclamer... Il signait ainsi son arrêt de mort.

Le cynique Gorbatchev fomenta, contre le tyran qu'il n'avait cessé de flatter, un Front du Salut National (FSN) comprenant 32 communistes pro-soviétiques sur 37 membres, dont Ion Iliescu, membre du PC depuis quarante-cinq ans, et secrétaire du comité central du PC jusqu'en 1984, Petre Roman dont le père fut chargé par Staline de créer la Securitate, et le général Militaru un agent du GRU, service secret de l'Armée Rouge. (Voir les révélations du général Ion Pacepa dans son livre « Horizons Rouges »).

Don Dumitrescu, dans la *Revue militaire suisse* (mars 1990) rapporte que trois généraux, le ministre de la Défense nationale, le ministre de l'Intérieur et le Commandant des troupes de la Securitate avaient envoyé, pour réprimer les émeutes de Timisoara, des militaires " non-armés ", enfreignant l'ordre donné par Ceaucescu de tirer sur la foule, ordre répété quinze fois au cours de la nuit du 16 au 17 décembre 1989. Ceaucescu les destitua en leur disant : « Je considère que vous avez trahi les intérêts du pays, du peuple et du socialisme... Je n'ai plus confiance en ces gens-là. » Il fit même abattre un de ses généraux qui l'avaient en effet trahi en connivence avec Gorbatchev. Puis ce fut Ceaucescu qui fut abattu à son tour par des agents de Gorbatchev.

Un pur trouve toujours un plus pur qui l'épure...

Le dirigeant du parti national paysan, fort de 100 000 membres, Corneliu Coposu, rescapé du Goulag, reprocha au Front de Salut national de n'avoir pas été élu par le peuple roumain. Olivier Giesbert écrit : « Les Roumains n'ont vraiment pas de chance. Pendant un quart de siècle Ceaucescu leur a volé leurs biens et leur liberté. Le nouveau pouvoir leur a volé le procès de Ceaucescu. Et maintenant des communistes du clan Gorbatchev leur vole la révolution démocratique qu'ils ont conquise par leur sang. » Aussi Doina Cornea démissionne du FSN en déclarant « la démocratie en danger ». Le vice-président de ce Front, Dimitru Mazilu démissionne aussi et dénonce les « pratiques staliniennes » de ses ex-collègues.

On apprend que ce Front de Salut National pro-Gorbatchev a non seulement beaucoup exagéré le nombre des victimes de la Securitate, mais encore a mis en scène des tromperies scandaleuses dans les charniers de Timisoara. Des cadavres d'hommes, de femmes, d'enfants récemment décédés de mort naturelle ont été sortis de la morgue et mutilés pour être présentés, par le truchement de la TV soviétique, comme des victimes de la police secrète de Ceaucescu. La cassette présentant le procès du dictateur et de sa femme a été trafiquée selon la bonne vieille méthode stalinienne.

Don Dumitrescu donne une preuve définitive que cette prétendue révolte spontanée contre Ceaucescu avait été tramée par Gorbatchev. Il rapporte que dans le « Who's who » concernant les personnalités de l'Europe de l'Est, mis en vente en 1989, donc rédigé en 1987, on peut lire à la page 466 du deuxième volume : « Le bruit court que Ion Illiescu a été choisi par Gorbatchev comme successeur de Ceaucescu pour diriger le parti communiste roumain ». Et voilà Illiescu prenant les rênes du pouvoir le 22 décembre 1989. Après cela pourra-t-on encore douter de la magistrale duplicité de Gorbatchev ?

Ainsi en Roumanie, les nouveaux communistes Gorbatchéviens s'avèrent aussi menteurs que les staliniens. Le diplomate soviétique Ciliga, dans son livre sur l'URSS intitulé « Au pays du grand mensonge », avait écrit que ce qui caractérisait le plus le communisme, ce n'était pas la misère quoique énorme, ce n'était pas la terreur quoique atroce, c'était " l'incommensurable MENSONGE ".

Ce qui est confirmé par les dernières nouvelles. On apprend que les mêmes scénarios d'impostures élaborés par le KGB pour la Roumanie, l'avaient été également pour la Bulgarie où ils ont réussi, et pour la RDA, la Hongrie et la Tchécoslovaquie où ils ont échoué. Pour chacun de ces pays était prévu d'amener au pouvoir un « Illescu » secrètement communiste gorbatchévien.

L'EMPIRE SOVIETIQUE HORS D'EUROPE : EN PLEINE GUERRE CHAUDE

Si l'empire soviétique se disloque dans l'Europe de l'Est, ses forces militaires continuent de jouer un rôle important dans les pays du Tiers Monde qui mènent la guerrilla communiste. Les jobards occidentaux applaudissent la fin de la « guerre froide » qui ne vaut que pour l'Europe, alors qu'elle reste brûlante pour les Afghans, Angolais, Libanais, Cambodgiens, etc., grâce à l'aide militaire que Gorbatchev apporte toujours à leurs massacreurs.

Ces entichés de Gorbatchev citent comme preuve de sa bonne foi décolonisatrice le retrait de ses troupes en Afghanistan. Mais le critère d'un changement démocratique ne peut être le retrait de troupes si celles-ci laissent sur place un commissaire rouge,en l'espèce Najibullah, avec suffisamment de missiles SCUD et de chars pour maintenir un régime communiste, en profitant du déséquilibre entre l'armée communiste afghane qui reçut, en 1989, deux milliards de dollars d'aide militaire des Soviétiques, et une résistance anti-communiste abandonnée par le monde libre.

Le ministre soviétique des Affaires étrangères reconnut publiquement que l'agression de l'Afghanistan constitua une violation flagrante des valeurs de l'humanité. C'est le moins qu'on puisse dire si l'on sait que Moscou dépensa 70 milliards de dollars pour tuer un million d'Afghans, dont des milliers d'enfants auxquels les hélicoptères soviétiques déversaient des jouets piégés qui leur éclataient dans les mains.

Vous me direz que Gorbatchev a voulu mettre fin à ces horreurs. A quoi je répondrai : Alors pourquoi intensifie-t-il son aide au « collabo » Najibullah : 70 avions soviétiques lui apportent chaque jour ravitaillement en armes et nourritures. Pourquoi a-t-il envoyé des avions soviétiques bombar-

der certaines places de la résistance afghane ? Révélation du Département d'Etat en novembre 1989.

Je crains que les mêmes subterfuges ne soient réservés aux dictateurs communistes du Vietnam, de l'Ethiopie, de l'Angola, du Mozambique, de Cuba, etc., où Gorbatchev fait ostentation de retirer ses troupes ou son aide militaire, mais après s'être assuré que le potentat communiste local sera maintenu au pouvoir grâce aux désarmements imposés aux organisations de la résistance, comme celle des Contras au Nicaragua et de l'Unita en Angola, et grâce aux armes soviétiques qui continuent d'affluer aux dictateurs communistes : comme ces 800 millions de dollars d'armements en 1989 à l'Angola (*International Herald Tribune*, 26-10-89).

Les dettes de Cuba à l'URSS s'élèvent à 24 milliards de dollars, de la Mongolie à 9,5 milliards, du Vietnam à 9 milliards de dollars, etc., dévoile le vice-ministre soviétique des Finances Vladimir Panskov. Bien que les Vietnamiens continuent à souffrir de la faim, et que la disette ait gravement touché deux provinces du Nord-Vietnam, bien que l'inflation soit galopante (plus de 1 000 % par an), bien que le tyran communiste de Hanoï envoie toujours des colons civils au Cambodge et au Laos, le « libéral » Gorbatchev continue à lui vendre des armes. Et comme le Vietnam communiste est ruiné, il paie en envoyant ses citoyens travailler comme esclaves dans les goulags de la Sibérie soviétique. La « glasnost » au Vietnam a consisté à permuter quelques camarades au Politburo, bref à changer la carafe mais pas le vin.

C'est toujours avec des armes soviétiques que le tyran communiste libyen Khadafi fait massacrer les résistants anti-communistes en Ethiopie, au Tchad et ailleurs dans le monde, y compris en Nouvelle-Calédonie.

La livraison à Cuba, en novembre 1989, de chasseurs soviétiques Mig 29, de vedettes lance-torpilles, d'hélicoptères Mi 24, a provoqué les protestations suivantes du Secrétaire d'Etat américain : « L'Union Sooviétique porte une responsabilité parce que ses armes et son argent livrés à Cuba continuent de répandre la destruction et la guerre... Les envois de lance-roquettes soviétiques à la guerrilla salvadorienne sont incompatibles avec la détente »...

L'aide militaire soviéto-cubaine au Nicaragua a doublé de 1985 à 1989, grâce à quoi Ortega put mettre le Salvador à feu et à sang avec des guerrilleros armés du lance-roquettes

RPG 7 soviétique. Seulement quand Gorbatchev, acculé à la banqueroute, a dû cesser son aide militaire et financière au Nicaragua, le communiste Ortega a dû composer.

Le 1er septembre 1989, Rafsanjani, qui a succédé à l'Ayatollah Khomeiny, a passé avec Moscou des accords militaires qui prévoient l'envoi de plusieurs milliers d'experts soviétiques supplémentaires et des livraisons d'armes à l'Iran.

Au Cambodge, le retrait des forces vietanmiennes a consisté à camoufler en civils 30 000 militaires vietnamiens qui occupent le pays. Le processus en cours est voisin de celui mis en œuvre par Gorbatchev en Afghanistan. Et l'Occident dit Amen !

Par leurs sanctions contre l'Afrique du Sud, qui détient avec l'Union Soviétique 90 % des minerais stratégiques indispensables à l'industrie de guerre, les pays occidentaux font tout pour rejeter leur alliée sous le joug de l'ANC communiste, terroriste et pro-soviétique, offrant ainsi à Gorbatchev un redoutable moyen de pression sur le monde libre. Mandela dès sa sortie de prison a déclaré : « Je suis un membre loyal et discipliné de l'ANC... la lutte armée continue ».

Bien que le président De Klerk ait libéré Mandela et donné des preuves de sa volonté de supprimer aussi l'apartheid politique, l'Occident continue d'appliquer des sanctions à l'Afrique du Sud et à aider économiquement les régimes africains communisants. Le résultat a été la livraison de la Namibie à l'organisation terroriste SWAPO et la légalisation de la branche armée de l'ANC communiste, alors que ce qui devait être accordé en contrepartie, comme le départ des troupes cubaines de l'Angola, l'ouverture de négociations entre son chef communiste Dos Santos et son opposant démocrate Savimbi, est bloqué. Ce masochisme des démocraties occidentales (à l'exception de l'Angleterre de Mrs Thatcher) risque d'amener une victoire de l'appareil soviéto-communiste dans toute l'Afrique.

La Syrie est en train de commettre un crime contre l'humanité au Liban. Beyrouth-Est n'est plus qu'un vaste cimetière. Victimes d'un cauchemar interminable, certains chrétiens se réfugient dans la petite zone du Sud-Liban qu'Israël occupe pour se protéger d'une invasion syrienne. Car le tyran Hafez-El-Assad a déclaré que la Grande Syrie devait comprendre le Liban et Israël... Son colonialisme a

déjà fait 150 000 morts. N'oublions pas que l'accord de Taëf consacre la présence de 35 000 soldats syriens au Liban.

Le colonialiste syrien Hafez-El-Assad s'est vanté de recevoir de Moscou 90 % de ses armes les plus sophistiquées : artillerie lourde, mortiers de 240 mm, canons autotractés, orgues de Staline, chars blindés T54, bombardiers Sukai 24 (*Figaro,* 5-12-89). Le colonel Bernard Moinet remarque : « Au Liban, nous avons laissé se développer l'opération voulue par les pays arabes. Les Accords de Taëf ne pouvaient aboutir qu'à une victoire syrienne... Le Liban demeure occupé par la Syrie, pion militaire essentiel dans la manœuvre soviétique au Proche-Orient. Hafez-El-Assad dispose de 4 000 chars ; l'armée française n'en possède que 1 500. »

Le seul pays capable de faire fléchir le meurtrier syrien, c'est l'Union Soviétique par l'arrêt total de ses livraisons d'armes et par des injonctions diplomatiques auxquelles la Syrie obéirait. Mais Gorbatchev se tait et le Liban se meurt.

On objectera que l'URSS s'est jointe aux puissances occidentales pour condamner l'invasion sanglante du Koweit par le dictateur irakien. Mais qui est ce dictateur ? Un grand protégé de Moscou.

Saddam Hussein est un tueur. Il commit son premier meurtre à quatorze ans, son second à vingt-cinq ans. Depuis il ne cessa de tuer même ses proches, même ses officiers, même ses ministres. Ce bruit court : « Qui dit non à Saddam Hussein a la tête coupée. » Son régime ne se maintient que par l'assassinat, les pendaisons et la terreur. Un universitaire irakien, Samir al-Khalil réfugié à Londres, a intitulé son livre : « La République de la peur. »

Saddam Hussein engloutit ses revenus dans son armement. Sur les mille cent milliards de dollars de recettes du pétrole, en dix ans, par les pays arabes du Golfe, 40 % soit 440 milliards ont été consacrés à des achats d'armes. Et c'est l'Irak qui a investi le plus. Il possède 5 800 tanks lourds, 5 000 pièces d'artillerie, 700 avions de combats, 884 missiles Exocet, 20 000 missiles Hot et Milan, 2 500 missiles air-air ou air-sol de fabrication soviétique ou française. Son aviation est plus importante que celle de n'importe quel pays européen de l'OTAN. Son armée de terre compte plus d'hommes que l'armée française. L'Irak a plus de tanks que la France

et il s'est doté d'armes chimiques redoutables. La France se trouve face à un matériel militaire français en Irak plus moderne que le sien, car notre budget ne nous permettait pas d'acquérir les matériels sophistiqués que nous avons livrés à l'Irak... et livrés à perte car l'Irak nous doit 25 milliards de francs.

Généralement on achète des armes pour s'en servir. Et l'Irak prouve qu'il entend s'en servir. Saddam Hussein est un belliciste. Il a fait sept ans de guerre contre l'Iran, qui ont coûté un million de morts. En 1988 il a massacré 5 000 civils kurdes. Il vient d'annexer le Koweit en tuant, pillant et prenant en otages femmes et enfants. Il annonce des intentions agressives contre l'Arabie. Si Saddam Hussein garde le Koweit, il contrôlera 15 % des réserves mondiales de pétrole contre 5 % hier. La fortune immense qu'il en tirera sera encore investie dans des armements.

Saddam Hussein menace le monde avec des armes " chimiques ". Il a tué avec elles des milliers de Kurdes et d'Iraniens et menace de les employer contre les pays occidentaux. Ce qui serait fatal pour beaucoup (dont la France) qui n'ont aucune défense (masques, abris) contre les gaz. Saddam Hussein entend fabriquer l'arme " nucléaire ". On peut rendre grâce à Israël d'avoir détruit le réacteur d'Osirak que la France avait livré à Hussein, et où il était en train de fabriquer l'épouvantable bombe.

Mais l'URSS appuie la France, objecteront de bons esprits en entendant Gorbatchev condamner l'annexion du Koweit. Je crains qu'il ne s'agisse là d'un double jeu dans lequel le Kremlin est passé maître. Il affiche son soutien à l'Occident pour ses raisons financières (il en attend des dizaines de milliards de dollars), mais il continuait de fournir des armes à l'Irak au début du blocus. Lors de l'agression 6 000 Conseillers soviétiques travaillaient en Irak dans le secteur militaire et le renseignement. Un général de l'Armée Rouge Albert Makashov, commandant du district Oural-Volga, venait d'être envoyé comme conseiller spécial auprès de Saddam Hussein. Le Kremlin n'a donc pu être surpris par l'invasion du Koweit. 80 % du matériel de guerre irakien est soviétique, dont 3 500 canons, 500 lanceurs de missiles, 5 500 chars, 513 avions et 160 hélicoptères de combat, 30 des 35 vedettes de défense côtière, 5 des 8 poseurs de mines, 6 bateaux amphibie. Ce sont des conseillers sovié-

tiques qui assuraient leur maintenance. Le 22 août le Kremlin déclarait « qu'ils rempliraient jusqu'au bout leurs obligations contractuelles » !

Ajoutons que les conséquences du conflit (hausses des prix du pétrole et de l'or) fournissent à Gorbatchev des surplus inespérés. Sa dette de 300 millions de dollars envers le Koweit a été effacée. Surtout l'attention mondiale est détournée de la crise en Union Soviétique vers le conflit du Golfe. Mais Gorbatchev craint que le coup de force de Saddam n'incite d'autres pays, dont des territoires furent annexés par Moscou, à l'imiter.

Mme Thatcher a raison de dire que Saddam Hussein est un criminel de guerre (qui est allé jusqu'à se servir d'otages comme boucliers vivants) et qu'il devrait être traduit devant un tribunal jugeant les crimes contre l'humanité. Le président Bush aurait dû crever l'abcès comme le fit Reagan contre le tyran libyen. Depuis des années les terroristes de Kadhafi abattaient des Américains. Trois missiles proprement dirigés contre son repaire ont suffi. Depuis il n'a plus osé s'en prendre aux Américains. Cette solution fut la plus économique en sang versé. Et le monde musulman n'a lancé aucune croisade contre les USA comme on le prédisait alors.

Le seul moyen de ramener une paix durable réside dans la destruction " de la puissance militaire irakienne ", de ses usines à gaz mortels, de ses sites de missiles, de ses réacteurs nucléaires. Sinon le monde libre n'aura fait que différer l'hécatombe comme il fit à Münich.

Les satellites soviétiques hors d'Europe continuent d'être armés par la patrie de Gorbatchev alors que celui-ci libère ses satellites européens. Que penser de ce double jeu ? Aurait-il pour but de servir la grande manœuvre d'ouverture à l'Internationale Socialiste, manœuvre qui exige d'estomper chez les Européens leur frayeur du communisme, tout en maintenant dans le Tiers Monde les places fortes de ce communisme.

DE CONSISTANTS ESPIONNAGES DERRIERE DE TRANSPARENTS PATELINAGES : LA GRANDE FAUCHE

Les aménités de Gorbatchev aux dirigeants du monde libre ne l'ont pas empêché d'accroître ses réseaux d'espions et de tueurs dans nos démocraties. Moscou arme ses partisans aux Philippines lesquels assassinent le personnel militaire des dernières bases américaines subsistant dans le Pacifique, alors que les bases soviétiques s'y multiplient. L'Occident se réjouit que Gorbatchev ait mis fin à la guerre froide, sans se soucier que le département international de ses services secrets intensifie sa *guerre de l'ombre*.

Dans le *Times* de Londres, Christopher Walker révèle que *chacun* des 10 000 étrangers résidant à Moscou est surveillé par 14 agents du KGB. Le KGB, c'est une armée de 230 000 hommes — autant que l'armée française — sous le commandement, non du ministre de la Défense ni du Chef des Armées, mais du secrétariat général du PC. C'est la police personnelle de Gorbatchev. Il faut ajouter les 400 000 agents chargés de la subversion à travers le monde, ainsi que l'espionnage militaire du Gru : 30 000 spetsnaz, et 5 200 attachés militaires des ambassades soviétiques. Elie Maraise et James Sarazin démontrent (*L'Express*, 28-7-89) « que pendant comme avant Gorbatchev, les espions sont là, que les services secrets soviétiques, sous couleur de coopération Est-Ouest, redoublent d'espionnage politique et de pillage technologique ». Ils en donnent des dizaines de preuves ; je ne citerai que quelques-unes : 250 espions soviétiques ont été expulsés d'Europe au cours des trois ans passés : réseaux démantelés en Belgique, en Suisse, en Autriche, en Italie. Le contre-espionnage Ouest-Allemand a arrêté 60 espions en 1988 contre 34 en 1987. Margaret Thatcher expulse 14

espions soviétiques six semaines après la visite tout sourires de Gorbatchev, et elle est accusée par le Kremlin d'entretenir la guerre froide parce qu'elle expulse d'honorables diplomates soviétiques !

L'attaché militaire soviétique colonel Iouri Pakhtousov dérobe des « secrets défense » sur les codes de protection des ordinateurs du Pentagone et de l'Agence Nationale de Sécurité. En 1989, les Allemands surprennent 8 pirates fournissant au KGB les codes d'accès aux ordinateurs de la NASA, du Pentagone et de l'Agence Spatiale européenne. Le missile de Croisière SS-N-19 est tellement semblable au « Tomahawk » US que les ingénieurs américains l'ont appelé le « Tomahawkski ».

Dans les navires scandinaves, mêmes espionnages mais sous la mer. La multiplication des sous-marins soviétiques en panne en mer de Barents et sur les côtes suédoises ont mené Oslo et Stockholm à faire de nombreuses protestations auprès du Kremlin et à exprimer à ses ambassadeurs « leurs profonds mécontentements ». Autant en emporte le vent !

Le navire espion océanographique soviétique l'Akademic Oparin fut en août 89 interdit d'escale dans des ports de la Nouvelle-Zélande. La flotte d'espionnage de l'URSS compte plus de 50 bateaux capteurs de renseignements. Certains sont équipés d'électronique de pointe « fauchée » aux Occidentaux. Sous le titre « Quand les Espions rentrent du Marché » *l'Express* démontre que les Soviétiques ont pu fabriquer leurs missiles intercontinentaux SS18 (10 têtes) et SS19 (6 têtes) grâce aux micro-roulements à billes américains. Pour sortir leur radar volant (Il 76) qui possède les mêmes performances que l'AWACS de Boeing, ils ont eu recours au service T du KGB. Grâce au vol, par un agent secret, du missile américain Sidewinder, l'Armée Rouge put produire le AA2 qui est une réplique exacte soviétisée de l'AWACS. Or c'est un AA2 qui abattit l'avion de la Korean Airlines et fit des centaines de morts.

Le matériel de transport ayant servi à la colonisation de l'Afghanistan fut détourné d'équipements civils livrés par Macks, Truck, Fiat et Mercédès. Des armes spatiales pour le programme soviétique de la « guerre des étoiles » furent réalisées grâce au détournement d'une soixantaine de miroirs lasers. Les Soviétiques purent sortir des sous-marins stratégiques ayant des hélices super-silencieuses, donc indétectables, en incitant des firmes norvégiennes et japonaises à enfreindre l'interdiction d'exporter de tels équipements. C'est un coup sérieux pour la défense du monde libre.

Ajoutons les " campagnes de désinformations " du KGB qui prennent des proportions grotesques mais n'en produisent pas moins des réactions de haine anti-occidentale dans le Tiers Monde. Le magazine britannique *The Economist* en donne des exemples :

1. Le virus du SIDA a été fabriqué aux Etats-Unis à Fort Detrick en Maryland. Ce grotesque mensonge fut publié par des médias africains, nord-coréens et soviétiques.

2. Des bébés sont élevés au Guatémala pour être assassinés aux Etats-Unis afin de fournir des transplantations d'organes. Ainsi l'impérialisme américain saccage les corps d'enfants sains mais pauvres du Tiers Monde, pour rétablir la santé d'enfants tarés mais riches des Etats-Unis. Chaque bébé promis au dépeçage est vendu 75 000 dollars. Cette calomnie fut répandue par l'Agence Tass, par *la Pravda* et par l'Association Internationale des Juristes démocrates (crypto-communiste) en dépit de tous les démentis. Elle provoqua même un débat au Parlement européen.

3. L'Agence Tass, *Novosty* et Radio-Moscou ont déclaré que les Etats-Unis avaient développé une « arme raciste » capable de tuer seulement les non-blancs ! De plus en plus fort.

Pierre Marion, patron de la DGSR en 1981-1982, crie « Vigilance, vigilance ». Selon lui, rien qu'en France le KGB active plusieurs milliers d'agents dirigés par deux départements : " la direction T " chargée de l'espionnage technologique et industriel ; " la direction A " qui organise la désinformation et l'intox. Il confirme que pas moins de 150 systèmes d'armements soviétiques ont été fondés sur des techniques volées à l'Ouest.

Kenneth Timmerman, dans son livre « La Grande Fauche », assure que depuis l'accession au pouvoir de Gorbatchev en 1985, sa puissante commission militaro-industrielle (VPK) a organisé le détournement de plus de 30 000 équipements et 400 000 documents techniques du monde libre, pour mieux servir le développement de nouveaux systèmes d'armes soviétiques (*L'Express*, 2-1-90).

Il faut dire que nos gouvernants se prêtent facilement à cette grande fauche ! Ainsi, en échange du voyage dans

l'espace offert par Moscou à Jean-Louis Chrétien, notre ministre socialiste Paul Quiles autorise cinq cents spécialistes soviétiques chaque année à accéder à nos meilleurs laboratoires et à notre base de Kourou en Guyane. Dans l'accord, il n'y a aucune limite prévue ni sur la durée ni sur le nombre de laboratoires à ouvrir aux Soviétiques !

Grâce à la « perestroïka », les services de renseignements de Gorbatchev ont pu accroître les rendements de leur Grande Fauche. C'est le secrétaire d'Etat au Foreign Office britannique (Waldergrave) qui l'affirme. Or l'espionnage joue un rôle important dans la guerre de l'ombre. Après tout, il ne faut pas oublier que c'est sous le parrainage d'Andropov, chef du KGB, que Gorbatchev, en tant que N° 2 des Organes Administratifs, supervisa l'appareil policier où il apprit l'art de tromper le monde libre. Depuis, il n'a guère changé de métier.

Mais qui est coupable ? Un adage dit : Si tu me trompes une fois, deux fois, trois fois, tu es coupable. Si tu me trompes quatre fois, c'est moi le coupable.

Or c'est avec un plaisir sadique que notre monde libre se laisse tromper quatre fois, cent fois, mille fois. Quand on pense qu'un chargé de recherches dans notre grand CNRS, Rolf Dobbertin (surnommé l'Epervier à cause de son œil d'oiseau de proie) a pu vingt ans durant faire main basse sur tous les documents portant sur la plus haute technologie, et que, grâce à ses multiples procédures, ce n'est que onze ans après son arrestation qu'il comparaît devant la Cour spéciale de Paris, quand on pense à cela on comprend que le KGB n'avait pas lieu de se gêner pour espionner la France et les Français.

LES FORCES MILITAIRES SOVIETIQUES : TOUJOURS BIEN SUPERIEURES A CELLES DES OCCIDENTAUX

Gorbatchev agite démagogiquement le drapeau du désarmement. Cela lui permet de mettre sur le compte de ce noble idéal la mise au rebut de la partie vieillie de son équipement militaire. Ainsi ses obsolètes missiles nucléaires SS20 ont été remplacés par la très performante fusée SS18 à 10 têtes nucléaires, et dont le nombre a doublé en quatre ans et par 200 missiles intercontinentaux dits de la cinquième génération, les SS25 mobiles sur route et les SS24 mobiles sur rail, indétectables par radar. Sous le « pacifiste » Gorby, la proportion des missiles sur le sol " européen " est toujours, de 12 à 1 en faveur de l'URSS. Et le « Prix Nobel de la Paix » poursuit la modernisation de ses missiles.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev, déclare le général Galvin commandant de l'OTAN, le programme militaire des Soviétiques ne connaît aucun ralentissement : leurs chaînes de production sortent plus de chars, d'avions et d'artillerie que la France, la Grande-Bretagne et la RFA réunies n'en alignent sur le terrain (*Le Figaro*, 2-1-89).

Qu'en dépit des ronds de jambes de Gorby, le Kremlin construise une machine de guerre redoutable est encore confirmé par le secrétaire américain à la Défense Dick Cheney qui précise : « Les Etats-Unis font face à une offensive stratégique plus forte sous Gorbatchev qu'avant sa prise du pouvoir... Le budget de la défense soviétique s'est accru de 3 % par an depuis 1985. En revanche le budget de la Défense américaine a décru de 11 % durant la même période. » A l'heure actuelle 60 % de la production industrielle de l'URSS est de nature militaire. (*L'Express*, 2-1-90).

Son budget militaire atteint 17 % de son PNB (on découvre aujourd'hui qu'il fut de 25 %) alors qu'il ne représente que 8 % aux USA et 3 à 4 % en Europe de l'Ouest.

Gorbatchev est crédité pour avoir fait retirer d'Europe les missiles nucléaires à portée intermédiaire. Ce qu'on ne dit pas, c'est que cela ne concernait que 4 % de tout le nucléaire existant, et que seuls les lanceurs ont été détruits, mais pas les têtes nucléaires. Elles peuvent être transportées sur d'autres engins de mort. Quant à l'arsenal nucléaire stratégique, de 1979 à 1989 l'URSS l'a accru de 85 %, les Etats-Unis de 25 % seulement.

Dans le domaine des armes classiques la supériorité des Soviétiques sur l'OTAN est écrasante. Le maréchal Akhromeiev a reconnu que l'armement classique du Pacte de Varsovie est de deux à trois fois supérieur à celui de l'OTAN dans toutes les catégories d'armes. Le général Galvin, commandant en chef de l'OTAN remarque que l'URSS produit encore 2 000 chars par an, alors que Gorbatchev a promis de retirer d'Europe 10 000 chars ! Les nouveaux chars T64, T72, T80 seront plus nombreux dans deux ans que ceux dont le retrait a été annoncé à grand renfort de publicité. Leur blindage de céramique spéciale à plusieurs épaisseurs résiste à nos obus à charge creuse et aux tirs par rayons laser. Leur production ne connaît aucun ralentissement. Ajoutons les hélicoptères d'assaut M124, véritables chars volants, les bombardiers TU160 et TU 95, et le « Blackjack », le plus puissant bombardier du monde qui peut larguer des missiles nucléaires à 3000 km. Quant aux chars modernes retirés d'Europe de l'Est, T72, T80, ils ne sont pas détruits mais, de l'aveu du général Yazov, ils sont incorporés dans des divisions en territoire soviétique.

Dans une offensive diplomatique, Gorbatchev annonce qu'il éliminera de la mer Baltique ses 4 sous-marins Golf dotés de missiles stratégiques. Or ses Golf sont dépassés et ne servent plus qu'à la formation des marins. En revanche il a sorti un nouveau sous-marin qui ne reflète pas les ondes magnétiques émises par radar. Selon les services de l'OTAN, 350 submersibles soviétiques type Taifun, Delta 4 et autres parcourent en permanence les océans et une centaine reste en réserve. Le nombre est deux fois supérieur à celui de tous les sous-marins de l'Alliance Atlantique.

Gorbatchev s'est glorifié d'avoir diminué ses troupes de

500 000 hommes (sur 4 millions). Mais de 1945 à 1948, le Kremlin avait réduit le nombre de ses soldats de 10 millions à 3 millions, ce qui ne l'a pas empêché de s'emparer de la moitié de l'Europe.

Rappelons qu'Adolf Hitler aussi a joué sur le pacifisme bêlant de ses interlocuteurs. Il déclarait au Reichtag le 17 mai 1933 que l'Allemagne détruirait son appareil militaire si les nations voisines faisaient de même. En 1936, il proposait la suppression des tanks et de l'artillerie lourde. Mais derrière ses discours pacifistes, Hitler se réarmait. La France ne prépara par sa défense et elle fut vaincue. C'est hélas ce qui peut lui arriver avec le « pacifiste » Gorbatchev. Mitterrand croit Gorbatchev lorsqu'il parle de paix comme jadis Chamberlain croyait Hitler. Il devrait pourtant se souvenir de deux faits importants :

— Les livraisons d'armements soviétiques et le soutien logistique sont toujours maintenus au profit de Kaboul, Damas, Téhéran, Tripoli, Hanoï, etc. En février 1990 le Département d'Etat a dénoncé la livraison par l'URSS, à Cuba, de six chasseurs dernier modèle MIG 29 sur une série promise de 36 appareils d'un rayon d'action de 1 300 km.

Les Occidentaux ont accepté que leurs missiles nucléaires à moyenne portée basés en Europe de l'Ouest, et qui pouvaient atteindre le territoire soviétique, soient retirés, alors que les Soviétiques conservent leurs gigantesques forces nucléaires stratégiques qui peuvent frapper à tous moments l'Europe libre. Avoir cédé à Gorbatchev la suppression de ces Pershing 2 à moyenne portée — la fameuse option zéro — est une démission grave de l'Occident.

Aujourd'hui, seules nos forces nucléaires tactiques utilisables sur le champ de bataille peuvent arrêter une agression des forces classiques soviétiques. Une seule bombe à neutrons — cet engin nucléaire tactique à rayonnement renforcé — peut tuer toutes les troupes d'invasion exposées sur une étendue de 300 hectares, sans destruction matérielle et sans radiations secondaires. C'est une arme imparable par l'ennemi. Les Soviétiques sont à tel point conscients de ses effets dévastateurs sur leurs forces d'invasion, qu'ils ont lancé des campagnes de désinformation pour faire croire que cette arme, purement défensive, serait l'instrument du démon. Ils l'ont surnommé « la bombe capitaliste » sous prétexte qu'elle tue des êtres humains en épargnant des richesses matérielles.

Ils oublient de préciser que les êtres qu'elle tuerait seraient des envahisseurs occupant par la force un territoire français. La bombe à neutrons est une arme non pas « capitaliste », mais libératrice.

Eh bien, Mitterrand refuse de rendre la bombe à neutrons opérationnelle. La France maîtrise parfaitement la technologie neutronique, mais Mitterrand ne veut pas fabriquer la bombe à neutrons pour ne pas déplaire à ses alliés communistes de France et d'ailleurs. De même il limite son programme spacial Euréka à des applications " non " militaires pour ne pas causer la moindre contrariété à Gorbatchev. Et il refuse de rendre opérationnelle sa fusée nucléaire S4 indétectable parce que " mobile ".

Alors que les Suisses, les Suédois, les Israéliens, les Soviétiques, etc., possèdent des abris contre les armes chimiques et nucléaires, les Français n'en possèdent pas. Seuls en sont dotés notre Président de la République, les Etats-Majors de l'armée et le bureau du PC. Seuls ils survivraient, tous les autres Français risquant la mort en cas d'un bombardement chimique ou nucléaire des Soviétiques. Ceux-ci possédant dix mille missiles nucléaires stratégiques, ne peuvent prendre au sérieux les menaces de représailles des Français qui n'en ont que deux cents. Et qui, au surplus ne possèdent pas d'abris anti-nucléaires.

L'Occident met ses espoirs dans les offres de désarmement de Gorbatchev. L'URSS et les USA ont décidé de réduire le nombre de leurs fusées " stratégiques " de 30 %. Mais avec 6 000 fusées ou 10 000 le résultat est le même puisque 500 suffisent pour faire sauter la planète. Gorby promet de ramener le temps de service militaire à dix-huit mois... mais dans dix ans ! Et de réduire l'Armée soviétique de 270 000 hommes demain. Mais aujourd'hui il multiplie par dix les effectifs de son Armée de l'Intérieur, celle du MVD portée de 36 000 à 350 000 hommes, une armée de répression interne équipée comme l'armée de terre.

Cabanès écrit dans *les Points sur les i* (3-6-90) : « L'accord signé sur les armes chimiques est de la même eau. Moscou n'a pas les moyens de détruire son énorme stock d'armes chimiques et l'Occident n'a pas les moyens de le contrôler. La seule usine soviétique de destruction de ces munitions, à Chapayevsk sur la Volga, est un village de Potemkine. L'accord part d'un autre mensonge soviétique, fixant le stock

soviétique des munitions chimiques à 40 000 tonnes, alors que les estimations des services occidentaux vont de 300 000 à 700 000 tonnes » ! Cet accord sur les armes chimiques, s'il était appliqué, menacerait de désarmer l'Occident face à l'empire soviétique et face aux Etats terroristes qui multiplient leurs stocks d'armes chimiques, dont l'Irak de Saddam Hussein.
Hussein qui a tué 5 000 Kurdes avec ces armes et qui en menace l'Arabie Saoudite.

Comme le récent traité sur le désarmement ne porte que sur les armes stockées de l'Atlantique jusqu'à l'Oural, Gorbatchev vient de transporter au delà de l'Oural 7 000 chars à blindage réactif et tirs rapides par lasers. Ce qui ne l'a pas empêché d'obtenir le Prix Nobel de la Paix. Lequel Prix n'a d'ailleurs jamais retenu ses lauréats communistes de partir en guerre, tel le Vietnamien du Nord Le Duc Tho contre le Vietnam sud et le Cambodge.

L'ECONOMIE SOVIETIQUE EN RUINES CONTRAINT GORBATCHEV A JETER DU LEST

Selon Lénine, le communisme était supposé apporter l'abondance à l'URSS. Soixante-dix ans plus tard le communisme lui apportait une mortalité infantile quatre fois plus élevée qu'en Occident, des hôpitaux sans eau courante, des équipements industriels obsolètes, une agriculture moribonde, des files de soixante camions devant des postes à essence, attendant des heures d'être ravitaillés, cela dans un des premiers pays producteurs de pétrole du monde. Cette noire misère est rapportée par tous les journalistes. Ainsi Michel Peyrard écrit dans *Paris-Match* (3-8-89) : Dans le Kouzban, le bois, le ciment, les vitres, les clous ont disparu. A Kissiliovosk (cent mille habitants) on situe la dernière livraison de viande au Gastronom (magasin d'Etat) en 1970 ; c'était du mouton ; depuis plus rien que de vieux harengs séchés. On n'a pas vu de fruits frais depuis quarante ans. Un mineur soviétique se lamente : « Comment pouvez-vous construire un socialisme à visage humain quand vous n'avez plus de savon ? » Les mineurs noirs de poussière de charbon doivent se laver avec du sable mouillé.

Il y a rupture de stock de bottes d'hiver. Les Soviétiques qui demeurent en Sibérie où la température descend à moins 40° auront les pieds gelés. Même à Moscou, des dizaines de Soviétiques se sont couchés devant les roues d'un camion de livraison afin de contraindre le propriétaire à leur vendre les chaussures qu'il contenait. On ne pourra même pas se réchauffer dans les maisons. Le Premier ministre Ryjkhov a reconnu que les systèmes de chauffage à Moscou et à Léningrad sont hors d'usage. Les conduites souterraines sont corrodées. Deux mille fuites signalées à Moscou restent non réparées.

S'il y a un domaine dans lequel la « transparence » de Gorbatchev s'étale, c'est bien dans celui des produits de consommation si transparents que l'on ne les voit plus dans les magasins. Devant le Congrès des députés du peuple, le 30 mai 1989 Gorbatchev déclarait : « La pénurie qui existe dans le commerce d'Etat n'a pas été vue depuis quarante ans... Certains magasins ont suspendu leurs ventes faute de marchandises... Le thé, le savon, le sucre, la lessive et autres produits élémentaires manquent. »

L'hebdomadaire soviétique *Argumenty i Fakty* (18-3-89) écrit : « De très importantes quantités de produits avariés sont mis en vente. Les magasins d'Etat reçoivent 14 % de pommes de terre et 19 % de choux avariés, 25 % des tomates sont inconsommables. » La revue *Ogoniok* (mars 1989) remarque : « Le pain moisit rapidement, il devient impropre à la consommation non seulement pour les hommes mais même pour le bétail. Il en résulte qu'un tiers du pain produit doit être mis au rebut dans cette région. »

Pour la première fois depuis la guerre, le pouvoir a dû recourir aux soupes populaires. De vieilles femmes touchent 45 roubles par mois de retraite, alors que le minimum vital est de 100 roubles. Pourtant la géographie avait tout donné à l'URSS : l'espace, le pétrole, le gaz, les minerais stratégiques, les mines d'or. Mikhail Mongo, un député du grand Nord, parle pour sa région de sept fois plus de cas de tuberculose, de trois fois plus de mortalité infantile que la moyenne déjà alarmante, et d'un espace vital de quatre mètres carrés par personne... Les mineurs exigent un jour de congé par semaine, la retraite après vingt-cinq ans de dur travail, la reconnaissance de la silicose comme maladie professionnelle. L'un crie au reporter de *Paris-Match* : « Dites aux ouvriers français que nous luttons pour obtenir ce qu'ils possèdent depuis longtemps. »

Bref, l'économie soviétique n'est plus au bord du gouffre, elle est au fond de l'abîme. Les forces qui devaient dépérir dans le communisme : " Etat, Police, Armée " y ont connu un développement à outrance, alors que l'économie qui devait s'épanouir est en totale faillite. Les trompettes de la Perestroïka gorbatchévienne ne peuvent constituer un substitut à la catastrofika alimentaire qui s'abat sur l'homo sovieticus, car ventre affamé n'a plus d'oreilles.

Plusieurs années après Deng Xiao Ping, Gorbatchev se

résoud à amender la disposition constitutionnelle qui stipule que la terre appartient à l'Etat. Dorénavant tout citoyen soviétique a droit à un lopin de terre. Gorbatchev finit par se rendre compte qu'un quart de la production agricole, que 30 % de la viande, du lait et des œufs, proviennent des 4 % des terres cultivées par les paysans sur leurs lopins individuels. Les kolkhozes et les sovkhozes, soit 26 000 fermes collectivisées et 23 000 fermes étatisées n'ont amené que des disettes, des famines, et le massacre de la paysannerie soviétique qui résistait à cette collectivisation forcée.

Quarante ans de collectivisme, écrit le prix Nobel Maurice Allais, ont été plus destructeurs de l'économie soviétique que ne l'ont été les deux guerres mondiales. Voilà qui jette une lumière crue sur les raisons qui poussent Gorbatchev à desserrer son étau en Europe de l'Est.

L'URSS, première puissance militaire, n'est qu'au 37e rang pour le revenu par tête d'habitant, et au 70e pour la croissance de l'indice de consommation par tête d'habitant (Revue *Eko* 1988). L'URSS est un pays sous-développé et sous-alimenté. La *Pravda* du 2-9-88 avoue que 40 millions de familles consomment 35 % moins de viandes et de produits laitiers qu'en 1970 ! L'économie soviétique ne se relève pas de la planification centralisatrice et de la collectivisation marxiste. Mais Gorbatchev compte cyniquement sur la jobardise du monde libre pour sortir son économie en faillite du guêpier où sa collectivisation la maintient toujours.

Bien sûr, les régimes capitalistes ne sont pas parfaits, ils ont de nombreux défauts, mais ils peuvent être améliorés par des efforts concrets, intelligents, qui tiennent compte de la nature humaine, laquelle a un besoin vital de libre entreprise, donc de propriété. Si pour Proudhon « la propriété c'est le vol », pour les sujets des pays communistes, « c'est le socialisme qui est le vol ». Les idéologues marxistes prétentieux, qui assuraient qu'il suffirait de tout planifier, de tout collectiviser, de tout étatiser pour créer le paradis sur terre, engendrèrent des régimes inhumains, aussi atroces que stupides.

Lartéguy, retour d'URSS, donne des exemples de cette stupidité (*Paris-Match* décembre 1989) : « En URSS on s'inscrit pour tout, pour un logement, pour une voiture, pour une bicyclette, pour un frigidaire, pour un moule à tartes. On s'inscrit et on attend... trois, quatre ans, sauf dans les

magasins pour privilégiés où l'on est servi tout de suite mais à des prix exorbitants. Il s'y ajoute le vol, la concussion, le marché noir, le système D, le coulage qui dépasse la marge de 50 % (lequel obligea la firme allemande Spar à fermer boutique) et qui à la longue condamnent un pays à une économie factice de bazar. »

L'ART DE SOUTIRER NOTRE ARGENT

En économie, les Soviétiques n'excellent que dans l'art de soutirer de l'argent à nos pays de libre entreprise. Les dirigeants de France, de Suisse, d'Allemagne, etc. font la queue, chéquiers en main, pour remettre au léniniste Gorbatchev le plus gros magot : dix milliards de dollars en quelques mois de 1989. Les prêts sont si nombreux que depuis un an la dette extérieure soviétique a doublé.

La visite de Gorbatchev en France en 1989 ne s'est pas bornée à des accords spectaculaires comme une coopération française dans l'envoi d'une sonde soviétique sur Mars. Son collaborateur Lev Varonine concluait avec dix chefs d'entreprises françaises un accord sur la création d'un consortium pour l'envoi de biens de consommation français en Union Soviétique. En octobre 1990 Mitterrand offre à Gorbatchev, 5 milliards de francs. Les vingt-quatre pays de l'OCDE approuvaient à Bruxelles la création d'une Banque européenne pour aider à la reconstruction des pays de l'Est et lançaient un fonds de un million de dollars pour consolider la monnaie polonaise.

Michel Ledeen, ex-conseiller du général Alexander Haig au Département d'Etat, fait un appel à l'Occident : « L'empire soviétique prend sans cesse du retard sur l'Ouest dans des secteurs cruciaux. Il ne dispose même pas d'un superordinateur. Si on ne lui procure pas de la technologie occidentale il est condamné à l'obsolence... Il est prêt à s'effondrer si un plan de sauvetage n'est pas mis sur pied... » Eh bien l'Occident s'empresse de le mettre sur pied.

Imaginer que le monde capitaliste se soit trouvé dans cet état de dénuement. Pensez-vous que le monde communiste serait venu le secourir ? Que non, il serait venu l'achever. Mais le monde capitaliste ne songe qu'à sauver le monde communiste. L'Italie est allée jusqu'à proposer un plan

Marshall. Mais pour qu'un plan Marshall sorte une économie du marécage où elle pourrit, il faut qu'il soit appliqué dans un régime de libre entreprise. Sinon il sera aussi inefficace qu'une circulation sanguine dans une jambe de bois. Pour sortir le régime soviétique de la catastrophe, c'est l'économie collectiviste qu'il faut supprimer.

Or notre ministre socialiste Chevènement déclare que « notre aide doit être accordée sans condition politique », c'est-à-dire sans remettre en question le régime d'appropriation étatique des moyens de production, qui est la cause de la ruine des pays communistes. Ainsi, le monde libre continuera à financer la perpétuelle salvation d'un système collectiviste non viable, inhumain et haï de ses sujets.

Le pis est que cela dure depuis soixante-dix ans. Déjà Lénine en 1921 mendiait des vivres et de l'argent aux Occidentaux pour qu'ils l'aident, dans le cadre de la Nouvelle Politique Economique, à reconstruire son économie dévastée. Puis Staline fit édifier les deux tiers de ses entreprises étatisées avec l'aide des contribuables américains. A l'exemple de Lénine et de Staline, Gorbatchev s'est précipité sur les rangs des mendiants et pilleurs du monde libre. Il érige le parasitisme communiste en doctrine sacrée : l'Ouest sera définitivement condamné à nourrir tous les habitants de l'Est pendant que l'Est endoctrinera tous les habitants de l'Ouest.

Ce que les espions du service T ne peuvent dérober, les industriels occidentaux vont leur apporter grâce à une idée de génie de Gorbatchev ; les sociétés mixtes. Il en existe déjà 25 franco-soviétiques et 60 en projet. (Pour tout le monde libre 265 sont enregistrées déjà en 1989.) « Elles procèderont à des échanges totalement déséquilibrés au détriment de la France », déclare Renaud Belleville (*L'Express* 7-7-89). La technologie européenne n'aura plus besoin d'être pillée, car grâce aux sociétés mixtes l'Occident la livrera directement au KGB. Gorbatchev a su convaincre le monde libre que pour sauver le chef-d'œuvre en péril que constitue son économie malade, l'Occident devait ouvrir grand non seulement ses coffres-forts mais encore ses laboratoires.

Toutefois, Gorbatchev a l'astuce de travestir sa mendicité en « coopération ». Il envoie à Mitterrand une lettre dans laquelle il fait appel à « une coopération multilatérale Est-Ouest », à « un échange réciproche d'informations économiques ». Gros malin ! L'Ouest en a tellement plus à offrir que l'Est !

Le président Bush tombe dans le panneau. Interviewé par la presse américaine après sa rencontre avec Gorbatchev à Malte, il parle, non d'une assistance américaine à l'URSS, mais d'une « coopération » entre les deux pays. Que Gorby emploie cette terminologie, on le comprend. Mais que Bush y recourre est une preuve de plus de la jobardise du monde libre qui ne se contente pas de porter assistance à l'URSS mais qui dissimule cette assistance derrière la fiction d'une « coopération ».

Au sommet des chefs d'Etat de la Communauté européenne à Dublin en juin 1990, contre Bush qui ose dire « Non à une aide au Kremlin sans condition », Mitterrand fait du zèle et plaide ardemment pour que la CEE accorde une assistance substantielle à l'URSS. Le même mois, la presse parle d'un gigantesque crédit — 5 milliards de DM — que Bonn accorde à l'Union soviétique pour qu'elle ne fasse plus d'objections à la réunification allemande.

L'art des communistes à soutirer de l'argent du monde libre est à tel point parachevé, que Gorbetchev a déjà fait accepter par Bonn de payer la facture considérable du coût du retrait des 380 000 soldats de l'Armée Rouge stationnés en Allemagne de l'Est (et auxquels personne n'avait demandé de venir) ainsi que le coût de leur réinstallation en URSS. C'est la victime occupée qui doit payer l'illégal occupant pour être libérée !

LA MAISON COMMUNE EUROPEENNE : CHEVAL DE TROIE POUR LES AMBITIONS STRATEGIQUES DE GORBATCHEV

Bien que ses satellites de l'Europe de l'Est fussent submergés par les dettes, Gorbatchev les contraignait à renflouer l'économie soviétique en perdition. Ses satellites lui ont fourni de 20 à 25 % de ses équipements. Or l'URSS, qui avait pris l'habitude de piller ses satellites, ne pouvait plus le faire tant ils sont en déconfiture.

La Pologne a 40 milliards de dollars de dettes, la Hongrie et la Yougoslavie en ont 20 milliards, en RDA c'est la banqueroute. L'URSS n'a même plus les moyens de subventionner l'énorme charge des troupes et services secrets qui maintenaient ses satellites européens sous son joug. Les caisses de Gorbatchev sont désespérément vides. Il a un besoin vital de fonds qui ne peuvent lui venir que du monde libre. Il a donc intérêt à conseiller à ses sbires de la révolution mondiale de faire une pause.

Gorbatchev, qui se dit toujours léniniste, n'est pas un réformateur doctrinal. C'est un « rafistoleur », très médiocre en économie, mais très habile en stratégie. Menacé par la famine à l'intérieur et par l'irrédentisme à la périphérie, Gorbatchev recule jusqu'à sacrifier une partie du dogme marxiste, comme le fit Lénine quand il recourut à la NEP. Gorbatchev ne renonce pas à la suprématie soviétique. Il compte l'exercer par d'autres moyens que la lutte idéologique armée. Voici le schéma de sa nouvelle stratégie :

1. Rassurer les Américains au point qu'ils se désengagent militairement et retirent leurs 300 000 GI's d'Europe (sans la présence desquels l'Europe de l'Ouest aurait été soviétisée depuis longtemps).

2. Exiger de tous ses satellites qu'ils respectent les frontières actuelles, dont les territoires annexés par Staline.

3. Accepter la réunification de l'Allemagne mais à la condition qu'elle accepte d'être désengagée militairement.

4. Ne pas risquer de détruire par la force le garde-manger ouest-européen. Pour cela amadouer, par un galimatia socialo-pacifiste, les douze de la Communauté Européenne jusqu'à ce qu'ils acceptent d'être peu à peu désarmés, donc faciles à finlandiser. A Mme Kirkpatrick qui protestait contre cette finlandisation, le porte-parole du Kremlin Guerassimov répondait : « En quoi la situation de la Finlande est-elle mauvaise ? »

5. Faire entretenir l'économie en faillite et la techologie de pointe à la traîne des Soviétiques par les contribuables occidentaux, mis sous le charme de la sirène Gorbatchev par nos medias infiltrés par les sbires du même Gorbatchev.

6. Imposer sa Maison commune européenne où l'Ouest aura la charge de l'intendance, à savoir nourrir tout le monde de l'Atlantique jusqu'à l'Oural, et où l'Est poursuivra son noyautage de nos médias, institutions, partis, syndicats, églises, universités, grâce aux chevaux de Troie qui sont déjà dans la place. La " Maison commune européenne ", voilà le " piège " de Gorby tendu à chacun de ses déplacements, aux Etats-Unis et à Malte auprès du président Bush, à Paris auprès du président Mitterrand, à Strasbourg devant les 117 députés du Conseil de l'Europe.

Ce que projette le rusé Gorbatchev pour sauver son empire de l'écroulement, c'est de donner un peu d'automie économique à sa Fédération des Républiques soviétiques, tout en exigeant que toutes respectent le rôle dirigeant, non du parti communiste, mais de Gorbatchev. Puis d'élargir cette Fédération soviétique devenue moins repoussante, à l'Europe de l'Est désatellisée, donc devenue plus avenante pour l'Europe de l'Ouest abusée. Enfin faire entrer tout ce monde dans sa Maison commune, sorte de Grand Marché sans défense (après le retrait des troupes américaines), et où les communistes, à l'image du gouvernement de Solidarnosc, auraient les ministres clés de la guerre, de la police, des Affaires étrangères, et les jobards occidentaux les ministères besogneux du Travail et des Finances !

Cette Maison commune européenne, nouvelle arche de Noë, figure déjà sur les timbres soviétiques émis à l'occasion de la visite de Gorby en Allemagne de l'Ouest. La subtilité de la stratégie de Gorbatchev consiste à ne pas conquérir

l'Europe de l'Ouest, mais à faire qu'elle se donne à lui " bénévolement ".

Cabanes, dans *Les points sur les i,* écrit : « Devant la faillite de l'économie socialiste, Gorbatchev joue l'Europe à quitte ou double... Il est évident que les régimes du glacis sont tombés parce que Moscou a provoqué leur chute. Tout nous permet de supposer que Moscou finlandise l'Europe de l'Est pour pouvoir finlandiser celle de l'Ouest. L'Europe vache à lait de la Maison commune nourrira l'empire soviétique. »

Moscou a signé en décembre 1989 à Bruxelles un accord avec la CEE, valable pour dix ans, où les deux parties s'accordent le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les droits de douane, transports, achats, ventes, taxes. Les Soviétiques ne considèrent plus la CEE comme une menace, mais comme « une opportunité ». « Tu m'expédies des céréales et en retour je te paie en monnaie " glasnost " c'est-à-dire transparente. »

Gorbatchev a répété en Allemagne : « Construisons la Maison européenne, vivons-y et voyons ce qui arrive. » C'est tout vu. Il s'agit d'une maison commune dont les pièces russes seraient fermées à clef, et les pièces européennes grandes ouvertes au pillage. Autrement dit « chez toi, c'est chez moi ». « T'as pas mille balles ? »

Au cours de son séjour parisien, Gorbatchev a répété ce qu'il avait écrit dans son livre « La Perestroïka » : " Nous ne renoncerons jamais aux valeurs du communisme. " Comme dans le même voyage il nous invitait à construire la Maison commune européenne, nous devons en conclure que cette maison aura une face rubiconde.

UN PLAN SATANIQUE POUR FINLANDISER L'EUROPE LIBRE

La libération de l'empire communiste ne serait pas une décision personnelle de Gorbatchev, mais " un plan " mûri par Andropov dans les soutes du KGB, et que Gorbatchev aurait été chargé d'appliquer. Alain Besançon en donne les preuves suivantes : (*Figaro,* 26-12-89).

Un livre publié en 1983 annonce la plupart des événements inouïs, alors imprévisibles, qui sont en train de se produire dans le monde communiste : En Pologne un gouvernement de coalition du PC avec Solidarité et soutenu par l'Eglise. En Tchécoslovaquie un retour de Dubcek. La condamnation par le pouvoir soviétique de son invasion de l'Afghanistan. Une dissolution progressive du Pacte de Varsovie destinée à amener la dissolution de l'OTAN. La réhabilitation de dissidents comme Sakharov. La démolition du Mur de Berlin. Une confédération des deux Allemagnes, etc.

Qui est ce prophète extra-lucide ? demande Alain Besançon. Un perspicace soviétologue occidental ? Non. C'est un certain Anatolyi Golitsyne, " résident du KGB à Helsinki ", qui a fait défection en Grande-Bretagne en 1961, et a rédigé un livre « New lies for Old » (« Les nouveaux mensonges remplacent les vieux ») qui jette sur Gorbatchev une lumière inquiétante. Non seulement ces presciences suggèrent que Gorbatchev suit un plan conspiratif, mais que ce plan a été élaboré par le KGB et que Gorbatchev a été commis pour l'appliquer ; l'étonnante ascension de ce fils de paysan étant due, selon *Times Magazine* (4-1-88), à sa capacité d'informateur appréciée par Andropov, alors chef du KGB.

Ce plan consiste, selon Alain Besançon, à changer l'image de l'URSS pour mieux atteindre les buts du Kremlin qui sont : détacher militairement les Etats-Unis de l'Europe qui sera progressivement désarmée ; entrer en position dominante et parasitaire dans la zone de prospérité de l'Europe de l'Ouest ; créer la Maison Commune Européenne, grenier d'abondance que l'Ouest sera chargé de remplir et l'Est de surveiller militairement et policièrement.

Alain Besançon donne de nombreux autres « signaux » de ce plan dans les bouleversements actuels : ainsi le passé KGB des nouveaux chefs de l'Allemagne de l'Est comme Markus Wolf ; l'opération polonaise aboutissant à un gouvernement loyal envers l'occupant soviétique ; les soudaines mutations « perestroïkistes » de la Bulgarie, du Yemen Sud, de la Mongolie extérieure, jusqu'alors les plus serviles satellites ; le porte-parole de Ion Iliescu déclarant « qu'il faut condamner le dogmatisme, mais non remettre en question la pensée marxiste-léniniste dans la révolution roumaine ». Oui, il y a un plan, conclut Alain Besançon, et il tourne autour de la Maison Commune Européenne. Il s'agit de l'en-

vahissement des structures de l'Europe libre par la bureaucratie militaro-policière de Moscou.

Hélas nos socialistes restent aveugles à ce piège, alors que même *Le Monde* (5-1-89) déclare que cette " Maison Commune Européenne représente la version moderne du cheval de Troie ".

Or ce cheval de Troie c'est l'Europe libre qui l'appelle dans ses murs ! Ainsi des puissances de l'OTAN, alliance créée pour résister aux agressions soviétiques, ont osé faire appel à une intervention en Roumanie de l'Armée Rouge qui a répandu la terreur communiste partout où cette armée est passée.

LES COMMUNISTES SONT DISCREDITES, MAIS C'EST SOUS LA CASQUETTE SOCIALISTE QU'ILS INVESTIRONT CETTE MAISON COMMUNE EUROPEENNE

Annie Kriegel, qui en tant qu'ex-membre du parti communiste connait bien la mentalité de ses dirigeants, écrit : « Il est simpliste de croire que Gorbatchev rend les armes. Il travaille à deux objectifs : contrôler l'Europe par un condominium URSS-Allemagne, et partager le pouvoir entre le communisme et la social-démocratie. »

En effet, la démocratie de Gorbatchev consiste à ne tolérer que deux courants également socialistes, l'un dans sa version sociale-démocrate, l'autre dans sa version léniniste. Don Dumitrescu prévient ceux qui imaginent que Gorbatchev a rompu avec le marxisme-léninisme qu'ils devraient lire son ouvrage « La Perestroïka ». Ils verraient qu'il n'y est question que de socialisme léniniste, d'internationalisme prolétarien et autre terminologie du langage de bois. Un des chapitres a même pour titre : « Lénine source idéologique de la Perestroïka. » A la page 119 on lit : « Notre but est de renforcer le socialisme, non de le remplacer par un autre système... Une économie occidentale différente est inacceptable pour nous. » Et à la page 120 Gorbatchev écrit, alors que l'économie des pays socialistes est en pleine faillite : « Le socialisme peut réaliser bien davantage que le capitalisme... Le communisme est un formidable potentiel pour l'humanité. » Oui Gorbatchev a signé ces contre-vérités.

Dans un de ses discours Gorbatchev déclarait : « J'ai pris de nombreux contacts avec les représentants des partis socialistes et sociaux-démocrates en Europe de l'Ouest, et nous avons pu trouver un langage commun. » (*Pravda*, 20-5-87). Ainsi nos socialistes répondent à son offre de maison com-

mune européenne qui ne saurait être que socialiste de l'Atlantique jusqu'à l'Oural, en fait jusqu'à Vladivostok, car l'économie de l'empire soviétique ne peut être coupée en deux, d'autant que c'est en Sibérie que se trouvent les mines d'or et de minerais stratégiques et les réserves de gaz et de pétrole. Comme les forces américaines auront été poussées à se retirer d'Europe, cette Maison commune ne sera bientôt plus « Euro-Atlantique-libérale, elle sera Euro-Pacifique-étatique ».

Déjà l'Europe des douze glisse avec zèle vers l'étatisme socialiste en dépit des protestations de Mme Thatcher qui s'est écrié devant le collège de l'Europe à Bruges : « Nous n'avons pas fait reculer les frontières de l'Etat en Grande-Bretagne pour les voir réimposées au niveau européen sous la forme d'un Super-Etat socialiste exerçant sa nouvelle domination depuis Bruxelles. »

Et Mme Thatcher de préciser : « Je suis la première à dire que les pays d'Europe devraient coopérer plus étroitement dans les domaines où nous pouvons faire mieux ensemble, qu'il s'agisse de commerce, de défense, de nos relations avec le reste du monde. Mais coopérer plus étroitement n'exige pas que le pouvoir soit plus centralisé à Bruxelles, ni que les décisions soient prises par une bureaucratie... Au moment où des pays comme l'URSS, qui ont tout dirigé de manière centralisatrice, prennent conscience que le succès repose sur la décentralisation des décisions, il est paradoxal que la Communauté Européenne veuille aller dans le sens opposé. » Le prix Nobel Maurice Allais écrit : « Il faut comprendre tout ce qu'il y a de valable dans les positions de Mme Thatcher. »

Hélas, les dinosaures technocratiques de Strasbourg et de Bruxelles sont en train d'accoucher d'une Europe de bureaucrates socialistes, soutenus par les communistes, soutenus par les écologistes (verts à l'extérieur et rouges à l'intérieur comme les pastèques), et soutenus par les démocrates chrétiens pro-socialistes. N'ont-ils pas au Chili porté au pouvoir la coalition communiste d'Allende Corvalan, grands suppôts de Fidel Castro ?

Eh bien, cette Europe de Bruxelles est précisément celle désirée par les communistes. Ainsi le chef du PC britannique Gordon McLennon, après s'être entretenu à Moscou avec Iakolev du Politburo, affirmait : « L'internationale communiste va devenir une association de partis partageant des

principes de base communs : communistes, socialistes, verts et même socio-démocrates » (*Lettre d'Information* de Villemarest).

La Communauté Européenne, présidée le 1er juillet 1989 par le socialiste Mitterrand à la suite de la présidence du socialiste espagnol Gonzales, n'a produit jusqu'ici que des fonctionnaires (20 000 déjà à Bruxelles), que des impôts, que des montagnes de règlements et de beurre. Ce sera facile pour Gorby de faire de la CEE un avatar de sa planification léniniste.

Mitterrand, qui donne des leçons de démocratie au monde entier, a conquis le pouvoir en s'alliant au plus despotique des partis, le parti communiste. Aujourd'hui encore son gouvernement socialiste en est réduit, pour survivre, à mendier les voix du parti de Marchais qui n'a cessé de glorifier la tyrannie stalinienne. Comment faire confiance à un tel président pour qu'il ne laisse pas la nomenklatura soviétique régenter la Maison Commune Européenne.

Il ne faut pas oublier que l'Etat mitterandien est devenu le premier employeur de France, contrôlant six millions de fonctionnaires salariés, et dirigeant des pans entiers de la Banque et de l'Industrie ; que le gros patronat français est devenu une succursale de l'Etat, beaucoup d'entreprises qui adhèrent au syndicat patronal (CNPF) ayant été nationalisées ; et que certains syndicats ouvriers comme la CGT communiste ne survivent que grâce aux subventions considérables de l'Etat-patron socialiste ! Ce qui est un comble.

Jean-Pierre Nicolas, dans son excellent livre : « 200 ans de Guerre révolutionnaire », produit des déclarations de dirigeants socialistes français qui prouvent qu'idéologiquement ils se sentent plus proches des dirigeants soviétiques que des américains, japonais, taïwanais, bien que ces derniers, grâce à la libre entreprise, aient donné à leurs peuples un niveau de vie jamais atteint sur terre.

Ainsi Mitterrand a déclaré : « Notre objectif n'est pas de moderniser le capitalisme ou de le tempérer, mais de le remplacer par le socialisme. » C'est le même langage que celui de Gorbatchev. Au retour de l'invitation au Chili que lui avait faite en novembre 1971 Allende chef d'un parti socialiste marxiste-léniniste, Mitterrand déclarait : « Le régime instauré au Chili constitue à mes yeux l'exemple de ce que je devrais réaliser en France. » En effet, il tint

sa promesse. Allende avait fait 3 dévaluations en quatre ans ; Mitterrand fit 2 dévaluations en trois ans.

J.-P. Nicolas rappelle aussi que le secrétaire général du parti socialiste Pierre Mauroy a écrit dans « Les héritiers de l'avenir » en 1977 : « Le communisme s'était fixé un objectif : moderniser l'URSS. Il l'a à peu près accompli. L'acquis est énorme. Surtout l'acquis économique »... Ce qui est énorme, c'est l'impudence pro-soviétique de Mauroy à une époque où tout le monde savait que l'acquis soviétique était un désastre. Surtout l'acquis économique.

J.-P. Nicolas rappelle que le Premier ministre socialiste Rocard alla même jusqu'à déclarer : Faire voter des lois socialistes ne suffit pas, car il y aura des résistances, venant du capitalisme dépossédé. Pour vaincre ces résistances « il n'y aura que deux recours : la dictature policière ou la mobilisation populaire ». Il préfère cette dernière.

Or c'est précisément ce genre de régime socialo-collectiviste prôné par les ténors socialistes français, que Gorbatchev entend introduire dans sa Maison Commune Européenne, (cette bergerie sous la garde de l'ours soviétique).

En fin 1989, à Genève, 80 partis socialistes (dont une trentaine dirigent actuellement leur pays) ont tenu un Conseil sous la présidence de Willy Brandt, un grand ami de toujours des staliniens. Y était représenté le parti socialiste chilien, qui avait jusqu'alors été exclu de l'Internationale Socialiste parce qu'il était marxiste-léniniste dans ses statuts. Le fait qu'il soit maintenant réadmis prouve que cette Internationale Socialiste va allègrement à la rencontre de la Maison Commune de Gorbatchev, qui est " lui marxiste-léniniste dans son cœur ".

Or il faut tout de même rappeler que Lénine n'était pas loin d'égaler Staline dans sa hargne meurtrière. Il menaçait : « Si les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires continuent à dire ce qu'ils disent, nous continuerons à les fusiller. » Et dans son livre « La maladie infantile du communisme », il écrivait : « Anéantir les classes ne consiste pas seulement à chasser les propriétaires fonciers et les capitalistes, mais aussi à anéantir les petits producteurs de marchandises, et on ne peut espérer les écraser sans une guerre à mort parce qu'ils suscitent constamment à l'intérieur du prolétariat des tendances petites-bourgeoises... »

Le meilleur moyen pour Gorbatchev d'étendre son empire

à l'Europe de l'Ouest, c'est de faire pénétrer, par ses partis communistes, l'Internationale Socialiste qui semble assez consentante pour se laisser violer. Dans ce but, il fait débaptiser les partis communistes maudits en " partis socialistes ". S'il avait vraiment l'intention de rompre avec le marxisme collectiviste, c'est le socialisme qu'il devrait bannir, car c'est sous le prétexte de « socialialisme » que les tyrans rouges ont fait absoudre tous leurs crimes. C'est sous la couverture trompeuse de « socialisation » qu'ils ont exproprié les paysans, asservis les ouvriers, pillés les biens et les outils des entrepreneurs, bref qu'ils ont réduit tous les travailleurs à l'esclavage et à la misère.

Or ce socialisme, Gorbatchev continue à le prôner et l'imposer. Lors de son interview dans le *Washington Post* (22-5-88) Gorbatchev insistait : « Bien que fermement en faveur d'un renouveau de notre société et de changements, nous avons fermement exprimé que ces changements ne peuvent avoir lieu que dans les limites du socialisme et sur la base des valeurs socialistes. » Le conseiller de Gorbatchev, Zagladine, a déclaré à Guy Sorman : « Ne concluez pas que nous ne sommes plus socialistes. Nous nous sommes " trompés de modèle " dans la mise en œuvre du socialisme, cependant " l'idée socialiste reste intacte ! " »

Cette « erreur de modèle » faite par les tyrans soviétiques a provoqué 100 millions de morts sur terre. Aussi il est permis de se poser cette question : Et si Gorbatchev et Zagladine se trompent à nouveau de modèles dans la Maison Commune Européenne, ça se montera à combien d'autres millions de morts pour les Européens de l'Ouest ?? Question vous l'avouerez angoissante.

Le dissident Zinoviev, déchu de sa citoyenneté soviétique pour avoir eu le courage de publier en Occident « Les Hauteurs Béantes », a déclaré : « " La perestroïka, c'est un piège... " En Occident on ne comprend pas l'URSS, c'est ce qui fait la force de ce pays. »

C'est surtout la social-démocratie surnommée « La Chienne qui miaule » qui s'obstine à ne pas comprendre l'URSS. C'est pourquoi Philippe de Villiers dénonce avec courage « la batardise de cette social-démocratie », « hybride génétique », « zèbre idéologique », et le ni-ni miterrandien (ni la droite, ni tout ce qui n'est pas socialiste, mais Marchais, oui).

Quand cette chienne aura réappris à aboyer, le monde libre sera sauvé.

Alexandre de Marenches pense aussi que la Glasnost est un piège. Il écrit : « Gorbatchev se contente de continuer son opération de séduction qui consiste à poursuivre la guerre sans avoir à la faire. Ce piège, qui est une manipulation des opinions publiques occidentales, est de présenter l'URSS comme une démocratie telle qu'on la conçoit à l'Ouest. C'est un exemple flagrant de désinformation stratégique. L'Occident ne peut éviter le piège qu'en parlant d'une seule voix, et en ne se présentant pas en ordre dispersé, le carnet de chèques à la main. »

Soljénitsine dans son livre « Comment réaménager notre Russie ? » écrit : « L'horloge du communisme a sonné tous ses coups. Mais l'édifice de béton ne s'est pas encore écroulé. Et il ne faudrait pas qu'au lieu d'en sortir libérés, nous périssions écrasés sous ses décombres. »

Ainsi, nombreux sont les Rolands à sonner du cor pour alerter les Européens sur le coupe gorge qui les attend dans cette Maison Commune Européenne.

QUE FAIRE POUR NE PAS TOMBER DANS LES PIEGES DE GORBATCHEV ?

CESSER DE FLAGORNER GORBATCHEV : LA GORBATCHOLATRIE

La stratégie du cheval de Troie gorbatchévien réussira d'autant mieux que l'Occident ne cesse d'auréoler Gorbatchev de gloire. Le périodique *Times* désigna en 1988 Gorbatchev « Homme de l'année ». Il lui attribua une seconde fois ce suprême honneur en 1989. Une seule autre fois *Times* avait décerné à deux reprises cette distinction à un chef d'Etat. Ce fut à Staline !... Mauvais présage.

Le président Nixon est outré par cette Gorbylâtrie. Il écrit dans *l'Illustré* (28-3-90) : « Aujourd'hui, en Europe, le dirigeant soviétique est plus populaire que le président américain... Même les Américains diplômés des universités, même les politiciens responsables américains succombent à la gorbymania... Et cela bien que des millions de gens qui ont manifesté dans les pays communistes aient été inspirés par les idéaux occidentaux, non par les idéologies moscoutaires, bien que leur réthorique ait été parallèle à la Déclaration d'indépendance américaine, et non à celle des théories discréditées de Lénine par lesquelles jure toujours Gorbatchev. »

Le lendemain du discours de Gorbatchev à l'ONU le 8 décembre 1988, le *New York Times* se livrait à une véritable Gorbylâtrie. Il écrivait : « Depuis que Woodrow Wilson a présenté ses quatorze points en 1918, et que Franklin Roosevelt et Winston Churchill ont promulgué la Charte de l'Atlantique en 1941, aucune figure mondiale n'avait déployé une capacité de visionnaire égale à celle que Mikhaïl Gorbatchev a montré hier aux Nations Unies. » Jean-François Revel fait ce commentaire : « Il faut avoir la foi perestroïkiste solidement chevillée au corps pour comparer

deux des énoncés les plus généreux, les plus courageux, les plus intelligents qu'aient formulés de grands dirigeants démocratiques, en des moments où il s'agissait de sauver la liberté en danger de mort, avec l'habile mais très creuse prestation publicitaire d'un despote peut-être éclairé mais aux abois, à l'heure où il s'efforce de sauver ce qui peut l'être d'un système condamné. »

« Je n'ai jamais vu Rome se mettre dans un état pareil pour un seul homme », remarquait un prêtre à la vue des foules italiennes agitant des drapeaux rouges, des fanions soviétiques et des banderoles de « Bienvenue au camarade Gorbatchev ».

Même la république islamique d'Iran est très indulgente pour Gorbatchev. L'ex-ministre de la Culture du Shah, Houchang Nahavandi, remarque que le massacre des Azéris musulmans chiites par l'Armée Rouge de Gorbatchev est jugé par les musulmans chiites de Téhéran moins scandaleux que l'affaire des voiles islamiques en France, puisque le pouvoir iranien n'a pas hésité à brandir la menace de la guerre terroriste contre Paris, ce qu'il n'a pas fait contre Moscou.

L'archiduc Otto de Habsbourg déclara : « L'Allemagne de l'Ouest a accueilli Gorbatchev comme un nouveau Messie descendu du ciel pour donner à tous la démocratie, la liberté et la prospérité... Or Gorbatchev n'est rien de tout cela. C'est un apparatchik, hautement intelligent, comme tous les grands propagandistes qui ont réussi à vendre une marchandise exécrable. bien empaquetée, à un peuple normalement intelligent. »

Brian Crozier, dans son livre « The Gorbatchev phenomenon », remarque que le plus grand triomphe des relations publiques de Gorbatchev fut en Allemagne où l'opinion lui octroya un taux de 90 % d'approbation, bien que le tiers des territoires allemands ait été arrachés par Staline pour être annexés à son « empire du mal »...

La flagornerie envers Gorbatchev déteint sur son épouse à laquelle nos démocrates dédient des chansons d'amour. L'un de ces chantres à la TV française avait le regard chaviré pendant qu'il roucoulait ses fadaises à Raïssa, l'ensorceleuse. Roland Gaucher remarque judicieusement : « J'entends dire : Mme Ceaucescu, c'est la femme de Dracula. Je pense que c'est une femme de la Nomenklatura soviétique, comme la nommée Raïssa, la bobonne à Gorby. Pourquoi l'une est-elle

honnie et l'autre cajolée, adulée, encensée quand elle se déplace à l'Ouest avec son homme ?

« — Mais parce que l'une est la femme d'un tyran odieux et l'autre l'épouse d'un sympathique démocrate.

« — Trève de balivernes. Votre Gorbatchev a bel et bien fait tirer sur la foule, notamment en Arménie et en Géorgie. Il est remarquable que les médias occidentaux n'aient jamais enquêté sur les crimes de Gorbatchev, alors qu'ils entrent en transes à propos de ceux de Ceaucescu ». (*National Hebdo,* 28-12-89).

Ne sachant plus quoi inventer pour combler Gorbatchev de bienfaits, l'Association Mondiale de Psychiatrie réintègre les psychiatres soviétiques y compris les tortionnaires comme Morozov, Garkov, Vartanyas, etc., qui traitaient en malades mentaux, jusqu'à leur administrer des drogues dépersonnalisantes, des opposants au régime soviétique qu'ils savaient parfaitement sains d'esprit. « Nos psychiatres du monde libre serrent à nouveau la main de ces bourreaux dépourvus de conscience », s'insurge le psychiatre Cyrille Koupernik, célèbre pour avoir eu le courage de prendre la défense du général Grigorenko interné pendant des années avec les fous en URSS. Il reste encore une centaine de détenus politiques soviétiques dans les hôpitaux psychiatriques sous Gorbatchev, révèle l'Association de Soutien aux Français détenus et retenus en URSS. Beaucoup furent tués par l'administration de drogues.

Mais la plus infâme manifestation de servilité à l'égard du colonialiste Gorbatchev vient d'avoir lieu à propos de l'indépendance de la Lituanie. Voilà un petit pays qui fut annexé de force par Staline alors qu'il signait avec Hitler un Pacte de dépècement de nations libres. Cette annexion ne fut jamais reconnue par l'Europe libre. Par la voie démocratique et pacifique ses citoyens votent aujourd'hui l'indépendance de leur patrie. Gorbatchev la refuse et décide d'étrangler économiquement ce pays. Eh bien, le monde libre, une fois de plus, prend le parti du despote communiste contre sa victime. Les Scandinaves refusent d'envoyer du pétrole à la Lituanie, le président Bush se défile en rasant les murs, Mitterrand et le chancelier Kohl font un appel à la victime « pour qu'elle suspende sa demande d'indépendance »... Bien entendu Gorbatchev salue cette initiative franco-allemande !

Or il n'était pas nécessaire de recourir aux armes pour soutenir l'indépendance de la courageuse Lituanie. Il suffisait de lui envoyer, par un pont aérien, le pétrole et autres produits dont Gorbatchev la prive. C'est ainsi qu'on a sauvé Berlin-Ouest de la sujétion stalinienne.

« On nous refait le coup de Münich », se plaint le président de la Lituanie. En effet, nos Munichois bis, qui ne cessent de nous gorger de discours sur les droits de l'homme, annoncent à la Lituanie courageuse mais sans défense qu'elle ne compte pas sur leur solidarité. Pis, ils lui ordonnent de reprendre le harnais. La perestroïka vaut bien une bassesse pour nos dirigeants occidentaux !

Mais leurs peuples se déclarent « écœurés », envahis par « un sentiment de dégoût et de honte » ; cet « appel indédant », ce « lâchage odieux » sont « une ignominie ». Tous termes que j'ai relevés dans la presse.

Jusqu'ici les dictateurs communistes passaient sous silence les côtés négatifs (oppression, disettes, terreur) de leurs régimes. Du seul fait qu'aujourd'hui Gorbatchev les reconnaisse en partie, on lui en fait une vertu inestimable. Cette Gorbylâtrie est d'autant plus insensée qu'on peut à tous moments assister à Moscou (comme à Pékin) à une répression impitoyable. Elle a déjà eu lieu en Géorgie et en Arménie. Comme Lénine en son temps, Gorbatchev est contraint de relâcher la corde qui étrangle l'économie communiste. Mais " nécessité ne fait pas vertu ". Elle ne justifie pas que nos démocrates soient frappés par cette maladie plus mortelle que le Sida, la Gorbymania.

Le dissident Vladimir Boukovski (qui doit sa délivrance du Goulag à Pinochet qui l'échangea contre le chef du PC chilien Corvalan) s'étonne que « plus l'échec de Gorbatchev est cuisant dans son pays, plus son succès est énorme hors de son pays... Au lieu d'être enchantées de voir le maudit communisme partir en fumée, les démocraties l'ont regonflé à coups de milliards de dollars et de soutien diplomatique ». Boukovski, dans son livre « URSS, de l'utopie au désastre » n'en revient pas de toutes les " absurdités " commises par ces démocraties au profit de leur ennemi le plus implacable. Il écrit : « Pourquoi encourageons-nous les réformes en Afrique du Sud par des " sanctions " et celles en URSS par des " crédits " ?? ».

Pourquoi, lorsque des manifestants " pacifistes " en Géorgie sont taillades par les spetsnaz (seules unités de l'armée soviétique entraînées à tuer à coups de pelles), cette barbarie ne déclenche-t-elle pas le millième des protestations élevées par les démocraties contre les Israéliens réprimant les manifestants " non pacifiques " de l'Intifada ? Et pourquuoi ces démocraties ne s'indignent-elles pas contre Gorbatchev alors que, remarque Elena Bonner (femme de Sakharov), les pelles tranchantes de Tbilissi, les tanks de Bakou, les violences de l'Abkhasie à l'Asie centrale, firent davantage de victimes que Deng Xiao Ping sur la place Tien An Men ?

Gorbatchev arrive à nous faire croire que nous avons besoin de lui. « Si l'Occident ne me soutient pas dans mes sanctions contre la Lituanie », laisse-t-il entendre, « je serai remplacé par un maréchal stalinien qui ramènera la terreur ». A quoi les Occidentaux devraient lui répondre que si nous le soutenons dans sa lutte contre les staliniens, ce n'est pas pour qu'il fasse leur politique dans les pays baltes. Et que si nous avons besoin de lui pour enrayer la terreur, il a besoin de nous pour sauver son économie de la ruine qui risque de l'engloutir dans un soulèvement général.

Gorbatchev a séduit le monde entier sauf les sujets qu'il gouverne, qui lui ont envoyé à la tête les rares tomates qui existent à Moscou. Sur la Place Rouge le 1er Mai 1990, des dizaines de milliers d'opposants lui infligèrent toute la mesure de son impopularité : des pancartes revendicatives, des banderolles, des fanions portaient des inscriptions violemment anti-communistes et outrageantes à l'égard du maître que l'Occident idolâtre, telles : « Salaud, où avez-vous mené le pays ? » « Gorbatchev, bas les pattes du système soviétique. » « Communistes vous avez fait faillite. » « Aucune confiance au Parti dont les chefs sont des criminels. » « Le marxisme-léninisme dans les poubelles de l'histoire ! » « Les Ceaucescu du Politburo soviétique, à la porte. » « 72 ans sur la route de nulle part. » « A bas l'empire du fascisme rouge. » « Gorbatchev, démission. » « Socialisme, non merci. » Comble de l'humiliation, Gorbatchev dut quitter la tribune !

Ce que cette foule de petites gens qui agitaient des drapeaux lituaniens, géorgiens, arméniens, ukrainiens et autres, reproche surtout à Gorbatchev c'est d'être demeuré communiste. Car le défilé sur la Place Rouge avait lieu sous les portraits géants de Karl Marx et de Lénine. Et c'est ce chef

conspué par son peuple, que Mitterrand, Khol et Bush s'obstinent à soutenir contre ses victimes.

C'est la haine populaire qui balaie le communisme. Dans tout l'empire, les peuples ont manifesté cette haine par des cris, des démonstrations, des bulletins de vote. Partout où elles furent libres, les élections furent un camouflet à Gorbatchev. La revue *Est-Ouest* le confirme : « L'unique protagoniste des événements qui ébranlent le monde communiste, ce n'est ni le parti communiste, ni le Kremlin, ni l'Occident, " mais le peuple "... Le communisme a réussi cet exploit de faire des jeunes nés et formés sous ce régime ses adversaires les plus farouches. »

Oui, si le communisme s'effondre ce ne sera pas grâce à Gorbatchev, ce sera grâce à tous les petits Ivan Ivanovitch de toutes les nationalités et religions qui, depuis soixante-quinze ans, font la grève perlée contre ce régime d'embrigadement à vie, de servage collectif, de goulags, de famines, de censure, de rideaux de fer, imposé par une nomenklatura corrompue, égoïste, incapable, qui a paralysé en permanence tout progrès économique et culturel. Ivan Ivanovitch et tous ses semblables de tous les régimes communistes n'en peuvent plus. Ils en ont assez du socialo-communisme sous toutes ses formes, y compris gorbatchévienne. Ce sont des millions d'êtres humains anonymes qui ont abattu les régimes communistes. Ce n'est pas Gorbatchev.

N'AIDER ECONOMIQUEMENT QUE LES ETATS CONVERTIS A LA DEMOCRATIE ET LA LIBRE ENTREPRISE

Beaucoup d'Occidentaux recommandent de ne fourni une aide économique qu'aux pays communistes qui se sont engagés dans la voie de la démocratie : élections libres et secrètes, multipartisme, libre circulation des hommes et de l'information, etc. Ces conditions que nous devons exiger avant de déverser des milliards à ces pays sont justifiées, mais elles ne sont pas suffisantes. La condition primordiale doit être que ces pays rétablissent la propriété privée et la libre entreprise qui seules permettent une économie florissante, c'est qu'ils *dé*nationalisent, *dé*collectivisent et *dé*centralisent leur économie, c'est qu'ils permettent l'existence d'une classe moyenne indépendante du pouvoir. Car sans " une économie de marché ", la chute catastrophique de la production, donc du niveau de vie, est inéluctable.

C'est aussi l'opinion de l'économiste Maurice Allais qui déclare : « Même si une pleine libéralisation politique est réalisée, l'introduction d'une économie de marché décentralisée et de la propriété privée doit être une condition " sine qua non " d'une intégration des pays de l'Est dans la Communauté Economique Européenne. »

Il est infantile de croire qu'il suffise de donner à ces pays des ors et des argents pour que leurs étals se remplissent et que leurs industries s'épanouissent. Tant que leur économie demeurera autarcique et collectiviste, elle demeurera sous-développée.

C'est dire que nous ne devrions pas dispenser à Gorbatchev des milliards de dollars puisqu'il a écrit « qu'il ne recourra jamais à la libre entreprise ». Dans ce cas nous aurons jeté notre assistance économique dans le tonneau des Danaïdes.

Il est vrai que Gorbatchev prétend vouloir substituer une économie " socialiste efficace "à une économie " socialiste défaillante ". Mais cela aussi est une utopie. Toute économie " socialiste " est en soi " inefficace ". On s'en est rendu compte en France quand Mitterrand a voulu imposer le vrai socialisme en nationalisant les entreprises françaises à tour de bras. Cela a conduit à deux dévaluations du franc coup sur coup. L'économie française a retrouvé de l'essor quand Mitterrand a été renversé, puis quand revenu au pouvoir il a renoncé à conduire l'économie selon des critères purement socialistes.

Une aide massive peut d'autant moins sauver une économie « planifiée » de la ruine, que l'économie des pays socialo-communistes peut à peine être qualifiée de « planifiée », car elle est dans le plus grand chaos ; elle ne peut être dite " nationalisée " car elle n'appartient pas à la nation ; elle est " étatisée ", c'est-à-dire dirigée (et très mal) par une clique de fonctionnaires prépotents, incapables et irresponsables en économie. « Imaginons », écrit Lartéguy, « une sorte de plan Marshall concocté par les USA et l'Occident pour sortir l'URSS de son marasme, imaginons des milliards de dollars pleuvant sur la Russie. L'URSS n'ayant pas de structures économiques, ces dollars se perdraient dans les sables de la concussion, de la bureaucratie, de l'inefficacité et du désordre soviétiques ».

La solution pour ces pays ruinés par la collectivisation forcée n'est donc pas de les installer dans une économie " assistée " où l'accroissement de leur niveau de vie viendrait uniquement de l'apport de richesses étrangères. Ce qui aboutirait à replonger dans l'étatisme des pays qui essaient d'en sortir. Notre aide, souligne Maurice Allais, « doit d'abord être une aide à la formation des hommes par l'envoi d'experts, l'octroi de bourses et de stages. Elle ne doit pas consister en dons, mais en " crédits remboursables ", car tout ce qui est " gratuit " est " gaspillé ". Elle doit s'investir dans des échanges commerciaux ; il faut se faire acheter et non donner ».

Gorbatchev prétend « libéraliser » son économie en créant des « coopératives privées ». Hélas il est encore loin d'une économie de marché, car ces coopératives dites privées restent corsetées par des ukases bureaucratiques collectivistes. On ne peut devenir propriétaire coopératif, en URSS, qu'avec

la permission du bureau local du PC, et que si la coopérative accepte de vendre ses produits à un prix fixé par l'Etat, et d'acheter ses matières premières à l'Etat. C'est comme si le coopérateur était libre de nager, mais avec les pieds et poings liés, lit-on dans *Moscow News* (10-4-88).

Jean-François Revel écrit dans *Politique Internationale* (février 90) : « D'audacieux mots d'ordre firent leur apparition : autonomie des entreprises, rentabilité, responsabilité du directeur, relâchement du monopole étatique, création de petites entreprises privées (baptisées « coopératives »), location à bail de la terre aux paysans... Pourquoi cette deuxième perestroïka vient-elle à son tour de sombrer ? Parce que les entreprises ne sont pas vraiment autonomes dès lors qu'elles continuent de dépendre de l'Etat pour leur approvisionnement en matières premières et en machines, pour leurs prix de vente (toujours fixés de façon arbitraire). Parce que les coopératives, à peine légalisées, ont été frappées d'impôts prohibitifs. Parce qu'on ne constitue ni une classe paysanne, ni une classe de libres entrepreneurs, par décrets ». Hélas la campagne anti-alcoolique fut la seule mesure de Gorbatchev qui eût stimulé la libre entreprise en URSS ; quand la vodka disparut des magasins d'Etat, des centaines de milliers de Soviétiques se mirent à en distiller à domicile !

Au lieu de privatiser ses entreprises des villes et des champs, Gorbatchev a préféré les « réorganiser ». Il a amplifié son ministère de l'industrie agro-alimentaire (le Gosagropom), ce qui n'a fait qu'aggraver la pénurie puisqu'elle est due à l'étatisme. Marshall Goldman, de Harvard, a démontré que cette politique, et l'impossibilité pour les coopératives dites « indépendantes » de fixer leurs prix, ont provoqué un déficit public égal à 14 % du PNB, et une hyper inflation de 20 %. Les baumes proposés furent : par Ryjkov : le passage à une économie de marché « régulée » (encore) ; par Gorbatchev : la forte hausse impopulaire des prix ; par Eltsine : la cessation pour la république de Russie de subventionner « l'étranger », entendez les autres républiques de l'URSS.

Ainsi le super nationaliste Eltsine s'insurge contre les aides financières que la riche Russie doit verser aux nationalités soviétiques pauvres. Mais il a le front d'empocher les milliards de dollars que le monde libre verse dans les coffres de sa riche Russie. Il serait temps que le monde libre s'inspire

de la politique d'Eltsine : cesser d'arroser les pays pauvres.

Au lieu de l'aide massive de 15 milliards de dollars que Khol et Mitterrand projettent pour l'URSS, pourquoi ne conseillent-ils pas à Gorbatchev d'économiser les 5 milliards de dollars qu'ils continue à verser et à Cuba et à l'Afganistan communiste. « Pas de chèque en blanc pour un tsar rouge », écrit Jacques Saintonge, qui remarque que ce qui a fait le plus bouger les choses en URSS, ce n'est pas le laxisme de Carter, c'est la fermeté de Reagan.

Sans compter que les bureaucrates sont hostiles aux coopératives privées qui font des profits. Ils leur reprochent d'avoir été prises en mains par des " profiteurs ". Gagner de l'argent est toujours suspect pour une population qui fut embrigadée dans la misère depuis trois quarts de siècles. Lartéguy rapporte que « les apparatchiks des kolkhozes supportent mal ces exploitations agricoles érigées en coopératives où une poignée d'hommes produit, sur quelques arpents de terre, plus qu'un régiment de kolkhoziens disposant de centaines d'hectares et dotés de tracteurs massifs avec lesquels ils jouent au stock-car mais qui laissent pourrir les récoltes sur pied. Alors les apparatchiks incendient la ferme « coopérative » qui démontre l'inutilité de tous ces parasites qui laissent la riche terre russe retourner en friche ». (*Paris-Match*, décembre 1989).

Boris Eltsine, dans son livre " Jusqu'au bout ", explique que l'économie soviétique est encore ruinée par les extraordinaires privilèges dont jouit la nomenklatura communiste. Il en donne des pages d'exemples : « C'est la neuvième section du KGB qui est à même de satisfaire les caprices les plus fous : une datcha sur la Moscova avec un immense parc, un jardin fleuri, des aires de jeux ou des terrains de sport, des gardes devant chaque fenêtre, un système d'alarme, etc. Rien qu'à mon niveau de membre suppléant du Politburo, j'avais droit à tout cela, plus trois cuisiniers, trois femmes de service, une femme de ménage, un jardinier et ses aides »...

A quoi il faut ajouter comme gaspillages les onéreux voyages en avion dispensés à tort et à travers aux dirigeants. Eltsine raconte : « Un Illoutchine 62 ou un Topolev 134 passe dans le ciel. Il transporte un secrétaire du Comité central, membre ou suppléant du Politburo, seul avec sa garde et son personnel de service... Mais rien n'appartient en

propre aux nomenklaturistes. Les datchas, les plages réservées, le meilleur en toutes choses, appartient au système. Et ce qu'il donne, il peut le reprendre n'importe quand. S'il cesse de servir loyalement le système, Popov « sautera » et sa place sera prise par Petrov ou un autre. Dans ce système, l'homme ne possède rien. Staline avait poussé la chose à un tel degré de raffinement, que même les épouses de ses compagnons de lutte ne leur appartenaient pas. Elles étaient au système. Et celui-ci pouvait les leur retirer, comme ce fut le cas pour Kalinine ou Molotov, sans qu'ils osent piper mot ».

Et c'est à un régime de cet acabit, gaspilleur, inique, prévaricateur, incapable, que le monde libre (dont la France) déverse les milliards de ses contribuables. Car ce que décrit Boris Eltsine existe toujours sous le « transparent » Gorbatchev. Ce qui compromet à la racine tous ses efforts de « restructuration » de l'économie soviétique.

Si l'Ouest, répétant les erreurs du passé, apporte à l'URSS une assistance à grande échelle, le régime soviétique pourra s'en sortir en effectuant seulement quelques réformes très superficielles. Le Soviétique Bukovsky déclare que « l'ampleur des réformes en URSS sera inversement proportionnelle à l'assistance économique de l'Ouest. Moins on aidera l'URSS, plus elle devra s'aider elle-même », ce qui sera le moyen le plus sûr de la sortir du marasme.

Plutôt qu'aider l'URSS communiste, il faut aider les nationalités intérieures (Géorgie, Arménie, Ukraine, Pays Baltes, etc.), et extérieures (Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, etc.), à se libérer du régime colonial soviétique, de la même manière que l'URSS a exercé des pressions sur les pays occidentaux pour qu'ils accordent l'indépendance à leurs colonies.

N'oublions pas que le COMECON (équivalent à l'Est de la CEE de l'Ouest) pompe littéralement les ressources des nations « sœurs » en faveur de l'URSS. Il faudrait donc que les satellites qui ont adopté une économie libérale, pour recevoir notre aide s'engagent aussi à ne pas aider économiquement l'URSS.

La courageuse Roumaine anti-communiste Doina Cornea, après avoir démissionné du Front du Salut National dominé par les suppôts de Gorbatchev, recommande à l'Occident de supprimer toute aide économique à la Roumanie « tant qu'il n'y aura pas de pouvoir démocratique dans son pays et

tant qu'il n'y aura pas de décentralisation en matière d'industrie et d'agriculture ».

Mais au lieu de suivre ces recommandations de bon sens venant des citoyens avertis de pays communistes, au lieu de stopper notre assistance inconditionnelle, nous la redoublons. La Communauté Economique Européenne dépêche : pour la Roumanie gorbatchévienne 5 000 tonnes de beurre, 20 000 tonnes de viande, 125 000 tonnes de maïs, 5 000 tonnes d'huile d'olive, etc., soit 137 millions d'écus ou 100 milliards de centimes de vivres. Pour la Pologne de Jaruzelski, 300 000 tonnes de blé planifiable, soit 67 millions d'écus ou 47 milliards de centimes français. Pendant ce temps les agriculteurs français n'ont que 2 100 francs de retraite par mois. Jean-Claude Martinez fait dans *Présent* ce commentaire : « Si les millions de nouveaux pauvres et de sinistrés français ne sont pas contents de voir les milliards qui devraient leur être consacrés s'en aller vers les pays de l'Est, il leur suffit d'émigrer là-bas. Dans la Roumanie et la Pologne (toujours communistes), ils ont plus de chance qu'en France de récupérer notre huile, pain, beurre et viande. »

Toutes les librairies de Moscou offrent des œuvres de Lénine systématiquement rééditées. A l'époque de Lénine, l'économie soviétique fut sauvée grâce à l'énorme aide financière des Occidentaux. Aussitôt après, en 1925, l'URSS s'engagea dans la collectivisation forcée et l'impérialisme révolutionnaires. Les Français ont donc raison de demander aujourd'hui qu'on limite strictement l'aide que la « Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement » (la BERD) entend apporter à l'URSS. Les ministres des Finances des Douze ont déjà donné leur accord pour consacrer des milliards de francs à cette aide.

Nos ressources en France sont limitées, même pour payer des infirmières. Il nous manque des écoles, des universités, des hôpitaux. Nous avons nos chômeurs et nos pauvres. Comment alors admettre que nos gouvernements détournent tant d'argent pour financer l'Etat géôlier soviétique plutôt que les petites nations qui se sont délivrées. Comment admettre que le monde capitaliste déverse des milliards à des régimes encore marxistes en pleine banqueroute. Supposez que ce soit le monde capitaliste qui souffre d'une telle faillite, personne ne peut croire que Gorbatchev se serait précipité pour le

secourir ; il n'aurait émis que sarcasmes, injures et appels à la violence pour l'achever et l'enterrer. Or le monde capitaliste fait exactement le contraire. Par tous les moyens, pas seulement financiers mais encore techniques, éducatifs, sociétés mixtes, ingénierie, il s'efforce de sauver un monde communiste qui ne doit sa survie qu'à la jobarde générosité du monde capitaliste.

Ainsi le tyran communiste de Madagascar, après quinze ans de collectivisation « socialiste », a ruiné son pays. En juin 1990, au cours d'une visite chaleureuse, Mitterrand efface sa dette de 4 milliards de francs. Au dictateur Ratsiraka qui l'en remercie, Jacques Faisant fait répondre par Mitterrand : « De rien. Je dispose de 56 millions de jobards que j'ai dressés à payer sans moufeter pour les gabegies socialistes. »

Dix mille gueules noires, gardes prétoriennes d'Illiescu, font régner la terreur à Bucarest en juin 1990. En réaction Washington et la CEE suppriment leur aide à la Roumanie. Mais pourquoi ces démocraties aidaient-elles économiquement cet Etat communiste qui s'était livré aux sanglantes répressions de Timissoara ? Chaque don à un satellite de Moscou devrait être soumis au critère suivant : va-t-il aider ce satellite à se libérer du socialo-communisme, ou va-t-il, une fois de plus, aider un régime communiste à survivre ?

La BERD, banque européenne que préside le socialiste Attali dispose dans ses statuts que ses aides doivent être réservées aux pays ayant opté pour l'économie de marché et la démocratie. Mais les socialistes français ont plaidé pour que l'URSS en soit bénéficiaire, et au surplus figure parmi les actionnaires de la BERD. Or l'URSS ne pratique ni l'économie de marché ni la démocratie.

Andrei Sakharov, dans son discours à Londres du 20 juin 1989, « déconseillait d'accorder à l'URSS des prêts qui ne serviraient à rien dans l'état actuel du système ». Il concluait : « Toute la question est de savoir si nous devons aider le système à survivre ou aider les peuples à se débarrasser du système. »

NE JAMAIS OUBLIER QUE TOUTE AIDE TECHNICO-ECONOMIQUE A L'URSS EQUIVAUT A UNE AIDE MILITAIRE OU POLICIERE

Gorbatchev est le patron d'un régime d'économie léniniste qui a ruiné tous les pays auxquels il fut imposé. Et il a l'audace de nous présenter la facture de la bêtise idéologique du léninisme dont il continue de se réclamer. Et nous Occidentaux, dont les sécurités sociales, les régimes de retraites, les balances commerciales, sont dangereusement déficitaires, nous avons la stupidité d'accroître encore nos déficits (et le mécontentement populaire qu'ils engendrent) pour que Gorbatchev puisse, à nos frais, sortir son économie de l'enlisement. Les gains ainsi réalisés lui permettront de mettre plus de missiles dans ses silos.

Personne ne peut nier que le potentiel militaire d'un Etat dépend de ses capacités industrielles. L'Occident est insensé d'aider à faire progresser l'industrie civile de l'URSS, car cela accroît du même coup la puissance militaire de son ennemi.

C'est pour cette raison que fut créé en 1949, sous l'égide de l'OTAN, le fameux COCOM (Coordinating Committee on Export Control), organisme de surveillance des exportations dites « sensibles » vers les pays communistes. Hélas, en janvier 1990, Washington a décidé d'assouplir les procédures du COCOM qui régissent, au nom du « secret militaire », le degré de technologie que les Occidentaux ont le droit d'exporter à l'Est.

De plus les USA vont accorder à l'URSS « la clause de la nation la plus favorisée », soit l'abolition de l'amendement Jackson-Vannik qui lie les tarifs des produits importés par les pays à la liberté de circulation des citoyens de ces pays. Ce n'est pas tout. Alors qu'en octobre 1989 le secrétaire d'Etat, James Baker s'opposait à l'entrée de l'URSS dans le GATT (organisme qui arbitre les conflits commerciaux) aussi longtemps que les prix soviétiques seront définis par des planifications fantaisistes, aujourd'hui les USA ne s'y opposent plus.

Avec la plus grande inconscience, l'Occident n'annule pas seulement tous les traités qui freinaient les transferts de nos technologies de pointe dans les pays communistes, il leur dépêche son savoir-faire et ses secrets industriels par tous les moyens y compris éducatifs. Car les Soviétiques ignorant tout de la concurrence, du profit, de la libre entreprise, de la vérité des prix, il faut tout leur enseigner.

Dans mon livre « Staline le terrible », j'ai rapporté que sous Staline des planificateurs achetaient les catalogues de nos grands magasins pour y pêcher des idées de prix à appliquer aux articles soviétiques. Eh bien Gorbatchev a réussi à ce qu'il ne soit plus besoin d'aller chercher ces catalogues en Occident, celui-ci viendra tout enseigner à ses planificateurs sur place !

La France s'est engagée à procéder à la formation pour commencer de 650 cadres soviétiques dans l'industrie lourde (espérons que des obus ne nous retombent pas sur la tête). La formation inclura des études dans les domaines de la bourse, de la libre entreprise, de la concurrence, etc. qui ont fait la prospérité des Etats-Unis, du Japon et de l'Europe occidentale. Le président Bush offre à l'URSS une assistance qu'il nomme, pour ne pas froisser l'amour-propre de Gorby, une « coopération » technique. Il envoie en URSS de nombreux professeurs et techniciens américains spécialisés en « économie internationale ».

Les marxistes-léninistes prétentieux, qui donnaient des leçons d'économie rationnelle au monde entier, doivent retourner sur les bancs des écoles élémentaires pour apprendre les leçons de professeurs « capitalistes » afin de sauver leur patrie « socialiste » de la ruine.

Phénomène étonnant. Alors que l'économie soviétique n'a cessé de faire naufrage, son industrie " de guerre " n'a cessé de progresser. Ce qui prouve que si les chefs communistes avaient vraiment voulu bâtir une économie civile efficace, ils auraient pu réuussir comme ils ont réussi dans le domaine des radars, missiles, tanks volants et autres production de guerre. Au fond on peut se demander si une économie de

misère n'a pas été voulue par les tyrans communistes afin de mieux embrigader leurs sujets. Quand ceux-ci perdent des heures à faire la queue pour des pommes de terre, ils ne trouvent plus de temps pour faire de l'opposition. Il est bien plus facile de dominer des masses miséreuses que nanties. Mais quand le marasme économique devient si grave qu'il risque de compromettre l'industrie de guerre soviétique, alors ses tyrans, depuis Lénine et Staline, trouvent plus avantageux de faire payer l'Occident que de recourir à l'entreprise privée qui est pour eux la mort du régime communiste.

Aucune armée, aussi puissante soit-elle, ne peut conserver son avance si ses arrières économiques et industriels ne sont pas assurés... Eh bien, l'Occident les assure à l'URSS. Ce qui permet à celle-ci de maintenir sa prééminence militaire, pendant que l'Occident, pris au piège des discours pacifistes de Gorbatchev, continue à désarmer.

Ces fortunes que le monde libre offre à Gorbatchev lui permettent surtout d'accroître ses dépenses militaires, et de continuer à subventionner ses protégés dans les conflits régionaux. Sinon comment expliquer que les dizaines de milliards de dollars qu'il a empruntés l'an dernier n'aient en rien aidé à l'amélioration du niveau de vie de sa population. L'écrivain anglais Brian Crozier, dans son brillant livre « The Gorbatchev Phenomenon », signale que selon les estimations de la Jamestown Foundation de Washington en 1988, l'assistance économique et militaire de l'Union soviétique à ses satellites hors d'Europe se montait annuellement à :

— Cuba (y compris ses troupes en Angola) : 4 à 5 milliards de dollars
— Nicaragua 600 à 800 millions de dollars
— Vietnam 4 à 5 milliards de dollars
— Ethiopie, Mozambique : 3 milliards de dollars
— Afghanistan : 300 à 400 millions de dollars
— soit en tout environ " 14 milliards " de dollars par an. D'où venait l'argent ?

A la même époque les dettes du bloc soviétique au monde libre étaient estimées à 40 milliards de dollars. Qui peut douter qu'une partie de nos crédits était affectée par Moscou à l'équipement militaire de ces pays communistes perpétuellement en guerre contre leurs voisins et leurs sujets ?

Il est impardonnable de croire qu'en aidant la Nomenklatura communiste à survivre, nous allons faire baisser le bras qui nous assène des coups de Jarnac. Car chaque fois que nous économisons aux communistes l'achat de blé, nous leur procurons les moyens de forger des missiles.

Il faut dire et répéter que Gorbatchev, s'il renie Staline, ne cesse de se prosterner devant Lénine. Or Lénine est un effronté cynique qui a maintes fois déclaré qu'il fallait prendre l'argent des capitalistes par tous les moyens et l'utiliser pour trucider ces mêmes capitalistes. Dans un « Mémorandum à Chicherin » (reproduit dans « The peaceful strategy of the Soviet Union » 1973, Institute for the Study of Conflicts) Lénine écrit : « Les capitalistes resteront aveugles, sourds et muets à l'égard de nos activités de subversion. Ils nous ouvriront des crédits, qui nous serviront à entretenir les partis communistes de leurs propres pays. Ils nous fourniront le matériel et la technologie qui nous permettra de restaurer l'industrie militaire dont nous avons grand besoin pour nos futures attaques victorieuses contre nos fournisseurs. En d'autres termes, les capitalistes travailleront dur pour préparer leur propre suicide. »

C'est ce qu'ils continuent à faire sous la bénédiction de Gorbatchev.

Il ne faut surtout pas oublier que partie de l'aide fournie par l'Occident permet au Kremlin de financer les organismes fort coûteux prévus pour mâter le peuple. Vladimir Bukovsky en donne dans son livre cette liste très impressionnante : « En dehors de l'armée, les autorités soviétiques ont à leur disposition 230 000 hommes des troupes du KGB (munies de tanks, d'hélicoptères, d'artillerie et d'avions, et dont la vocation est d'affronter la révolte armée) ; 340 000 hommes des troupes de l'intérieur ; des unités d'élite comme les spetsnaz (30 000), les troupes parachutistes (70 000), les fusiliers-marins (deux divisions) et quelques divisions de la Garde particulièrement fiables. En tout, 750 000 hommes. Alors que la population a seulement doublé depuis 1905, l'appareil répressif a été multiplié au moins par huit... La majorité de la population soviétique, qui a connu la terreur du passé, se soumettra dès que les tanks ronfleront dans les rues... »

Et ce sont « les capitalistes » qui envoient nos milliards pour fabriquer ces tanks !

DANS TOUT TRAITE AVEC GORBATCHEV S'OPPOSER AU SABORDAGE DE L'ALLIANCE ATLANTIQUE ET AU DECOUPLAGE EUROPE-AMERIQUE

Le prix Nobel Maurice Allais déclare que « les incertitudes sur l'avenir du monde de l'Est sont si immenses qu'on ne saurait sans danger renoncer à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ». En effet, l'OTAN est une prime d'assurance sur ce que nous possédons de plus cher : la vie et la liberté.

Etant donnée la résurgence des nationalités en URSS, il serait imprudent d'exclure le retour d'une menace militaire. Même après la conclusion des négociations de Vienne sur la réduction des forces conventionnelles, l'URSS gardera plusieurs millions d'hommes sous les drapeaux. L'accord Start entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique laissera à celle-ci un potentiel d'armes nucléaires considérable contre lesquelles les armes nucléaires françaises et britanniques ne sauraient constituer la dissuasion minimale dont l'Europe occidentale a besoin. Sans la garantie américaine automatique que constitue l'alliance atlantique, l'Europe de l'Ouest risque d'être finlandisée.

C'est aussi l'avis de l'ambassadeur François de Rose qui écrit que « le déséquilibre régnant en Europe du fait de la supériorité écrasante de l'URSS en armes conventionnelles et nucléaires stratégiques plaide pour le maintien de l'alliance atlantique ».

Gorbatchev dispose d'une fantastique force de frappe qui n'est pas seulement nucléaire et conventionnelle, mais encore, souligne Roland Gaucher, qui est " médiatique ". L'orchestre rouge des médias met en route une grande campagne pacifiste, avec le concert des partis communistes, des partis socialistes, des Verts écolos, des Eglises de la théologie de la

libération, pour en appeler à un désarmement " unilatéral " de l'Europe Occidentale.

Margaret Thatcher s'élève aussi en défense du pacte atlantique. Dans une interview à *Paris Match* (mars 1990) elle affirme : « Je suis une Européenne — une Européenne dans son ambition la plus haute. " Dans cette Europe évidemment, j'inclus cette Europe de l'autre côté de l'Atlantique que sont les Etats-Unis ". » Elle est la seule à rappeler que les Etats-Unis ont été forgés par une vaste émigration européenne, que les Américains ont des ascendants dans l'un ou l'autre pays de l'Europe, et qu'il est bien naturel qu'ils se sentent concernés par l'avenir de l'Europe. Margaret Thatcher insiste : « Les Américains ne doivent en aucun cas sortir de l'Alliance atlantique... S'ils étaient demeurés en Europe entre les deux guerres mondiales, l'atroce guerre de 1940 n'aurait pas eu lieu. Toutes les générations doivent méditer cette leçon. »

Or Gorbatchev pousse au rembarquement de la VII[e] armée américaine, bastion de la défense de l'Europe. Ainsi, écrit Alexandre de Marenche, « Gorbatchev aura réussi, par des armes politiques, ce que la pression militaire n'avait pu obtenir durant quarante ans, et qui était le but constant de Moscou : découpler l'Europe des Etats-Unis ».

Gorbatchev possède un autre fer au feu : celui de proposer de dénucléariser la zone entre les frontières soviétiques et françaises. Cette dénucléarisation serait accueillie avec ferveur par les opinions publiques concernées, " piégées " par l'apparente symétrie de cette offre. Mais alors que le retrait des forces soviétiques stationnées dans les pays de l'Est ne constituerait qu'un recul de 600 km, le repli américain serait de 6 000 km. L'Armée Rouge n'aurait que la Vistule à franchir pour repartir en avant, l'armée américaine devrait traverser l'Atlantique. Gorbatchev obtiendrait ainsi sa plus grande victoire militaire par la simple suppression de la présence américaine en Europe.

Pour nos jobards pacifistes, dénucléariser serait beau comme l'antique. Mais que resterait-il dans notre brave Europe ?

— à l'Ouest les forces de l'UEO, Espagne et Portugal compris, soit 8 600 chars lourds, 9 900 engins blindés, 2 400 avions de combat ;

— à l'Est l'URSS seule dispose de 20 000 chars lourds, de 40 000 engin blindés, de 5 000 avions de combat. Soit trois fois plus d'armes offensives que l'Ouest.

Le retrait simultané des deux armées, qui constituerait en apparence une opération honnête, serait en réalité un " marché de dupes ". Non seulement parce que le retour des forces militaires en Europe nécessiterait dix fois plus de temps et d'efforts pour les Etats-Unis que pour l'URSS, mais surtout parce que l'Europe de l'Ouest aurait débilité un Pacte atlantique qui constitue une " force réelle ", alors que Moscou aurait supprimé un Pacte de Varsovie qui a cessé d'exister dans les faits. Il n'est plus de soldats dans les pays de l'Est qui soient prêts à se faire tuer pour défendre le régime totalitaire collectiviste de l'URSS.

Mais alors que l'URSS n'a pas besoin du Pacte de Varsovie pour demeurer une super-puissance militaire, l'Europe de l'Ouest a absolument besoin des Etats-Unis pour pouvoir mettre en échec une agression militaire soviétique. La raison d'être de l'Alliance atlantique n'a jamais été de contenir le débile pacte de Varsovie, mais la puissante Union Soviétique même seule. Gorbatchev espère aussi que l'indépendance retrouvée des nations de l'Europe centrale incitera les divers nationalismes à s'opposer. Il met tout son espoir dans une Europe émiettée, balkanisée et mal défendue.

Gorbatchev, objecterez-vous, ne cesse de faire des propositions de paix : retrait des navires de guerre américains et russes de la Méditerranée, diminutions des armements et du nombre des effectifs. Et l'Occident que propose-t-il ? Rien. Ces propositions de Gorby, on ne le répétera jamais assez, sont des pièges en vue de nous priver de la défense qui s'avéra par deux fois salvatrice, celle des Etats-Unis.

En revanche voici une proposition solide de désarmement de William Buckley, le directeur de la prestigieuse revue américaine *National Review*, proposition qu'on passe sous silence : les Etats-Unis rachèteraient aux Soviétiques des équipements militaires (nucléaires et classiques) pour 100 milliards de dollars par an pendant trois ans. Donc un don de 300 milliards de dollars à Gorbatchev. Ces armes soviétiques seraient choisies par Washington parmi les forces " offensives " : missiles, têtes nucléaires, sous-marins, tanks, etc. Elles seraient mises dans des navires américains et jetées

publiquement dans l'Océan. Cette opération serait financée par la " réduction du budget militaire américain de 100 milliards de dollars par an " pendant trois ans. Les Etats-Unis feraient ainsi d'une pierre deux coups. Ils fourniraient une impulsion vitale de 300 milliards de dollars à l'économie soviétique de biens de consommation. Ils diminueraient le surarmement de 300 milliards de dollars en URSS comme aux Etats-Unis, ce qui constituerait une véritable symétrie sans aucun piège et abaisserait les dangers de guerre dus au surarmement de ces deux empires. Qui dit mieux ? Pourquoi nos démocraties ne soutiennent-elles pas cette proposition ?

Les Occidentaux s'émerveillent de ce que Gorbatchev accepte que toute l'Allemagne réunifiée fasse partie du Pacte atlantique. Il leur échappe qu'en contre-partie cette même Alliance a accepté de s'émasculer sur le plan militaire.

Gorbatchev peut annoncer gaillardement à ses sujets que les troupes soviétiques occupant actuellement la RDA ne se retireront pas avant quatre ans ! Que durant tout ce temps l'entretien de ces troupes soviétiques d'occupation restera à la charge exclusive de l'Allemagne. Que Bonn donnera à fonds perdus des milliards de marks et une assistance économique énorme à Moscou. Que le nouveau traité Germano-Soviétique de 1990 aura pour résultat d'éloigner l'Allemagne des Etats-Unis...

Je crains bien que toutes ces obligations imposées à Bonn ne débilite cet inappréciable Pacte atlantique qui a su préserver nos libertés et nos vies pendant un demi-siècle.

NE JAMAIS OUBLIER QUE LE KREMLIN A VIOLE CENT POUR CENT DES TRAITES QU'IL A SIGNES

Quand on signe des traités avec les maîtres de l'empire soviétique, il ne faut jamais oublier que ces maîtres les ont tous considérés comme des chiffons de papier. Au point de se demander si la gente des démocraties n'est pas tombée sur la tête à vouloir continuer de discuter des mois et des mois sur des virgules de traités que l'URSS va violer.

Contrairement à ce que répète l'opinion publique, Churchill et Roosevelt n'avaient pas tout cédé à Yalta. Ils avaient obtenu un beau traité où Staline avait promis que dans tous les pays occupés par l'Armée Rouge, les peuples décideraient de leur sort par des " élections libres " honnêtement tenues. A Londres le cabinet de guerre se félicita même, le 15 février 1945, des résultats « hautement satisfaisants » obtenus par Eden et Churchill. La vérité historique c'est qu'à Yalta, aussitôt que l'encre du traité fût séchée, Staline et Molotov le déchirèrent. Les puissances occidentales eurent alors la lâcheté de ne pas menacer d'intervenir pour le faire respecter, ce qui eût été facile à l'époque ; l'Amérique seule possédant l'arme atomique, une menace aurait suffi.

Pour faire cesser la guerre qui s'éternisait entre le Vietnam communiste et le Vietnam anticommuniste, les grandes puissances dont l'américaine et la soviétique se réunirent dans la capitale française et signèrent le fameux Traité de Paris. Nos jobards occidentaux en furent si satisfaits qu'ils firent décerner le prix Nobel de la paix à Kissinger le secrétaire d'Etat américain et à Le Duc Tho le chef communiste Vietnamien. Mais Le Duc Tho n'avait pas fini de mettre son prix dans sa poche, qu'il reprit la guerre contre Saïgon, envahit tout le Sud-Vietnam (un million de boat people s'enfuirent dont 500 000 périrent en mer de Chine). Le Kremlin,

qui fournissait les armes à Hanoï, avait une fois de plus violé un traité qu'il avait signé.

Toutes les conquêtes des Soviétiques ont été faites sur le thème de " la paix ". Leurs propagandistes écrivaient « Paix au Vietnam » sur les murs de nos villes, alors même que leurs patrons préparaient « l'offensive finale » sur Saïgon, qui n'eut rien de finale puisqu'elle permit l'agression vietnamienne du Laos et du Cambodge. Les traités sur la suspension des essais nucléaires furent tous violés par Moscou. Signalons encore la violation par les Soviétiques du traité signé en 1987 sur l'élimination des missiles à moyenne portée en Europe. En échange du démantèlement des Pershing américains basés en Europe, Gorbatchev s'était engagé à démanteler tous ses SS23. Washington a respecté ses engagements ; Moscou les a violés, les services américains en ont des preuves irréfutables. De même la plupart des arrangements arrêtés pour désamorcer les conflits régionaux en Afghanistan, Angola, Cambodge, Vietnam ont été transgressés par Gorbatchev.

Mikhail Gorbatchev a proposé de tenir un Grand sommet des 35 pays européens avec les Etats-Unis et le Canada, bref un " Helsinki n° 2 ". A Malte, Gorbatchev a fait d'autres propositions de désarmement au président Bush au cours du sommet flottant. Des rencontres au plus haut niveau, de nouvelles conférences sur la sécurité, sur le désarmement sont prévues, des traités seront signés que Moscou se chargera aussitôt de déchirer comme le furent ceux de Yalta, d'Helsinki n° 1, de Paris ou d'ailleurs.

Bien que l'URSS eût violé cent pour cent des traités qu'elle a signés, nos chefs d'Etats démocrates ont déjà rempli leurs stylos d'encre pour parapher tous les prochains traités que Mikhail voudra bien leur présenter. Hans Dietrich Gensher, le ministre des Affaires étrangères de l'Allemagne de l'Ouest, a déclaré en mai 1990 que « l'élément clef de toute nouvelle structure de sécurité en Europe devra être la poursuite du désarmement ». Gorbatchev ne tient pas un autre langage : Désarmons, désarmons. Signons conjointement de beaux traités de désarmement. L'Union Soviétique se fera un plaisir de les violer.

NE JAMAIS S'ENGAGER DANS UNE CONSTRUCTION EUROPEENNE DE L'ATLANTIQUE JUSQU'A L'OURAL

Puisque nous sommes démocrates, il est normal que nous débattions entre différentes constructions européennes possibles. La gauche aspire à une Europe fédérale qui aurait des institutions politiques communes disposant de pouvoirs réels. Elle milite pour une Europe où les souverainetés nationales seraient soumises aux décisions de la Cour de justice et du Parlement européens. La droite dénonce l'Europe des fonctionnaires œuvrant à un centralisme supra-national, et réclame une Europe des patries qui garantisse le droit de chaque nationalité de disposer d'elle même. Ce faisant vous allez « balkaniser » l'Europe et la rendre très faible, objecte la gauche. Vous allez la « bureaucratiser » à la manière bolchevique lui rétorque la droite. « Dans un monde qui a abandonné le socialisme, une bureaucratie à Bruxelles est inutile », tranche le prix Nobel d'économie James Buchanan.

De même, il y a débat au sujet de l'intégration des pays de l'Est européens qui ont rejeté le communisme. Beaucoup leur ouvrent les bras. D'autres sont moins chauds car, argumentent-ils, c'est moins la pénurie que la volonté de recouvrer leur indépendance nationale qui a poussé ces pays à se révolter. Il serait dangereux de les faire entrer dans une Europe supranationale où ces pays perdraient à nouveau cette conquête d'une patrie libre et indépendante qu'ils viennent d'arracher à leur tyran soviétique.

Charles Saint Prot souligne cette anomalie « qu'au moment même où les Européens de l'Est démontrent la permanence du sentiment national, ceux de l'Ouest abandonnent leur identité au profit de la bureau-technocratie de Bruxelles... Ainsi, à l'heure où s'écroule le mythe de " l'Internationale communiste " dans une partie du Vieux Continent, celui de " l'internationale européenne " triomphe dans l'autre partie au nom d'une conception purement matérialiste et économique qui révèle bien toutes les limites du projet " eurocrate ". On ne crée pas une nation sur la seule base de calculs économiques. Elle n'est pas l'addition des produits intérieurs bruts, des productions de beurre ou de bicyclettes. Parviendrait-on à cette fameuse monnaie commune, et renforcerait-on les pouvoirs des bureaucrates à Bruxelles, on n'aurait pas pour autant fait naître une nation qui s'appellerait l'Europe ». (*Paris-Match*, décembre 89).

L'Europe est aussi gravement concernée par le problème allemand. Mais le rusé Gorbatchev vient d'en poser un nouveau et de taille : l' " Europe de l'Atlantique à l'Oural ". Cette construction que Gorby nous propose est le pire piège. Maurice Allais jette un cri d'alarme dans *le Figaro* (27-12-89) où il écrit : « Il suffit de regarder la carte pour comprendre que l'intégration européenne de la Russie soviétique mènerait à une domination de fait de celle-ci sur toute l'Europe occidentale et à la réalisation du rêve stalinien d'une " Europe soviétique ". L'Europe de l'Atlantique à l'Oural serait suicidaire pour la construction européenne qui doit se limiter aux pays de l'Est. »

Il est bien évident que si l'astucieux Gorbatchev milite pour une Europe de l'Atlantique jusqu'à l'Oural, qu'il préfère appeler « la Maison Commune européenne », c'est parce qu'il espère que cette Europe-là ne sera pas libérale, pro-américaine et pro-atlantique, mais qu'elle sera socialiste, anti-américaine et pro-soviétique. Depuis des années, il fait des efforts pour qu'il en soit ainsi (comme nous le verrons au chapitre suivant). D'où notre devoir impérieux de nous opposer à cette construction suicidaire d'une Europe incluant l'empire intérieure soviétique.

LES STRATAGEMES DE GORBY POUR SOCIALO-LENINISER L'EUROPE

L'assagissement du communisme est un renfort providentiel pour l'Internationale socialiste discréditée par les atrocités commises par leurs frères en marxisme. Les propagandistes de Gorbatchev se répandent en Occident pour convaincre les chefs des partis communistes de se métamorphoser en socialistes. C'est acquis en Italie où le parti communiste a fait son autocritique et s'est « socialisé » dans le sens voulu par Moscou.

Le communiste Fedor Bourlatski court la France pour prêcher aux « reconstructeurs » du parti communiste le ralliement au socialisme. A Marseille ce Fedor déclarait : « Retournons aux sources social-démocrates de notre parti. Staline a démoli cette tradition... Mais nous devons nous inspirer de l'expérience sociale-démocrate de la Suède, de l'Autriche et même de la France. »

En Allemagne de l'Est les communistes rejoignent les rangs socialistes. Hans Modrov, comme Gorbatchev, ne recule que pour mieux sauter sur l'Internationale socialiste qui n'y voit goutte. Dans l'espoir de faire triompher le socialisme dans l'Allemagne unifiée, le communiste Hans Modrow invite dans une conférence à Gotha l'ex-Premier ministre d'Allemagne de l'Ouest, Willy Brandt (dont le secrétaire fut démasqué comme agent de Moscou), qui coopéra avec tous les Etats marxistes totalitaires, qui serra chaudement la main de Staline, mais refusa, en 1985, en Pologne de serrer la main de Lech Walesa !

La défaite d'Helmut Kohl en Rhénanie-Westphalie et Basse Saxe aux élections régionales de mai 1990 qui lui fit perdre la majorité à la Chambre basse de la Diète, et la victoire d'Oskar Lafontaine dans la Sarre, rendent possible

la nomination de celui-ci comme chancelier d'une Allemagne unifiée " socialiste " dans l'avenir. Ce qui apporterait un renfort important à cette Maison Commune socialiste dont Gorbatchev voudrait devenir l'ange gardien ! Heureusement, contrairement à l'attente de Gorbatchev, les élections en Allemagne de l'Est ont montré que la population en avait assez du socialo-communisme sous tous ses masques. Ce qui dérange les plans Kagébistes d'Andropov-Gorbatchev.

Mitterrand, dont Jacques Saintonge dit qu'il est « complice de Gorbatchev dans cette entreprise de récupération des déchets du communisme », fait tout ce qu'il peut pour l'aider. Ainsi, à la présidence de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (la BERD), Mitterrand a placé Jacques Attali, « un ennemi juré des peuples de l'Est qui se sont affranchis du socialisme », écrit Cabanes dans *Les Points sur les i* (15-4-90) et il ajoute : « Gorbatchev veut à ce poste, pour étrangler les petits, un homme qui tienne tout mouvement politique non socialiste à l'Est, tout nationalisme, pour suspect de fascisme et d'antisémitisme. C'est la ligne diffusée, provocateurs à l'appui, par les agents d'influence du KGB. Attali tendra à faire de la BERD la banque de la « Maison Commune » gorbatchévienne, où les Etats-Unis, premiers actionnaires, seront invités à payer sans donner leur avis. »

Jean Lartéguy a interviewé le directeur des *Nouvelles de Moscou,* Igor Lakoviev qui lui a déclaré : « Je ne suis pas partisan de passer du socialisme au capitalisme ; je veux rénover notre socialisme ». Cela fait trois-quart de siècles que les tyrans communistes se prétendent socialistes. N'ont-ils pas dénommé leurs pays l'Union des républiques " socialistes " soviétiques, et non " communistes ". De même les membres du Front de Salut National de Roumanie, évidemment communistes, estiment bon de s'affubler d'oripeaux socialistes en raison de la grave dévalorisation subie par le terme « communiste ». La chienne qui miaule, de Philippe de Villiers, c'est le communisme reconverti en social-démocratie.

La stratégie de Gorbatchev est de renverser, dans l'Europe de l'Est, la forteresse stalinienne trop rebutante pour l'Europe de l'Ouest, puis de faire entrer tout ce monde dans sa Maison Commune qui doit être social-démocrate dans une première étape, et socialo-léniniste dans l'étape finale. Cette subtile stratégie semble quelque peu compro-

mise, car Gorbatchev ne s'attendait pas à ce que les peuples libérés du communisme voteraient massivement pour la droite nationale. Les Hongrois ont voté à 72 % pour les partis de droite. Seulement dans les satellites où les élections furent truquées comme en Pologne et en Roumanie, la droite ne put atteindre un tel record.

Mais Gorbatchev et son KGB ne se laisseront pas décourager. Ils ont bien des cordes à leur arc pour ramener le troupeau dans la voie « socialiste », comme " de crier au péril fasciste ", ce qui prend toujours. La posture anti-fasciste bruyamment adoptée par le SED à Berlin, et sa « dénonciation d'une menace néo-nazie monstrueusement grossie », selon Annie Kriegel, prouve que ces « communistes rénovés » pratiquent les manœuvres les plus rebattues du vieux communisme stalinien.

La profanation des tombes du cimetière juif de Carpentras, que j'estime odieuse, a subi une exploitation politico-médiatique de la part du centre et de la gauche, Marchais en tête. Surtout de ceux-là même qui " se sont tus " au sujet des cadavres de chrétiens déterrés en Ukraine, ou durant la guerre d'Espagne quand les Rouges exhumaient des religieuses de leurs tombeaux, ou en Algérie quand le FLN éventrait les sépultures des cimetières chrétiens et israélites, ou à Timisoara quand les communistes pro-Gorbatchev ont exhibé à la télévision des cadavres déterrés pour faire croire qu'ils venaient d'être massacrés par Ceaucescu.

On accusa sans aucune preuve le Front National d'avoir perpétré l'odieux crime de Carpentras. Mais pendant des années on l'avait accusé, dans un climat de lynchage, d'avoir commis les attentats terroristes rue Copernic et rue des Rosiers. Or il s'avéra que les assassins de la rue Copernic étaient des Palestiniens venus du Liban et que les tueurs de la rue des Rosiers, auteurs aussi des attentats contre les synagogues de Vienne et de Rome, étaient de l'OLP. Ils venaient de Damas via Sofia, donc via Moscou, la Bulgarie étant le bras terroriste du KGB, comme ce fut le cas dans la tentative d'assassinat du Saint-Père.

En mai 1957, le fameux attentat de Strasbourg couronnait également une campagne mondiale de libelles néo-nazis et de profanations de cimetières juifs. Ce n'est qu'en 1968 qu'on apprit, par le chef du département de la désinformation tchécoslovaque Ladislav Bittman, que la campagne avait été

mise en œuvre par les services secrets du STB tchèque et du STASI est-allemand. Elle avait pour but de saboter le marché commun et l'OTAN et de gauchiser l'Europe libre.

Il était nécessaire de rappeler ces précédents et le caractère international des exactions criminelles d'hier et d'aujourd'hui pour empêcher nos contemporains de tomber dans les pièges du tragique guignol qui nous est présenté, de Timisoara à Carpentras, par des sbires de Gorbatchev.

Il faut savoir que sur les 150 000 agents du KGB, 60 000 restent tournés vers l'étranger, cela en plein dégel Est-Ouest. On devrait s'effrayer qu'au moment où Gorbatchev parle de créer sa Maison Commune européenne, il continue à utiliser si activement tant d'espions. Ce n'est plus une Maison qu'il nous prépare, c'est une grande " soute " du KGB ! attenante au plus énorme arsenal militaire qui ait existé face à une Europe de l'Ouest qui sera privée des secours américains partis de l'autre côté de l'Atlantique. C'est alors que la " Perestroïka " de Gorbatchev risquera de se muter en une " troïka " de maréchaux soviétiques faisant la loi dans la Maison Commune de l'Atlantique à l'Oural.

Ces agents du KGB seront extrêmement utiles pour précipiter la grande opération de la socialisation de la Maison Commune en forgeant l'épouvantail du danger nazi. Pour cela il suffit de détecter les têtes chaudes, ou de soudoyer des « fauchés », pour qu'ils arborent un brassard avec croix gammée ou qu'ils profanent des tombes juives, voire qu'ils commettent des opérations sanglantes ce qui horrifiera les populations et les poussera dans les bras des « socialo-antiracistes ».

Comme l'estimable Annie Kriegel, Jean Parce, dans dans *Ecrits de Paris,* nous met en garde contre un tel stratagème : « N'oublions pas que, aux termes des accords de Postdam, l'URSS, comme les autres puissances alliées, peut intervenir militairement dans n'importe quelle partie du territoire allemand pour se prémunir contre une résurgence du nazisme. »

Et pendant que la France socialiste laisse libre cours, sur son territoire, aux manœuvres diaboliques du KGB, depuis deux ans elle utilise ses propres espions, non à démasquer ceux de Gorbatchev, mais à piller les secrets en informatique de son grand allié américain. La CIA et le FBI viennent de démanteler un réseau d'agents infiltrés par la DGSE au

cœur des multinationales américaines. « Il ne s'agit pas d'une banale affaire d'espionnage », écrit *l'Express* (24-5-90), « mais d'une véritable affaire d'Etat ». D'autant que les secrets recueillis par la France seront à leur tour vite récupérés par le KGB.

Gorbatchev ne cesse de répéter qu'il est et " reste " socialiste. Dans son discours à Rome il déclarait : « Il est faux de déduire, comme le font des pays de l'Ouest, qu'on assiste à l'effondrement du socialisme. Au contraire le processus socialiste dans le monde va se développer sous des formes multiples. »

Le Dr Don Dumitrescu rappelle que dans son livre « Perestroïka » Gorbatchev écrit : « En déclarant notre attachement à une politique honnête, nous voulons effectivement dire " honnêteté, décence et sincérité ", tous principes que nous suivons dans nos actes »... Voilà de quoi emballer les crédules démocrates en faveur de Gorby s'il n'avait ajouté : « En soi, ces mots ne sont pas neufs ; nous les avons hérités de Lénine » !

Nous donner comme modèle Lénine, l'autocrate assassin de millions de ses concitoyens, c'est vraiment nous prendre pour des débiles mentaux.

Constatant qu'après le départ des troupes russes d'Afghanistan, Gorbatchev a continué de livrer des armes au régime communiste de Kaboul, un haut fonctionnaire américain a déploré le manque de sincérité de Gorbatchev. C'est qu'il ignorait le " sens léniniste " du mot « sincère ».

Quel but se propose Gorbatchev ? La liquidation du communisme ? Le problème est mal posé. Ce que recherche Gorbatchev c'est la perduration de son pouvoir sur une Russie puissante. Or celle-ci ne peut que s'affaiblir sous le régime collectiviste de gâchis et de misère que constitue le marxisme-léninisme. Pour que son autorité s'exerce sur un empire puissant, Gorbatchev sait qu'il doit acquérir les richesses, la technologie et le savoir-faire de l'Occident capitaliste. Et pour y parvenir il sait qu'il doit recourir aux stratagèmes qui ont fait leurs preuves depuis Lénine, et qu'a si bien défini Manioulsky lorsqu'il déclarait en 1931 à l'Institut Lénine : « Nous ferons des propositions de paix les plus spectaculaires, des ouvertures étonnantes et des concessions extraordinaires. Les pays capitalistes, stupides et décadents, coopéreront avec joie à leur propre destruction. Ils

se jetteront dans nos bras. C'est alors qu'ils se trouveront sans défense, que nous les écraserons de notre poing fermé... »

La seule différence avec Gorbatchev, c'est que cet écrasement de nos têtes par les poings de communistes, au lieu de se faire sur la place publique, s'effectuera dans la Maison Commune européenne. Ainsi nos appels à la délivrance arriveront suffisamment étouffés au reste du monde.

Beaucoup penseront que j'exagère à vouloir brandir un péril socialo-léniniste au moment où le communisme s'effondre dans un pays après l'autre. Je leur répondrai par l'autorité d'Alexandre Zinoviev : « Ceux qui enterrent le communisme prennent leurs désirs pour des réalités. Si on lie le communisme au marxisme et aux partis communistes, alors c'est la fin du communisme. Mais le communisme est un certain type " d'organisation sociale " avec des lois conditionnées par la " vie communautaire ", où la relation sociale dominante est celle du " chef " et des subordonnés sans aucune utilité économique, seulement pour l'ordre. Une fois que cette organisation de la population est en place, elle peut exister sans parti communiste, sans idéologie marxiste, et même avec un système multipartiste » (*Le Figaro*, 3-3-90).

Le socialisme marxiste est mort, mais les socialistes survivent. Jacques Saintonge s'indigne : « J'ai vu de par le monde tant d'horreurs commises en son nom, que le mot même de socialisme me révulse... J'ai vu sur les murs sales de Berlin, Bucarest ou Sofia, la même rose au poing partagée par les communistes défroqués, Willy Brandt ou Mitterrand... qui ne firent passer les lois de la cité qu'avec la complicité des hommes de Staline ou de Marchais. » Cabanes dans *Les Points sur les i*, dénonce aussi le subterfuge : « Pour un Français comme pour un Allemand, de nos jours c'est suicidaire que de rester socialiste... Les événements roumains confirment que Gorbatchev avait monté une révolution bidon... Toute révolution conduite par des communistes, des Gorbatchev et autres Illiescu, sous quelque titre (surtout socialiste) qu'ils se présentent, est une force conduisant à de nouvelles tragédies. »

Bref, ce qui nous menace c'est la finlandisation de toute notre Europe par un autocrate qui exploitera les illusions socialistes pour nous tenir en laisse, comme ses prédécesseurs ont exploité les illusions communistes pour enchaîner les peuples. La preuve c'est que Gorbatchev a approuvé, en

juillet 1990, une résolution du Congrès du PC stipulant « qu'il doit faire un choix " socialiste " dans une perspective " communiste ", et rester fidèle à la conception matérialiste et dialectique de Marx et de Lénine ».

DENONCER LES DANGERS DE CE SOCIALISME A LA SAUCE LENINISTE

Les hommes politiques qui tiennent à sauvegarder les libertés personnelles et l'indépendance nationale ont senti le besoin de dénoncer le danger que constitue l'alliance de la deuxième internationale socialiste avec la moribonde troisième internationale communiste, laquelle prétend être redescendue d'un demi-échelon. Déjà de courageuses personnalités ont pris la tête de cette croisade salvatrice. En voici quelques illustrations.

Le Premier ministre anglais Margaret Thatcher déclare dans une interview à *Paris Match* : « Nous n'avons pas mené toute cette lutte victorieuse en faveur de la liberté en Occident pour nous en laisser dépouiller par un nouveau socialisme bureaucratique ! Dans le socialisme, pendant que l'Etat s'enrichit, le peuple devient pauvre, pauvre dans son niveau de vie, pauvre dans sa liberté. Peu à peu, les gens se laissent persuader d'abandonner leurs libertés... Ce ne sont pas les gouvernements qui créent la richesse : ils ne l'ont jamais fait. Et, sous un système étatiste et socialiste, les gens travaillent le moins possible. C'est ce qui est arrivé en Union soviétique. C'est pourquoi je résisterai de toutes mes forces à l'arrivée du socialisme en Europe, avec ses douces paroles et ses dures réalités... Au moment où nous croyons nous débarrasser du socialisme, le voici qui reviendrait subrepticement par la porte de derrière, par le passage, dans les pays communistes, du communisme à un autre régime qu'ils appellent « social-démocratie ». Ce type de régime est une forme très poussée de socialisme qui risquerait de se répandre à l'Europe entière. Alors que nous sommes à la veille de célébrer le succès le plus formidable d'un nouveau monde, le monde ancien reviendrait là, avec ses contraintes. »

Dans un libelle intitulé « Non à l'Europe Rouge », le colonel Bernard Moinet dénonce aussi la subtile mais dangereuse stratégie de Gorbatchev. En voici des extraits :

1988 — Accélération du rapprochement économico-financier entre CEE et COMECON.
1989 — Orchestration de la « libération » des pays de l'Est, de la relève du communisme par un socialisme libéralisé et prétendu effectué par le seul Gorbatchev.
1990 — Création progressive d'une Europe fondue de l'Oural à l'Atlantique en un seul bloc.

« Et demain ? De toute évidence l'Europe de l'Ouest... sert déjà (mais va servir bien davantage) de soutien financier. C'est elle qui va payer cette opération gigantesque, par l'intermédiaire de ses banques, de ses techniciens et de ses chercheurs au profit de l'Est... Simultanément, les Américains vont se contracter derrière l'Atlantique et le Pacifique. Les Soviétiques, eux, vont sortir de l'Europe occidentale. Pour aboutir à quoi dans les années 2000 ? A cette date, nous serons totalement liés à l'énorme machine soviétique que nous aurons sauvée du désastre et dont nous serons devenus un rouage vital essentiel. " C'est de toutes nos forces qu'il nous faut rejeter cette manœuvre mondialiste redoutable. Il nous faut refuser de voir rosir les pays de l'Est et rougir ceux de l'Ouest, pour aboutir à la nouvelle URSS : l'Union des Républiques Socialistes Sœurs. Non à cette Europe-là ! "

Dans son livre publié en 1986 : « Réflexions sur la politique de la France », Mitterrand écrit : « La Russie a toujours représenté dans notre histoire et peut encore représenter un contrepoids " utile ", soit à l'échelle de l'Europe, soit à l'échelle de la planète. » Mitterrand écrit cela alors que Gorbatchev continue de se réclamer hautement du communisme comme la citation qui suit en fait foi : « La Perestroïka exige, des leaders du parti communiste, qu'ils soient proches de l'idéal que Lénine attendait d'un bolchevik révolutionnaire. En octobre 1917 nous avons rejeté une fois pour toutes le vieux monde. Nous sommes allés vers un monde nouveau : celui du communisme. " Nous n'abandonnerons jamais cette route ". » (Brian Crozier, « The Gorbatchev Phenomenon »).

Si Gorbatchev condamne la barbarie de Staline, il la consacre dans les faits puisqu'il maintient par la force son colonialisme dans les Etats Baltes. Ces Etats indépendants, annexés à l'Empire soviétique par le pacte que Staline signa avec le nazi Hitler, souffrirent un cruel génocide : Staline déporta en Sibérie 500 000 Lituaniens, 200 000 Lettons, 80 000 Estoniens. Beaucoup ne revinrent jamais. Aujourd'hui Gorbatchev pratique en Lituanie l'occupation militaire des places stratégiques, un blocus économique sauvage, la censure des média, des violences ponctuelles. Parce qu'un Israélien détraqué a tué (je le déplore) six Palestiniens, le conseil de sécurité de l'ONU et la CEE réclament à Israël de se retirer des territoires occupés. Mais les mêmes n'affichent aucune émotion au sujet des pays baltes qui sont pourtant des « territoires occupés » par les Soviétiques ; et occupés alors qu'ils n'avaient commis aucune agression guerrière contrairement aux Palestiniens.

C'est de cette Russie toujours communiste et impérialiste dont Mitterrand dit qu'il a besoin comme contrepoids utile... Contrepoids à qui ?? Eh bien aux Américains, et à la droite française qui risquent de le renverser.

Un journaliste suisse écrit dans le *Nouvelliste du Valais* (23-1-90) : « Les Anglais et les Suisses ont un trait commun, ils sont peu perméables à l'idéologie. Or il existe maintenant une " idéologie européiste " qui fait traiter dédaigneusement de « hérisson » les Suisses désireux de rester maîtres chez eux... Depuis 1986 non moins de 102 lois sur 230 nous sont venues de Bruxelles. « Nous allons peu à peu vers une disparition de notre droit interne. » Et, le 21 octobre déjà, *Le Monde* écrivait : « Voilà M. Delors plus puissant que Philippe le Bel, Louis XIV et Charles de Gaulle réunis... C'est beaucoup trop. » Et ce M. Delors « plus puissant que Louis XIV » n'a-t-il pas sa carte du parti socialiste dans sa poche ?

Comment l'Occident peut-il éviter de tomber dans les pièges de Gorbatchev ? demande-t-on à Alexandre de Marenches. Il répond : « C'est en parlant d'une seule voix, en ne se présentant pas en ordre dispersé au Kremlin le carnet de chèques à la main... Sinon on aboutira à la balkanisation des politiques de sécurité des différentes nationalités européennes. La communauté européenne n'y survivrait pas. » Qu'ils se prononcent pour une Europe des patries

ou pour une Fédération européenne, les hommes avisés nous mettent en garde contre les pièges de Gorbatchev.

Le député Gilbert Gantier écrit dans *Paris 16e* (mars 1990) : « Comme doctrine économique, comme principe de gouvernement, comme règle de morale sociale, le socialisme, partout dans le monde, s'effondre. L'insolente richesse des pays « capitalistes » est un pied de nez aux théoriciens de l'inéluctable paupérisation de nos sociétés, prophétisée naguère par nos intellectuels jusque sur les bancs de nos universités. La planification, le dirigisme, la centralisation ont fait l'implacable démonstration de leur nocivité... Mieux encore, c'est sur le plan de la " morale " que le modèle socialiste apparaît le plus hypocrite... Non seulement les dirigeants les plus en vue des démocraties populaires ont mené secrètement des vies de sybarites mais encore ils ont été des destructeurs de la nature. Un journal que l'on ne saurait suspecter de sympathies droitières (*Le Monde*) vient de publier une série d'articles intitulée « Europe de l'Est : la nature en ruine » ainsi préfacée : « Les régimes communistes (...) lèguent des rivières mortes, des forêts malades, des paysages éventrés, des villes rendues irrespirables par les émanations du charbon et les poussières des hauts fourneaux. »

Ajoutons des régions entières et leurs habitants, comme à Tchernobyl, monstrueusement handicapé par les émanations radioactives. Ajoutons encore les " pollutions gangstériennes ". Le périodique soviétique *Literatournaya Gazeta* dénonce fréquemment « les bandes de loubards qui rackettent et terrorisent les banlieues de Moscou ».

Si les démocrates européens veulent, à côté d'une Europe des patries, une Maison Commune de bon voisinage mais non socialiste, alors c'est à eux, et non à Gorbatchev, de la construire. Avec, en outre, les piliers indispensables d'une Allemagne réunifiée, et des pays de l'Europe de l'Est qui auront opté pour la libre entreprise. Plutôt que d'y abriter une Russie léniniste jusqu'à l'Oural, qui ferait vite reculer les frontières jusqu'à Vladivostok, je pense préférable d'y accueillir des représentants de l'Alliance atlantique, des Etats-Unis et du Canada, dont les peuples sont des descendants des Européens.

Maurice Allais pense aussi que cette Maison Commune européenne, dont Gorbatchev ne cesse de parler sans jamais

en préciser le sens, devrait inclure les trois associations régionales des Etats-Unis-Canada, de la Communauté Européenne, et de l'ensemble des républiques nationales soviétiques qui souhaitent être associées à l'Europe... « Tout autre projet ne relève que d'une mythologie reposant sur une mystification aussi dangereuse qu'illusoire », conclut Maurice Allais.

Cabanes dans *Les Points sur les i* nous conjure : « Ne consolidons pas l'empire soviétique dans le cadre d'une Internationale socialiste réunifiée, au sein de laquelle l'URSS garderait seule l'essentiel : la capacité de chantage nucléaire et chimique. »

Comme on le voit, nombreux sont les Roland à sonner du cor pour alerter les Européens libres sur le coupe-gorge qui les attend dans cette Maison Commune de Gorbatchev.

CESSER CETTE COMPLAISANCE DU MONDE LIBRE POUR LES BARBARES COMMUNISTES

LAUDATEURS IMPENITENTS DES PLUS GRANDS CRIMINELS DE L'HISTOIRE

L'indulgence du monde libre à l'égard des crimes monstrueux du monde communiste fut systématique et remonte aux premiers jours de la prise du pouvoir par les bolcheviks. Jean-François Revel, dans son livre « La connaissance inutile », rappelle que dès 1918 les dirigeants socialistes français savaient déjà tout des atrocités commises par Lénine, ce qui ne retint pas la fraction virulente de la SFIO de prétendre mensongers les articles du correspondant de *l'Humanité* qui dénonçaient les atrocités des bolcheviks, et de suspendre la publication de ces articles.

Les média de gauche du monde libre, à quelques exceptions près, cachèrent les atrocités commises par Staline et ses tueurs du NKVD, par Mao et ses gardes rouges, par Pol Pot et ses Khmers exterminateurs, par Ho Chi Minh et ses Vietcongs oppresseurs, par Fidel Castro et autres assassins moins célèbres mais tout aussi communistes. En jetant une chape de censure sur les crimes des communistes, parfois en gouvernant avec eux, ces hommes de gauche n'ont cessé de paver la voie du communisme sur terre.

Ils ne se bornèrent pas à cacher les crimes des tyrans rouges, ils les encensèrent d'une manière délirante. Ce fut le fait, non de quelques scribouillards inconnus, mais de vedettes littéraires de grand renom.

Jean-Paul Sartre dans la revue « Actuel » (février 1973) écrivait : « Je suis partisan de la peine de mort " politique " (pour les bourgeois)... Un régime révolutionnaire doit se débarrasser d'un certain nombre d'individus qui le menacent, et je ne vois pas d'autres moyens que la mort. » Sartre traitait de « chiens » tous ceux qui critiquaient " le marxisme " dans lequel il voyait « l'horizon indépassable de la pensée ».

Or rien de ce qu'avait prédit Karl Marx dans son indigeste « Capital » ne s'est réalisé. Ce ne fut pas le prolétariat, mais les intellectuels qui furent le fer de lance de la révolution communiste, dont les ouvriers et les paysans furent les victimes. Ce ne fut pas « la dictature du prolétariat » qu'instaura le communisme, mais une dictature sur le prolétariat, une dictature qui fit en URSS, selon Soljénitsine, cinquante millions de morts depuis 1917. Le dépérissement de l'Etat prévu par Marx fit place à la plus féroce tyrannie " étatique ", et la suppression des inégalités fut remplacée par un régime de privilèges scandaleux. « L'homme nouveau », dont devait accoucher le communisme triomphant, ne fut qu'un misérable esclave.

Oui, Jean-Paul Sartre a osé déclarer que les anticommunistes sont des chiens. Sachez donc, peuples russe, polonais, hongrois, tchécoslovaque, vietnamien, cubain, etc., que vous êtes tous des chiens. C'est un écrivain français toujours glorifié de nos jours qui vous a relégués à la veulerie canine. C'est un auteur à la mode, honoré par ses concitoyens qui leur recommanda de " mentir " sur les crimes de Staline « pour ne pas désespérer Billancourt ».

Quand on pense qu'un assassasin aussi répugnant que Staline, qui massacra tous les opposants à sa tyrannie y compris ses compagnons d'arme de la Révolution d'Octobre, qui avant de les faire mourir les obligeait d'avouer des crimes infâmes qu'ils n'avaient pas commis, qui assassina sa propre femme la mère de Svetlana parce qu'elle osa critiquer les excès de sa collectivisation forcée, quand on pense qu'un criminel aussi impitoyable a pu être encensé comme un dieu par d'importantes personnalités dans des pays libres où on ne risquait pas la mort en ne le flagornant pas... on en a la tête qui tourne.

Les poètes Aragon et Pablo Neruda, qui justifièrent le pacte Hitler-Staline de 1939, produisirent des poèmes dytirambiques à la gloire de l'infâme, poèmes qui demeureront la honte de leur vie, car ils firent descendre la poésie dans les pires bas-fonds. Qu'on en juge par cette « Ode au Grand Staline » pondue par Aragon :

O Grand Staline, ô chef des peuples
Toi qui fais naître l'homme
Toi qui fécondes la terre

Toi qui rajeunis les siècles
Toi qui fais fleurir le printemps
Toi qui fais vibrer les cordes musicales
Toi splendeur de mon printemps
Toi Soleil reflété par les milliers de cœurs

ARAGON.

Cette vile flagornerie d'un tyran sanguinaire, au surplus cancre intellectuel qui fit chuter la production littéraire d'une Russie jadis riche en génies, trouva en France des revues distinguées pour la publier. Et c'est sur ces maîtres à penser — ou plutôt qui ont déshonoré la pensée — qu'en 1990, sur France-Culture, on disserte élégamment, c'est de ces vils rois des lèche-culs qu'on fait l'éloge.

Jean Kanapa osa déclarer : « L'URSS se fait gloire de " l'humanisme " de son système pénitentiaire. » Barbusse assura : « C'est un véritable culte que le peuple a pour Staline », alors que pour maintenir ce peuple en Russie, il fallait un rideau de fer bardé de barbelés, chiens policiers et mitrailleuses. Jean Richard Bloch eut le ridicule d'écrire : « Le communisme est un lieu d'asile. » Soljénitsine ajouta : « dans les goulags ». Jean Effel « n'a pas vu de camps de concentration en URSS, mais a admiré l'incomparable système d'éducation » et constaté que « le délinquant soviétique est mieux nourri en prison que le lampiste français en liberté »...

Romain Rolland dans les années 1930, après tant de crimes commis par Lénine et Staline, saluait « la grande lueur qui se lève à l'Est ». Boris Souvarine était effondré de constater « qu'un Romain Rolland, un Langevin, un Malraux admiraient le régime soviétique sans y être contraint par quelque torture ». Emmanuel Mounier, chef de file des chrétiens de gauche et fondateur de la revue *Esprit*, louera le stalinisme jusqu'à la mort du bourreau. Léo Hamon écrivit qu'il avait vu en Hongrie « la jeunesse la plus choyée de la terre », cela deux semaines avant que cette jeunesse versât son sang sous les tanks soviétiques venus l'écraser parce qu'elle avait voulu renverser ce régime qui la choyait tant !

Même les plus grands savants s'abaissèrent à défendre l'indéfendable régime stalinien. Dans une lettre de 1938 à Max Born, le grand Einstein écrivait qu'il ne croyait pas que les procès de Moscou fussent truqués, et qu'il était d'avis que

les Boukharine et autres Sokolnikov méritaient bien la peine de mort ! Le prix Nobel Frédéric Joliot-Curie sortit cet énorme mensonge « qu'après des investigations personnelles approfondies », il pouvait témoigner que les Etats-Unis pratiquaient la guerre bactériologique en Corée, soutenant ainsi une des plus éhontée désinformation de la police stalinienne.

Des personnalités de bonne foi, trompées par l'obsédante propagande communiste, écrivaient : « Vingt-cinq ans après le coup d'Octobre, le bilan de la Révolution russe c'est essentiellement l'accès à la culture de 150 millions d'hommes et de femmes. » Ils ignoraient que c'était l'accès à une culture bourrée de falsifications.

° Le diplomate soviétique Ciliga qui choisit la liberté, dans son ouvrage intitulé « Au Pays du grand mensonge » (1939) révèle que tous les livres, toute l'Histoire, avaient été tripotés, falsifiés, grossièrement dénaturés par ordre de Staline... A tel point que la Grande Encyclopédie soviétique, qui exaltait les hauts faits des dignitaires soviétiques, devait être mise au pilon tous les ans pour être rééditée sans le nom des dignitaires qui avaient été fusillés comme « espions du capitalisme américain » dans le cours de l'année qui précédait. Ainsi quand le chef de la police secrète Béria fut exécuté, la Grande Encyclopédie soviétique, qui présentait un article de brosse à réduire à ce nom, fut retirée de la circulation. Quand elle réapparut, à la place de Béria se trouvait le mot Behring suivi d'une description dudit détroit.

Voici deux exemples (entre mille) des falsifications introduites dans la culture soviétique par le bon plaisir de Staline. Il imposa à son peuple une escroquerie scientifique : le " lyssenkisme " qui dénonçait « les théories fascisto-troskysto-boukharinistes de la génétique bourgeoise », la théorie chromosomique ayant été qualifiée par Staline de « méprisable science capitaliste ». La thèse du professeur Lyssenko, qui niait l'existence des gènes et professait l'inutilité des engrais (ce qui contribua à ruiner l'agriculture soviétique) fut décrétée par Staline « agronomie d'Etat ». Les biologistes qui ne rallièrent pas Lyssenko furent emprisonnés, déportés, certains fusillés. Les manuels scolaires, les dictionnaires, les cours d'Université, les livres scientifiques, les journaux furent tous expurgés de toute référence à la science authentique, et pendant trente ans durent faire état, sous

peine d'embastillement, d'une théorie scientifique hurluberlue imposée par la police d'un Etat communiste.

Quand Kravchenko publia son livre « J'ai choisi la liberté », il fut traîné, en France, dans la boue, traité de faussaire par tous les beaux esprits soviétophiles. Bien que cela se passât après que les révolutionnaires Sokolnikov, Piatokov, Boukharine, Radek (que la gauche française avait louangés) eussent été fusillés par Staline, cette gauche accourut pour défendre Staline qu'elle prétendait calomnié par Kravchenko. Parmi les témoins à décharge de Staline. Citons : Louis Martin-Chauffier, Fernand Grenier, Pierre Courtade, le fameux Vercors, le général Petit, Frédéric Joliot-Curie, Yves Farges, Pierre Cot, Emmanuel d'Astier, etc... Kravchenko fut assassiné dans sa chambre d'hôtel à New York par un sbire du KGB pour avoir dit la " vérité ". Tous ceux qui mentirent à la barre pour défendre l'odieux Staline continuèrent à se bien porter.

Des présidents de nations libres, qui pourtant bénéficiaient de nombreux services d'information, ne se montrèrent pas moins courtisans « du petit père des peuples ». Le président Herriot décrivit en termes idylliques le printemps de 1933 en Ukraine qui fut le plus cruel moment de la famine consécutive à la collectivisation stalinienne, laquelle fit huit millions de morts. Quand le plus grand massacreur de tous les temps passa de vie à trépas, Herriot fit un vibrant éloge posthume de Staline devant les parlementaires français, tous debout sauf un qui resta ostensiblement assise durant toute la harangue. Le président Bénès de Tchécoslovaquie déclara en 1937 que le général Toukhatchevski, fusillé par Staline, était un traître et méritait la mort, alors que son procès à Moscou, comme tous ceux de l'époque, puait la fabrication et le mensonge. Ce général fut réhabilité par Khrouchtchev.

La courtisanerie du président Roosevelt à l'égard d'un des plus grands assassins de tous les temps qu'il appelait « oncle Joe » est méprisable ainsi que son abandon de millions d'Européens de l'Est à cet inhumain colonialiste alors que l'Amérique, étant la seule à posséder l'arme atomique, aurait pu imposer leur libération sans guerre.

Le général De Gaulle, qui ne pouvait pas ne pas être au courant des génocides du tyran rouge, confia à Yvan Maisky le 13 décembre 1943 à Londres : « J'espère que les Russes seront à Berlin avant les Américains » (Henri-Christian

Giraud « De Gaulle et les communistes »). Ce vœu gaulliste, qui fut hélas accompli, allait permettre au plus grand criminel de l'Histoire, Staline, d'étendre ses génocides dans une demi-douzaine de nations européennes qui, de la civilisation, tombèrent dans la barbarie.

En dépit de l'enfer stalinien qui n'avait rien à envier à l'enfer hitlérien, le Général De Gaulle propagea la vision chérie d'une Europe « de l'Atlantique à l'Oural », excluant l'Amérique et incluant la Russie de Staline, c'est-à-dire exilant la liberté et s'ouvrant à la tyrannie. Le 23 avril 1965, Jean Kanapa écrit dans *l'Humanité :* « Les déclarations du général De Gaulle sur le caractère définitif des frontières européennes montrent que l'Union Soviétique et la France parlent un langage commun... Voilà la base de départ de tout projet pour l'Europe de l'Atlantique à l'Oural comme on dit à Paris, ou de l'Atlantique jusqu'à l'Union Soviétique comprise, comme on dit à Moscou. »

Gorbatchev n'a rien innové. Staline avait déjà projeté de nous enfermer dans sa Maison Commune Européenne. Il n'était pas à un goulag près !

Le président De Gaulle fait le voyage de Canossa et signe à Moscou le traité franco-soviétique avec le champion des goulags. Dans son gouvernement il donne la vice-présidence au secrétaire général du parti communiste, le déserteur Maurice Thorez, et confie trois ministères à trois autres communistes. Puis De Gaulle soustrait aux unités intégrées de l'OTAN la flotte de guerre française, qu'il déplace ostensiblement de Toulon (en Méditerranée) à Brest (sur l'Atlantique), c'est-à-dire face aux Etats-Unis, feignant de croire que le danger venait de ce côté. Au Sud-Vietnam, au plus fort de la bataille qu'un peuple ami de l'Occident livre pour sauver son indépendance contre l'agression des Vietcongs communistes, De Gaulle appelle cette agression « une crise qu'il faut régler par des concessions mutuelles ». Qu'aurait-il dit si ses alliés avaient qualifié l'agression de la France par l'Allemagne nazie « une crise qu'il faut régler par des concessions mutuelles » ? Devant ces complaisances gaulliennes envers le monde communiste, les poèmes flagorneurs de Neruda et d'Aragon paraissent bien futiles.

Mais la palme de la courtisanerie revient au ministre André Malraux qui écrivit : « Staline a rendu la dignité à l'espèce humaine » !! (cité dans la " Revue Atlantique belge ",

décembre 1988). Malraux déclara aussi : « J'accepte les crimes de Staline, où qu'ils soient commis » (cité par R. Dazy dans « Fusillez ces chiens enragés »). Propos qu'il a répétés à mon mari et moi, à notre domicile. Il ne niait pas les crimes de Staline ; il les justifiait...

En Grande-Bretagne, des maîtres à penser comme Bernard Shaw et le « doyen rouge » de Cantorbery justifièrent les infâmes procès de Moscou et le pacte germano-soviétique. Aux USA, les reportages du correspondant du *New York Times* à Moscou, Walter Duranty, furent un tissu de mensonges. Dans ce plus influent journal de la plus puissante démocratie, la peinture de l'URSS que fit ce courtisan de Staline, alors que sévissaient une famine et une terreur atroces, ne se distingue pas des feuilletons adulateurs des journaux communistes de l'époque. Walter Duranty répandit autant de mensonges qu'eux sur les procès de Moscou, assurant que les condamnés à mort avaient bien commis « les crimes infâmants » que Staline leur imputait avec cynisme.

Pour mieux pétrir les cerveaux des Français de philosophie marxiste-léniniste, c'est dès l'enfance qu'on commence. Les manuels de l'historien Mathiez, qui niaient les atrocités des bolcheviques, furent répandus dans toutes nos écoles.

La plupart des livres scolaires traitant de la Russie soviétique furent remplis de contrevérités. Jean-François Revel en donne de très nombreuses preuves dans le chapitre « La trahison des profs » de son livre « La Connaissance inutile ». Ainsi un professeur d'histoire parvient à raconter la Seconde Guerre mondiale sans mentionner ni le pacte germano-soviétique, ni l'invasion et l'annexion des Etats baltes et d'une partie de la Pologne par Staline. Dans les manuels, l'économie soviétique est enseignée avec comme seules références les statistiques officielles de Moscou, toutes falsifiées à un point incroyable. Il en résulta que les auteurs concluent au succès éclatant de cette économie collectivisée, qu'ils portent aux nues le stakhanovisme, qu'ils dépeignent les kholkhozes sous des couleurs idylliques et s'extasient sur leur productivité mirifique, alors qu'elle était désastreuse.

J.-F. Revel écrit que « ces profs français approuvent les âneries scientifiques de Lyssenko » et « louent les plans de détournement des fleuves sibériens » lesquels engendrèrent la ruine de l'économie. Cette désinformation s'étale, selon J.-F. Revel, « non dans des journaux partisans, dont la

lecture reste facultative, mais " dans des manuels scolaires imposés à des enfants " comme unique source d'information en la matière, et cela sous l'autorité du ministère de l'Education nationale et de l'Inspection générale de l'Instruction publique en France. L'abus de confiance et la trahison du devoir moral de l'enseignant éclatent ici de façon ignominieuse... Jusqu'en 1967, les manuels donnent de l'URSS une vision conforme aux clichés de la propagande la plus optimiste. Le déficit démographique s'explique, pour les auteurs, par l'héritage tsariste et par l'invasion hitlérienne, jamais par les " purges staliniennes " ».

Jean-François Revel, qui pèse le poids de ses mots, en arrive à parler de « filouterie pédagogique » en faveur de l'URSS stalinienne. Je le cite encore : « L'enseignement fait place à la prédication militante. Ainsi, un manuel destiné à guider le maître dans son enseignement donne aux professeurs les consignes suivantes : « On montrera qu'il existe dans le monde deux camps : l'un impérialiste et antidémocratique (USA) ; l'autre anti-impérialiste et démocratique (l'URSS). Nous voilà fixés : les enseignants ont pour tâche, non plus d'enseigner, mais de renverser le capitalisme »... et de le substituer par le stalinisme.

Certains intellectuels firent pis que de louanger un Staline. Ils prirent la défense d'espions qui lui livrèrent des secrets militaires du monde libre au risque de provoquer la défaite de leur propre patrie. Alain Decaux, membre de l'Académie française et ministre de la francophonie, fit représenter en 1968, par une troupe du ministère des Affaires culturelles, une pièce dans laquelle il soutenait l'innocence des époux Rosenberg condamnés à mort pour avoir transmis à Moscou des secrets sur la bombe atomique. Aujourd'hui Alain Decaux a l'honnêteté de confesser son erreur... Il est vrai que les *Izvestia* (5-8-88) ont reconnu " officiellement " que les Rosenberg leur avaient bien livré des documents secrets relatifs à la bombe atomique américaine, ce qui avait précipité la fabrication de la bombe soviétique.

LE SOUTIEN DES DEMOCRATES AUX DESPOTES COMMUNISTES CONTINUE

Aussi ahurissant que cela paraisse, en pleine débandade du communisme, alors que les partis qui portent ce nom le renient voire se sabordent, alors que le communisme est rejeté avec colère par les prolétaires qu'il devait libérer, nos démocraties continuent à favoriser ses suppôts sur tous les continents. Je vais en donner quelques illustrations entre mille.

Certaines émanent d'organisations prestigieuses élues démocratiquement par des peuples souverains comme le Parlement européen. J'ai évoqué le prétendu trafic d'organes de bébés guatémaltèques vendus à des familles américaines pour fournir des organes de transplantation à leurs enfants. Le fait que ces mensongères accusations furent discutées au Parlement européen apporta une caution d'authenticité à cette désinformation. Le secrétaire d'Etat à l'Organisation des Droits de l'homme aux USA, qui dénonça l'affaire comme « un montage du KGB », s'indigna de la crédulité du Parlement européen. Remarquons que ce même Parlement qui condamnait des crimes américains inventés par le KGB, s'abstenait de réprouver les charniers du KGB découverts à la même époque en Biélorussie, bien réels ceux-là, et qui dépassent en horreur tout ce qu'on peut imaginer.

Autre exemple. L'ONU ne reconnaît pas Taïwan qui pourtant respecte la démocratie, qui n'organise aucun terrorisme dans le monde occidental comme le fait la Chine communiste. L'ONU continue de considérer ce pays libre comme une province de la Chine totalitaire. C'est pourquoi l'ONU n'accepte pas la demande de Taipei d'adhérer au GATT (entente sur les tarifs douaniers et le commerce),

bien que l'économie de libre entreprise de Taïwan soit en plein accord avec l'esprit du GATT. En revanche la Chine rouge, qui pratique une économie étatisée contraire à l'esprit du GATT, y est la bienvenue !

La France ne vient-elle pas de renoncer à livrer les Frégates Lafayette et l'équipement militaire qu'elle avait promis à Taïwan. En dépit de ses deux millions de chômeurs, la France perd un marché de 20 milliards de francs pour se plier aux exigences de la Chine communiste qui a mis son veto à notre accord avec la Chine nationale. Cela au détriment des forces militaires du monde libre, car Taïwan est en Asie la principale puissance à s'opposer aux tyrans communistes de Pékin.

Comment s'étonner de ces lâchetés quand on apprend que l'UNESCO parle de célébrer le centenaire de la naissance d'un des plus sanglants tyrans communistes, Ho Chi Minh, dont les atrocités contraignirent ses sujets à préférer risquer d'être noyés, volés ou violés tels les boat people plutôt que de demeurer dans leur patrie. Au nom de quel idéal l'UNESCO glorifie-t-elle le tyran Ho Chi Minh ? Au nom de quel principe notre ministre socialiste des Affaires étrangères décide-t-il d'aller faire ami-ami avec son homologue communiste vietminh, de lui renouveler son aide technique, et de lui faire un don de 45 milliards de nos francs raflés aux contribuables français à 92 % " anticommunistes ".

Le Staline des Khmers rouges, Pol Pot, a massacré deux millions de ses compatriotes cambodgiens. Or le Conseil de sécurité des Nations Unies a pu envisager que cet exterminateur devienne le chef d'un gouvernement cambodgien. Trois factions se battent au Cambodge : les colonialistes vietnamiens (censés avoir quitté le pays), les terroristes Khmers rouges coupables d'un atroce génocide, et la résistance patriotique de Son Sam, anticommuniste et pro-occidentale. Les diplomates de l'ONU, après avoir discuté à leur propos du sexe des anges, ont enfin pris une mesure concrète : ils réduisent leur aide alimentaire à Son Sam, refusant d'entendre le cri du peuple cambodgien martyr.

Le général Aoun a dénoncé la « complaisance » des nations occidentales à l'égard du colonialisme syrien en ces termes : « Quand les troupes d'Hitler occupaient et bombardaient la France, est-ce qu'on a recouru aux seules palabres

diplomatiques pour les chasser ?... On a fait appel aux forces militaires des grands Etats démocratiques. Aujourd'hui ceux-ci laissent le Liban chrétien mourir sous la botte syrienne. Le général Aoun compare ces Etats à « des empereurs des temps modernes contemplant froidement des gladiateurs qui vont mourir ». Lorsque Washington ferma son ambassade à Beyrouth et la transporta lâchement à Chypre, le général Aoun fit ce commentaire : « Caïn l'Américain ne supporte plus le regard d'Abel, le Libanais, et il a préféré s'en aller... Mais tous seront couverts de honte. Ponce Pilate n'a pas été innocenté par l'Histoire. »

Pour ramener la paix au Liban, les Nations Unies accouchent d'une anodine " déclaration " (pas même une " résolution ") qui ne lie aucune nation à quelque mesure concrète que ce soit et qui ne mentionne même pas le responsable de la tragédie : Hafez-el-Assad dont les intentions impérialistes sont pourtant éclatantes. Il s'agit là d'une " non assistance à un peuple en danger " de la part d'une organisation internationale l'ONU créée pour sauvegarder la paix. Comment s'en étonner quand on apprend que si Gorbatchev n'avait pas liquidé Ceaucescu, (comme Staline fit avec Trotsky), la Roumanie du génie des Carpates siégerait aujourd'hui au " Conseil de Sécurité des Nations Unies ", aux côtés d'un Cubain et d'un Ethiopien, c'est-à-dire trois communistes persécuteurs des Droits de l'homme.

Seul Jean-Paul II a sommé la Syrie d'arrêter le massacre, il a déclaré : « Devant les yeux du monde un génocide est en train de se consommer. » Mais Hafez-el-Assad s'en moque, le Saint-Père n'ayant pas de cannonières, et les puissances qui en ont n'ayant pas de ressort pour imposer cette paix à un Etat communiste armé par Moscou. Le député Georges Mesmin s'indigne : « Aucun peuple de culture chrétienne ne veut risquer de mourir pour le Liban. Nous n'avons pas voulu mourir pour Dantzig, on a vu la suite... Après ce constat, nos belles références aux Droits de l'homme sont dérisoires. J'ai honte pour nous Français, pour nous Européens qui avons la puissance matérielle mais avons perdu l'esprit de croisade et laissons mourir nos frères chrétiens sans vouloir agir. »

Pourtant cet esprit de croisade, les démocraties en font abondamment preuve contre l'Afrique du Sud « de l'apartheid » à laquelle elles appliquent des sanctions. Mais elles

n'en appliquent aucune à la Syrie « des génocides » parce qu'elle est protégée par Gorbatchev.

La responsabilité des pontes démocrates dans l'abandon de tant de peuples à la barbarie rouge est patente. Le député Bruno Megret remarque : « Après avoir accepté l'inacceptable d'Helsinki, après avoir ratifié la honte et le déshonneur de peuples libres, nos politiciens ont poussé l'audace jusqu'à se compromettre aux côtés des dictateurs rouges. »

Non seulement ils les ont couverts d'or, d'assistance alimentaire, technique voire militaire, mais encore ils acceptent, que des boat people qui avaient trouvé refuge à Hong-Kong soient renvoyés de force dans l'enfer rouge du Vietnam.

Ce sont nos pontes démocrates qui, en Iran, ont chassé du pouvoir le Shah respectueux de la vie humaine, au surplus pro-occidental et anti-communiste, pour installer à sa place un tyran sanguinaire anti-occidental et philo-soviétique. La théocratie terroriste de Khomeiny fit des centaines de milliers de martyrs civils dont des femmes lapidées et des millions de morts dans une guerre où, pour économiser des tanks, Khomeiny les faisait précéder par des enfants qui sautaient sur des mines. C'est ce barbare illuminé, qui répandit le terrorisme et les prises d'otages dans nos pays, qu'aucun dirigeant démocrate n'osa châtier. Khomeiny est mort dans son lit, comme Staline.

Jacques Saintonge écrit : « Cela fait onze ans que Khomeiny débarquait triomphant, de l'exil de Neauphle-le-Château, à Téhéran grâce à la " complaisance " aveugle et imbécile d'un Occident masochiste... Cet Occident et la France professeurs en Droits de l'Homme... se sont faits complices de ce totalitarisme iranien, comme de la sanglante dictature syrienne. Incurie ? Hypocrisie ? Lâcheté ? Un peu tout cela... » (*La Presse française*, 2-2-90).

Comment osons-nous invoquer les Droits de l'Homme, alors que nous sommes incapables de remplir nos " Devoirs d'hommes " les plus élémentaires qui impliquent l'assistance à l'humanité souffrante plutôt qu'à ses bourreaux fanatiques.

Dans la *Revue militaire suisse*, le Dr. Dan Dumitrescu (citoyen roumain réfugié politique) note que « grâce à des opérations de désinformation massive, Ceaucescu réussit à se créer une image de marque auprès des principaux dirigeants occidentaux : Charles de Gaulle, Golda Meir, Jimmy Carter, Shamir, Simon Perez, le pape Paul VI,

Helmuth Kohl, etc..., cela bien que son système répressif, l'un des plus fantastiques qui eût jamais existé, eût soumis absolument toute la population du pays à un régime de haute surveillance... Soit une proportion d'un agent de sécurité pour quinze personnes ».

Mais ces chefs d'Etats démocratiques qui se laissèrent si facilement « tromper » n'avaient-ils pas d'importants services d'informations ? Allons donc ! Se laissaient-ils désinformer sur l'Afrique du Sud ? Curieusement, ils ne se laissaient « désinformer » qu'en faveur des pays communistes, telle la Roumanie de Ceaucescu. Charles de Gaulle lui remit la Grand Croix de la Légion d'Honneur. En 1979 Mitterrand, se rendant à Bucarest au 12e Congrès du PC roumain, salua « l'intelligence, le travail et les projets ambitieux » de Ceaucescu. En 1980 Barre rend hommage à son effort de modernisation de l'économie roumaine, alors que le peuple roumain souffre du froid et de la faim. Claude Estier, alors secrétaire du PS, rentrant de chez Ceaucescu, publiait dans *Le Matin* (5-9-80) un article intitulé « Sage Roumanie ». Ce titre était ubuesque, appliqué à une Roumanie en cours de dévastation par un fou.

En 1981 Jospin exalte « le rôle international du président Ceaucescu » et se félicite que le premier voyage à l'étranger du Premier secrétaire du parti socialiste français soit pour le rencontrer. Quand la tyrannie de Ceaucescu fut de plus en plus criante, notre ministre des Affaires Etrangères justifia nos bonnes relations avec lui par des impératifs diplomatiques. Cependant nos Affaires étrangères n'ont pas hésité à ruiner nos bonnes relations avec la Grèce des colonels, avec l'Afrique du Sud de Botha, avec l'Argentine de Videla, avec le Chili de Pinochet, alors qu'aucun de ces chefs d'Etat n'avait commis le millième des crimes de Ceaucescu.

Ce n'est que lorsque Ceaucescu fut abandonné par Moscou que nos socialistes se mirent à le dénoncer comme un nouveau Dracula. Mais ils restent muets concernant les tyrans toujours protégés par Moscou, tels Kim Il Sung de la Corée-du-Nord, Castro de Cuba, Hafez-el-Assad de Syrie, Pol Pot du Cambodge, Kadhafi de Libye ce preneur d'otages que Mitterrand vient de congratuler parce qu'il nous en a rendu trois sur dix.

Michel Rocard a dîné avec le chef du parti communiste du Laos, Kaysone Phomvihane et a signé « un programme

de coopération » entendez d'aide de la France aux communistes laotiens, comprenant la construction d'une école polytechnique à Ventiane, la fourniture d'usines clefs en mains, et la création de ces fameuses « sociétés mixtes » qui fonctionnent déjà si bien au profit de l'URSS pour piller notre technologie de pointe. A l'issue de ce repas mémorable, le socialiste Rocard a salué le Laos communiste comme un « précurseur dans la voie d'un " socialisme pragmatique " »... Lequel pragmatisme a consisté pour le PC à faire un génocide de populations Méos dont les villages ont été détruits par des bombes chimiques. (Alain Sanders, *Présent* 16-12-89).

L'anticommuniste Kuo Min Tang de Taïwan et le conservateur Japon s'abaissent devant les massacreurs de Tienanmen en refusant de laisser naviguer dans leurs eaux nationales le vaillant bateau baptisé « la Déesse de la Démocratie » grâce auquel des opposants chinois espéraient délivrer, par ondes radio, des messages de réconfort à leurs frères enchaînés du continent. La « Déesse » sera muette. Tokyo et Taïwan l'ont torpillée par crainte des mesures de rétorsions économiques annoncées par Pékin. Pour ne pas faire moins, Washingtton a mis la Chine rouge dans sa liste « des Nations les plus favorisées » commercialement.

A Camp David en juin 1989, le président Bush s'étonne auprès de Gorbatchev que l'Union soviétique ruinée et quémandeuse continue à offrir 4 milliards de dollars par an au stalinien Fidel Castro. Mais il n'en continue pas moins à donner des milliards de dollars à Gorbatchev !

Nos pontes démocrates, si prompts à prendre des airs de matamores pour défendre les droits de l'homme en Israël, au Chili et en Afrique du Sud, restent de glace devant les souffrances des courageux Lituaniens, Lettons, Estoniens annexés à l'empire soviétique par le pacte que Staline signa avec le nazi Hitler, un quart des Lituaniens furent déportés en Sibérie. C'est comme si Hitler, après avoir occupé la France, avait déporté 12 millions de Français.

Dans la *Revue Universelle* (mai 1990), Etienne Malnoux dénonce « le monde libre complice du Kremlin ». Il s'indigne de ce qu'il n'ait pas répondu à l'appel au secours du gouvernement lituanien étouffé par le blocus économique de Gorbatchev. La Norvège a refusé de livrer du pétrole.

Aucune nation libre n'a reconnu la Lituanie comme Etat souverain. Aucune n'a conditionné son aide économique à Moscou au retrait de son blocus. Aucune n'a fourni à la Lituanie ce qu'il donne à fonds perdus à tous les mouvements révolutionnaires du Tiers-Monde : pétrole, gaz, excédents alimentaires. Malnoux écrit : « Les grandes démocraties libérales qui se gargarisent de droits de l'homme, d'autodétermination et autres creuses billevesées, viennent de lever le masque et de révéler leur vertueuse tartufferie, leur honteuse lâcheté... Il y a bien complicité entre Moscou et Washington, Paris, Bonn, dans la lâcheté et l'ignominie, comme en 1939-1940, entre Molotov et Ribbentrop... Le chancelier Kohl et le président Mitterrand se sont réconciliés sur le dos de la Lituanie et ont volé au secours de ce cher Président Gorbatchev et adressé un ultimatum au président lituanien... Voilà un chef-d'œuvre de tartufferie diplomatique et d'aveuglement politique. Au moment où l'URSS s'effondre, où des peuples asservis essayent de retrouver leur indépendance, les démocraties occidentales volent au secours du rusé despote qui essaye de sauver l'empire soviétique et le système communiste, avec l'aide économique et financière des pays capitalistes qui, décidément, ne cesseront jamais de fournir aux successeurs de Lénine la corde pour qu'ils nous pendent. »

Philippe Malaud remarque : « Choquante encore est l'attitude des intellos et des plumitifs qui, depuis cinquante ans, n'ont à la bouche que la « grande lueur de l'Est », l'alternative scientifique à un capitalisme dépassé, le bilan globalement positif, qui n'ont cessé de béer d'admiration devant Lénine, Staline, Mao, Tito, Castro, l'Oncle Ho, qui n'hésitaient pas à parler en 1975 de la « libération de Saïgon » par les chefs d'un univers concentrationnaire déjà en place au Nord-Vietnam... Et aujourd'hui, alors que les peuples se sont libérés sans eux, on les voit rivaliser pour élaborer, pour la Roumanie, un droit à l'interventionnisme soviétique libérateur, qu'ils se garderaient bien de mettre en œuvre au Liban, en Ethiopie, en Angola ou à Cuba ».

Comment espérer que nos démocraties osent affronter des Etats communistes quand elles n'ont même pas le courage de dire NIET aux organisations crypto-communistes qui pullulent dans leur propre pays. Ainsi un arrêté du 17 février 1989 du ministre de l'Education nationale approuve l'arti-

cle 11 des statuts de l'Association France-URSS, lesquels stipulent que ses deux postes de secrétaire général et national peuvent être occupés par des fonctionnaires français " en service détaché ". Jusqu'ici c'était l'Association France-URSS qui finançait ses secrétaires. Depuis l'avènement du malin Gorbatchev, ce sera le ministère de l'Education nationale, " donc les contribuables français qui paieront les appointements des deux secrétaires d'une organisation communiste ! "

Signalons que la société nationalisée Electricité de France donne un pour cent de son colossal chiffre d'affaires à son Comité d'entreprise dominé par la CGT communiste, soit deux milliards de francs en 1989, alors qu'elle a eu un déficit de 4 milliards cette année-là. Cet argent (qui est le nôtre) permet à la CGT de se payer nombre de « permanents » agitateurs et propagandistes qui s'activent contre le gouvernement français et pour Gorbatchev.

Une inquisition est lancée par les pouvoirs publiques, maire, recteur, ministre contre un professeur d'université parce qu'il a nié (j'estime à tort) l'existence des chambres à gaz sous Hitler. Mais pourquoi les mêmes n'ont-ils pas demandé l'expulsion des professeurs marxistes-léninistes qui ont nié les goulags staliniens et les massacres de Katyn par le KGB. Ceux-là siègent aujourd'hui parmi les procureurs et donneurs de leçons sur la vérité historique.

A la suite de la profanation ignoble du cimetière juif de Carpentras, la gauche a armé un scandale national. Fort bien. Mais pourquoi se tait-elle sur la flambée d'antisémitisme existant actuellement dans les pays communinstes ? En 1989 on assiste à la profanation à Berlin de la tombe de la juive Rosa Luxembourg sur laquelle furent déposées des têtes de porcs. En URSS le mouvement " Pamiat " (Mémoire) dénonce « l'oligarchie financière juive », et « les batards sionistes » ; ses manifestants arpentent les trottoires de Moscou. Des écrivains slavophiles, ruralistes, qui dénoncent les pollutions venues d'Occident, se sont regroupés autour du Sibérien Valentin Raspoutine, ce grand pourfendeur de « luciférien juifs et franc-maçons » que Gorbatchev n'a pas hésité à faire entrer dans son conseil présidentiel ! Staline était antisémite. Sa fille Svetlana révèle dans son livre édité aux USA que son père l'a empêché d'épouser l'homme qu'elle aimait parce qu'il était juif.

En 1978 déjà, le journal des Jeunesses communistes *Komsomolskaïa Pravda* lançait une campagne contre les franc-maçons et le sionisme international. Un certain Valéry Emelianov y dénonçait « un complot judéo-maçonnique qui vise à établir la domination des juifs sur le monde ». Or il est impossible de concevoir que l'organe des Jeunesses communistes hier, et Pamiat aujourd'hui, puissent se livrer à des activités antisémites sans une certaine connivence du KGB.

Un transfuge soviétique, le colonel Igor Tcherpinski nous révèle que sur les 550 « diplomates » soviétiques en poste en 1990 en France, 110 (soit un sur cinq) sont des agents de renseignement. « Une véritable horde » écrit Charles Villeneuve qui conclut : « La détente internationale et la perestroïka n'ont donc en rien diminué l'espionnage du KGB. Au contraire la cordialité des rapports entre MM. Gorbatchev et Mme Thatcher, Bush, Kohl, Mitterrand a marqué une recrudescence de l'action des services secrets soviétiques. » (*Paris-Match*, 7-6-90).

Il serait temps que les socialistes français stoppent leur infinie complaisance pour les sbires de Gorbatchev.

Les gauchistes américains font preuve de la même complaisance. Pour eux ce sont les *anti*-communistes, non les *pro*-communistes, qui doivent être exposés à des investigations du Congrès. Les Contras, qui luttaient désespérément contre la tyrannie du communiste Ortega au Nicaragua, se virent refuser une aide financière par le Parlement de Washington ; le colonel Oliver North, qui eut le courage de leur procurer des fonds secrètement, fut condamné à d'énormes amendes. Pourtant, les " Contras " nicaraguayens, qui luttaient contre l'occupation soviéto-cubaine, étaient comparables aux résistants français qui luttaient contre l'occupant allemand. Mais ils sont dénoncés par les gauchistes américains et français comme « terroristes », alors que ces gauchistes supportent l' " ANC ", ce mouvement terroriste des Noirs d'Afrique du Sud qui punissent leurs frères de race « collabos » par le supplice du « collier de feu » : un pneu enflammé d'essence mis au cou de la malheureuse victime brûlée vive.

Vous croyez que j'exagère ? Eh bien sachez que l'Association Africaine-Américaine aux Etats-Unis, qui aide

" l'ANC marxiste ", reçoit des subventions de l'Agence américaine pour le développement international (9 millions de dollars), de l'Agence d'Informations du gouvernement (2 millions de dollars), du Département d'Etat (1 million de dollars). Pour avoir dénoncé cette aberration Héritage Foundation risque de se faire traiter de MacCarthyste. Car, pour les gauchistes américains, exploiter des scandales contre les milieux de " droite " c'est faire du noble journalisme, tandis que dénoncer des scandales contre les milieux de " gauche ", c'est faire de l'odieux McCarthysme !

Même des prêtres qui professent la théologie de la Libération sont devenus les compagnons de route des dictateurs rouges. Dans son autobiographie parue en 1977, le parangon des curés rouges l'abbé Boulier écrit : « C'est ma conviction profonde : l'humanité sera communiste un jour... la chose me paraît inévitable. L'absurde système capitaliste ne peut s'assurer la durée... Partout le socialisme, avec l'abondance, assureront la justice et la liberté. » Voilà les ridicules contre-vérités que l'abbé Boulier et tant d'autres débitent à leurs ignorantes ouailles.

A Mgr Decourtray, archevêque de Lyon, qui avait évoqué dans *Le Figaro* (6-1-90) « la connivence de certains évêques français avec le marxisme », Mgr Lustiger répondit que ce n'était pas seulement l'Eglise mais « " tout l'Occident " qui était coupable de connivence avec le marxisme ». Il précisa : « Rappelez-vous que nous, qui nous exclamons aujourd'hui sur les horreurs de ce totalitarisme, nous avons été complices depuis l'avant-guerre... Les premiers camps de concentration datent de 1923 en Russie, avant l'avènement d'Hitler. »

Tout l'Occident ? Non Monseigneur. Avec quelques amis, dès l'Université, nous nous sommes élevés contre les crimes du communisme. J'ai passé mes dimanches et mes soirées à écrire un livre de 500 pages intitulé « Staline le Terrible » où je dénonçais tous ses génocides confirmés dix ans plus tard par Soljénitsine. Avec maintes preuves à l'appui, j'y décrivais les horreurs des goulags, de la police secrète, les exactions de l'Armée Rouge, le niveau de vie misérable. D'autres Occidentaux ont fait beaucoup plus que d'écrire ; ils ont donné leur vie pour lutter contre le communisme.

Comme le remarque Bernard Antony : pour avoir dit avec Soljénitsine que le communisme tuait avant que le nazisme ne tue, qu'il tuait pendant que le nazisme tuait, et qu'il

tue toujours alors que le nazisme ne tue plus, Jean-Paul Sartre, le grand prêtre du marxisme-léninisme, nous a traités d'hitlériens et de chiens.

Or ce " marxisme léninisme " qu'est-il donc en vérité, sinon de " l'hitlérisme plus de l'imposture ? "

L'OCCIDENT MASOCHISTE COUVRE LES ASSASSINATS DE SES CHEFS D'ETAT PAR LE KGB

La pusillanimité du monde libre est telle qu'il tolère, sans se scandaliser outre mesure, que le KGB assassine nombre des présidents les plus populaires de ce monde libre. Pis, pour ne pas avoir à sanctionner les Etats communistes auteurs de ces crimes, il se prête au jeu de la gauche qui crie que le meurtre a été commis par des organisations d'extrême-droite.

Prenons le cas de la tentative d'assassinat du Saint-Père. Elle fut le fait de Mehmet Ali Agça, un Turc agent des services secrets bulgares le KDS. Mais à l'époque on prétendit que les responsables de l'attentat appartenaient à un mouvement de droite turc, les Loups gris, auquel pour donner le change avait adhéré très peu de temps Ali Agça. En fait, il était un agent des services secrets de la Bulgarie où il avait résidé et dont il avait reçu argent et armes pour aller assassiner le Saint-Père. La Bulgarie n'avait aucun intérêt personnel à éliminer Jean-Paul II, contrairement aux Soviétiques qui craignaient l'influence grandissante d'un pape " polonais " sur les syndicats Solidarnosc. C'est Moscou qui ordonna aux services secrets bulgares d'accomplir le sacrilège.

De même, l'assassinat du Président John Kennedy en novembre 1963 fut aussitôt imputé à des mouvements de droite, à la Mafia, aux MacCartystes, à la CIA américaine, même à des gangsters marseillais (!), à tout sauf aux communistes. Cette désinformation fut l'œuvre, non seulement des organisations communistes, mais encore de la plupart des média démocratiques complices ou abusés qui aidèrent à brouiller les pistes.

Or cet assassinat fut l'œuvre des Soviétiques. Khrouchtchev avait ressenti comme un affront personnel l'obligation où il

fut mis par Kennedy de retourner en URSS avec ses missiles nucléaires qu'il comptait déposer à Cuba. L'historien Dominique Venner, dans son livre « L'assassin du président Kennedy », prouve que le tueur Lee Oswald était un agent du KGB rentré depuis peu d'URSS après un séjour de trente-deux mois. C'était un communiste convaincu depuis l'adolescence. Pour empêcher Oswald de parler, le KGB chargea Jack Ruby de l'assassiner. Lui aussi était lié depuis sa jeunesse aux milieux communistes de Chicago ; il fut le fournisseur d'armes à la Légion des Caraïbes d'où sortit le mouvement castriste. Il y a vingt-cinq ans, la revue *Est-Ouest*, ne faisait pas de doute que l'assassin du président Kennedy était le KGB soviétique. Mais les média sous-développés de notre monde développé continuèrent à attribuer ce crime à « l'odieuse droite ».

C'est par les mêmes agents stipendiés par les services secrets de divers Etats communiste sous contrôle du KGB, que furent perpétrés :

— L'assassinat du Président Diem au Vietnam-Sud, ce qui permit de livrer ce valeureux pays, puis le Laos et le Cambodge aux Vietcongs communistes pro-soviétiques.
— L'assassinat du président Park et de sa femme en Corée-du-Sud par l'intermédiaire de tueurs de la Corée-du-Nord pro-soviétique.
— L'assassinat du président Sadate en Egypte par des agents palestiniens et lybiens armés par l'URSS, détruisant ainsi une paix naissante entre les peuples juif et musulman.
— L'assassinat du Président Béchir Gémayel par des agents syriens suppôts de Moscou, détruisant l'espoir de la survie d'un Liban chrétien libre.
— L'assassinat du président libanais René Moawad par les services syriens auxquels il ne s'était pas soumis comme Hafez el Assad l'avait espéré.
— L'assassinat du président le Général Zia du Pakistan par un missile tiré sur son avion par un Spetnaz soviétique. En supprimant ce champion de l'aide à la résistance Afghane, cela permettait au communiste Najibullah de continuer à tyranniser l'Afghanistan après le départ des troupes soviétiques.

Eh bien tous ces assassinats de chefs d'Etat du monde libre par des agents soviétiques passèrent comme une lettre à la poste. Le Président catholique de la plus puissante démocratie de la terre les USA, la plus haute autorité de l'Eglise de Rome le Saint-Père, tous deux aimés et respectés par des millions d'hommes libres, sont mitraillés sauvagement sans susciter le centième des campagnes d'indignation qu'ont provoquées la profanation d'un cimetière. Et les dirigeants démocrates continuent à faire des salamalecs et donner des milliards aux assassins du Kremlin.

RECLAMER DES PROCES DE NUREMBERG POUR LES COMMUNISTES COUPABLES DE GENOCIDES

Bien des média, si prompts à ouvrir leurs ondes et leurs colonnes aux dénonciations de « nos régimes capitalistes » par de beaux esprits de gauche, restèrent sourds et muets devant une des plus atroces tragédies de notre temps : " les génocides staliniens ". Remarquons que ces génocides furent plus sévèrement dénoncés par des dirigeants soviétiques que par beaucoup de nos dirigeants démocrates. Dans son rapport au Vingtième Congrès du parti communiste, Khrouchtchev évoqua « la purulence en URSS des camps de la mort ». Ce que Roosevelt, Mitterrand et bien d'autres présidents démocratiques ne firent jamais dans ces termes.

En 1989, des responsables soviétiques décidèrent de construire un mémorial en hommage aux 40 millions de victimes du stalinisme. Deux cents maquettes de l'horreur furent exposées à Moscou, dont une pyramide géante de crânes humains avec à la base le nombre 40 000 000 ; dont un obélisque dressant un immense doigt accusateur vers le ciel ; dont des madones douloureuses ; un Christ martyrisé ; une porte du chagrin sous laquelle s'entassent des crânes humains et donnant accès à un immense sarcophage ; dont une pipe géante de Staline d'où sortent des bras faméliques tendus vers le ciel.

Pourquoi une telle exposition n'eut jamais lieu en France et dans aucun pays libre « pour mettre en garde notre jeunesse » ? Pourquoi tant de films, pièces de théâtre, expositions, manifestations, ont foisonné pour flageller Hitler à juste titre, mais jamais pour clouer Staline au pilori.

Quand je publiai mon livre « Staline le Terrible », en 1951, où j'exposai les atrocités de ce tyran dignes de celles d'Hitler, des journalistes français (pas seulement communistes) le dénoncèrent comme un « sottisier » où j'aurais

été chercher des petites bavures, erreurs, propres à tous les régimes, bref des poux dans la tête de Staline.

Chez nos laudateurs occidentaux de Staline, pas un mot dans leurs récits sur les camps de la mort dans lesquels, s'agissant d'Hitler, ils voyaient « le phénomène majeur qui discrédite à tout jamais un régime ». Ces spécialistes de l'analyse acide de notre monde « bourgeois » ne produisirent sur le monde communiste que des " sirops de patronnage ". Je leur reproche, non d'avoir été naïfs à l'égard des despotes soviétiques, mais d'avoir été naïfs " à sens unique ", donc malhonnêtes. C'est plus que de l'aveuglement ou de la lâcheté, c'est de la " complicité ".

De même toute la gauche a considéré qu'il était parfaitement démocratique qu'on interdise les partis nazis et fascistes après la guerre, pour la bonne raison « qu'on ne peut laisser la liberté aux ennemis de la liberté ». Mais cette même gauche a poussé des cris d'orfraie dès qu'on proposait d'interdire les partis communistes pourtant aussi liberticides. Car les partis totalitaires, qu'ils soient rouges ou bruns, ne sont plus des partis, ce sont des polices secrètes qui espionnent et des mafias qui terrorisent.

Pourquoi cette démission permanente de nos démocraties face aux tyrannies communistes ? C'est, répond Soljénitsine, que « l'Occident ne veut pas comprendre la nature impitoyable et insatiable du pouvoir communiste ». Dans son discours à Harvard, Soljénitsine déclarait : " C'est la démocratie occidentale qui a aidé à se développer un ennemi pire et autrement plus puissant qu'Hitler : le communisme. "

Alors que cette même démocratie occidentale a condamné solennellement le nazisme devant l'Histoire, elle s'est toujours refusée à en faire autant du communisme qui a pourtant commis autant d'atrocités qu'Hitler. Plutôt que de continuer à donner de l'argent aux puissances communistes, nos démocraties ne feraient-elles pas mieux de convoquer " un nouveau tribunal de Nürembourg " où l'on jugerait " à titre posthume " (comme on a jugé Hitler) Staline et ses pires complices Pol Pot et Mao. On exposerait leurs crimes aux jeunes gens du monde entier, dont on dit qu'ils doivent être informés et réinformés sur les crimes d'Hitler pour qu'on ne revoit plus jamais cela Eh bien!, pourquoi n'aurait-on pas la même obligation morale d'informer notre jeunesse pour qu'on ne revoit plus jamais les crimes communistes ?

Hélas les démocrates qui, depuis cinquante ans, retrouvent toujours leur souffle pour accuser Hitler (avec raison), restent sans voix devant la plus terrible des tyrannies : la stalinienne. Ce sont les Moldaves qui doivent leur enseigner la justice. A Kishinev, en Moldavie, des nationalistes ont défilé derrière une banderole réclamant : « Un procès de Nüremberg pour Staline. » Des milliers de citoyens soviétiques réclament un tel procès. Un ingénieur de Iaroslov, dans une lettre remise au reporter de *Paris-Match* (1-1-90), écrit : « Aux alentours de nombreuses villes on a découvert des charniers où étaient entassés des cadavres des victimes du fascisme stalinien... Pourquoi les tribunaux n'ouvrent-ils pas d'enquêtes ?... Nous devons avoir notre propre procès de Nüremberg, et juger les fascistes staliniens qu'ils soient morts ou encore en vie, punir ceux qui sont en vie et retirer du Kremlin les cendres de ceux qui sont morts. »

Kouznetsov de Moscou écrit en 1988 : « Autant que je sache, Kaganovitch est encore en vie ; ainsi que des membres des comités du parti, des généraux et colonels qui opéraient du temps de l'assassin Staline... Il est important de connaître leur « technologie de l'épouvante », leur art de terroriser et de transformer les individus en esclaves. Il serait intéressant d'écouter, devant des tribunaux, ceux qui ont contribué à créer cette atmosphère de terreur ».

Que Gorbatchev ne s'aventure pas à organiser un tribunal de Nüremberg, on le comprend trop bien. Il y a des secrets qu'il n'a pas intérêt à laisser percer. Entre autres ce qu'il faisait sous la direction kagébiste d'Andropov. Mais pourquoi le monde civilisé n'a-t-il jamais créé un tribunal de Nüremberg pour juger les monstres communistes auteurs de crimes contre l'humanité ? Pourquoi ?

C'est qu'on ne peut rien attendre de courageux de démocrates à ce point pusillanimes que, loin de traîner Staline devant un de ces tribunaux, " ils l'ont admis comme un des juges d'Hitler au procès de Nüremberg ! "

C'est comme si Jack l'éventreur avait été convié à juger Landru !!

DENONCER L'EXPLOITATION DE LA DEBACLE DU COMMUNISME PAR CEUX QUI ONT SERVI LE COMMUNISME

Dans de nombreuses émissions télévisées ou radio, ce ne sont pas ceux qui, de tous temps, ont dénoncé la tyrannie communiste qu'on produit, ce sont ceux qui ont nié cette tyrannie. Il nous faut toujours subir la loi des Cohn Bendit qui ont tout fait, en 1968, pour amener en France un régime à la Ceaucescu ou à la Mao.

Je ne suis pas seule à relever cette anomalie. Ainsi Pierre Laffont écrit (*Le Figaro,* 16-1-89) : « Je n'étais pas assez naïf pour croire que notre intelligentsia — pro-marxiste à 80 % — allait se couvrir la tête de cendres et pratiquer son autocritique, mais de là à prévoir qu'elle saurait transformer sa déroute en victoire, il y avait un abîme. C'est pourtant ce qu'avec un aplomb admirable elle est en train de réussir. L'entendre chaque jour, monopolisant l'estrade, se réjouir de la vague de liberté qui déferle sur des pays dont elle n'avait jamais dénoncé l'asservissement, et participer à la fête de la destruction du Mur de Berlin alors qu'elle s'était félicitée de son érection... relève d'une étonnante manipulation de l'opinion publique. »

J'ai vécu moi-même cette impudique exploitation par un reporter radio qui m'interviewait avant la conférence que je donnais sur le thème : « Les jobards du monde libre tombent dans les pièges de Gorbatchev. » Quelle ne fut pas ma surprise à la première question qu'il me posa : « Vous l'anticommuniste de toujours, ne vous sentez-vous pas " humiliée " de n'avoir pas prévu l'effondrement du communisme ? »

Je répondis : Ce ne sont pas les personnes qui ont toujours dit la vérité sur les désastres du communisme, ce sont

celles qui les ont toujours niés qui devraient se sentir humiliées. Au surplus, je n'ai jamais prétendu être une pythonisse. Ma préoccupation n'était pas de prévoir l'avenir, mais de dénoncer les malfaisances présentes de tous les totalitarismes. Ce sont les Cohn Bendit qui ont dit tant d'âneries sur le sujet qui devraient se sentir humiliés. Pourquoi les intellos de gauche qui n'ont cessé de se tromper hier auraient-ils raison aujourd'hui ? N'est-il pas dangereux de continuer à leur donner la parole, car ce sont eux qui ont poussé nos chefs d'Etats démocrates à capituler devant les tyrannies communistes.

Ces capitulations étaient d'autant moins admissibles que nos dirigeants, face à ces tyrannies rouges, étaient en position de force économique et militaire. Branko Lazich en fait la remarque dans la revue *Est-Ouest* : « Jamais, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale — (les Américains étaient alors les seuls vainqueurs de l'Allemagne et du Japon, et les seuls détenteurs de la bombe atomique) — les grandes démocraties occidentales n'ont été dans une telle position de force face à l'Union soviétique. Or, en 1945, dans une situation de supériorité militaire absolue, les Occidentaux ont fait de larges concessions à Staline. Aujourd'hui, les Occidentaux sont dans une position avantageuse, tandis que Gorbatchev est en position de quémandeur. Mais que font les diplomates et les média occidentaux ? Les premiers ne cessent de répéter : il faut aider Gorbatchev. Les seconds fabriquent des sondages pour le présenter comme l'homme politique le plus populaire à l'Ouest. »

A première vue on ne peut comprendre qu'un monde libéral aussi riche, aussi puissant, aussi humaniste, à l'avant-garde garde des sciences, de la médecine, de l'assistance sociale, se laisse maltraiter, régenter, et piller (en argent et en territoires) par une tyrannie communiste esclavagiste. La raison en est que dans un domaine, et un seul, le monde communiste est bien supérieur au monde libéral : c'est dans son " appareil de désinformation et d'intoxication " de nos universités, églises, journaux, radios, télévision, bref de tout ce qui manipule l'opinion.

Or les grands pontes démocrates ont besoin des votes de cette opinion publique pour parvenir au pouvoir. Roosevelt, plus tard John Kennedy, puis Carter durent flatter la gauche américaine intoxiquée par cet appareil

pour être élus présidents. Il en fut de même pour De Gaulle, Mitterrand et tant d'autres leaders de l'Europe Libre, qui durent même faire alliance avec des partis communistes staliniens.

Nous autres, les généreux et les puissants de la libre entreprise baissons la garde devant les mauvais et les faillis du collectivisme policier, parce que, avec leur appareil d'intoxication, ceux-ci ont réussi à retourner une partie de l'opinion contre son propre régime libéral, à lui faire croire que l'enfer communiste était un paradis, et que le purgatoire capitaliste était en enfer.

Même après les scènes de terreur perpétrées à Bucarest par les mineurs sous l'aval de l'imposteur Illescu, c'est avec des circonlocutions révérencieuses que Mitterrand invite le mobilisateur des gueules noires « à se doter des moyens réguliers de préserver l'ordre public ». Si Pinochet avait appelé, non pas cent, mais trois mineurs pour tabasser ses opposants, Mitterrand sans prendre de gants l'aurait traité de tortionnaire nazi... J'ajoute que c'est des Iles Seychelles où Mitterrand confortait leur dictateur communiste, qu'il s'adressa à Illescu.

Quels que soient leurs méfaits, aujourd'hui encore les communistes continuent de bénéficier de toute la clémence des dirigeants démocrates. Ceux-ci n'ont qu'une idée fixe : sauver Gorbatchev. Mais il sait fort bien se consolider lui-même. Il vient de faire élire président du Soviet Suprême son vieil ami et protégé d'Andropov, Loukianov qui devient le second dirigeant de l'URSS derrière Gorbatchev. Or une dépêche de l'AFP nous apprend que ce Loukianov participa aux sanglantes répressions en Hongrie en 1956 et en Tchécoslovaquie en 1968 !

Malgré cela Mitterrand semble incapable de concevoir un avenir où l'URSS (comme la Tchécoslovaquie avec Vaclav Havel) aurait à sa tête un véritable anticommuniste genre Soljenitsine, forteresse d'intégrité et d'intelligence qui pourrait enfin jouer le rôle de sauveur de la démocratie et de la paix en URSS. Les leaders occidentaux, ancrés dans la croyance que « le despotisme éclairé de Gorby » est ce qui se fait de mieux sur terre, le sauvent en permanence par de rituelles incantations : « Aidons Gorby, aidons Gorby, à n'importe quel prix. » Il suffit que les communistes camouflent leur venin marxiste-léniniste sous une peau social-

démocrate, pour que nos dirigeants ferment les yeux sur leurs exactions.

Nos dirigeants démocrates encensent Gorbatchev pour avoir fait tomber les dictatures de l'Europe de l'Est. Or ils devraient savoir (par leurs services secrets) que ce n'était pas l'intention de Gorbatchev. De nombreux articles, dont celui de *l'Express* (5-7-90) intitulé : « Le plan secret de Gorbatchev a échoué », prouvent que celui-ci avait simplement manigancé de remplacer les équipes dirigeantes staliniennes de ces pays par des équipes gorbatchéviennes mais toujours communistes.

Ce plan mûri par le chef du KGB Andropov et mis en place par Gorbatchev a en partie réussi en Pologne, il a totalement réussi en Bulgarie et en Roumanie, mais il a échoué en RDA, Hongrie et Tchécoslovaquie. Il est vraiment ubuesque de couronner de fleurs et de dollars Gorbatchev simplement parce qu'il a bousillé son plan par maladresse. Or seule l'intention compte. Et son intention était d'instaurer partout un pouvoir tempéré mais communiste léniniste !

La situatoin de l'URSS est catastrophique dans tous les domaines (économie, nationalités, santé, environnement, niveau de vie, etc.), mais elle est brillante dans un seul qui a trait à la propagande, celui de la diplomatie. Dans ce secteur, loin d'avoir adopté un profil bas, Moscou reste l'interlocuteur privilégié de toutes les puissances démocratiques.

Hélas, si le monde libre continue à prêter l'oreille à tous les mensonges des appareils d'intoxication communistes, la délivrance de l'Europe de l'Est des serres du rapace KGB n'aura été qu'un éclair dans une longue tourmente. Et la crédule Europe de l'Ouest risquera à son tour de tomber sous ces serres de malheur.

Cela parce qu'elle se sera obstinée à ignorer cette sentence de Mirabeau, dont la gauche fait ses choux gras : « L'homme est comme le lapin, " il s'attrape par les oreilles ". »

TABLE DES MATIERES

LE MONDE LIBRE VA-T-IL TOMBER DANS LES PIEGES DE GORBATCHEV ? SON CHEVAL DE TROIE : LA MAISON COMMUNE EUROPEENNE. 7

— Gorbatchev : un démocrate dictateur..... 9
— L'empire soviétique intérieur : verrouillé 14
— L'empire soviétique extérieur : effondré en Europe de l'Est 19
— L'empire soviétique hors d'Europe : en pleine guerre chaude 29
— De consistants espionnages derrière de transparents patelinages : La grande Fauche 35
— Les forces militaires soviétiques : toujours bien supérieures à celles des Occidentaux 39
— L'économie soviétique en ruines contraint Gorbatchev à jeter du lest 44
— L'art de soutirer notre argent 47
— La maison commune européenne : Cheval de Troie pour les ambitions stratégiques de Gorbatchev 50
— Un plan satanique pour finlandiser l'Europe libre. 52
— Les communistes sont discrédités, mais c'est sous la casquette socialiste qu'ils investiront cette Maison commune européenne 55

QUE FAIRE POUR NE PAS TOMBER DANS LES PIEGES ? 61

— Cesser de flagorner Gorbatchev : la Gorbatcholâtrie 63
— N'aider économiquement que les Etats convertis à la démocratie et la libre entreprise 69
— Ne jamais oublier que toute aide technico-économique à l'URSS équivaut à une aide militaire ou policière —..... 76
— Dans tout traité avec Gorbatchev s'opposer au sabordage de l'alliance atlantique et au découplage Europe-Amérique 80
— Ne jamais oublier que le Kremlin a violé cent pour cent des traités qu'il a signés 84
— Ne jamais s'engager dans une construction européenne de l'Atlantique à l'Oural 86
— Révéler les stratagèmes de Gorby pour socialolénininiser l'Europe 88
— Dénoncer les dangers de ce socialisme à la sauce léniniste 95

CESSER CETTE COMPLAISANCE DU MONDE LIBRE POUR LES BARBARES COMMUNISTES. 101

— Laudateurs impénitents des plus grands criminels de l'Histoire 103
— Le soutien des démocrates aux despotes communistes continue 111
— L'Occident masochiste couvre les assassinats de ses chefs d'Etat par le KGB 122
— Réclamer des procès de Nüremberg pour les communistes coupables de génocides 125
— Dénoncer l'exploitation de la débâcle du communisme par ceux qui ont servi le communisme 128

ACHEVÉ D'IMPRIMÉ
SUR LES PRESSES DE
L'IMPRIMERIE J.-C. LAVIELLE
A VERNEUIL-SUR-AVRE (EURE)

Dépôt légal : Novembre 1990

Dépôt légal : Novembre 1990

LE MONDE LIBRE VA-T-IL TOMBER DANS LES PIÈGES DE GORBATCHEV ?

SON CHEVAL DE TROIE : LA MAISON COMMUNE EUROPÉENNE

Suzanne LABIN, dont les œuvres ont été couronnées par le Prix de la liberté et le Prix Henri Malherbe de l'Association des Ecrivains Combattants, est Grand Officier du Mérite Européen. Michel de Saint Pierre a écrit : « Ce n'est pas assez de dire que ses ouvrages se lisent comme un roman, je ne connais pas un roman actuel dont la lecture soit aussi pathétique, passionnée...»

Ce livre dévoile un plan satanique conçu par Andropov chef du KGB et que Gorbatchev met en place pour finlandiser l'Europe libre. Ce plan manigance de remplacer, dans les pays de l'Est, les dirigeants staliniens par des Gorbatchéviens moins cruels mais tout aussi *léninistes*. Ce plan a réussi en partie en Pologne, totalement en Bulgarie et Roumanie, mais a échoué en RDA, Hongrie, Tchécoslovaquie, grâce à quoi ces pays ont rejeté le communisme.

Le livre apporte bien d'autres éclairages sur le « démocrate dictateur » Gorby : Sur ses services d'espionnages plus actifs que jamais. Sur ses forces militaires toujours bien supérieures à celles des Occidentaux. Sur son économie en ruines. Sur l'unique talent des Soviétiques : celui de soutirer des milliards au monde libre.

Suzanne Labin sonne l'alarme sur le cheval de Troie de Gorbatchev : sa *Maison commune européenne*. Comme les communistes sont discrédités, c'est sous la casquette socialiste qu'ils investiront cette Maison, dont les portes de l'Est seront cadenassées et celles de l'Ouest grandes ouvertes aux pillages des Soviétiques.

Suivent des recommandations pour ne pas tomber dans les pièges, dont : Cesser toute Gorbatcholâtrie. Stopper l'aide économique à l'URSS. S'opposer au sabordage de l'Alliance Atlantique. Cesser le soutien du monde libre aux despotes communistes.

Un livre sans concession à lire et faire lire.

ISBN 2.9501569.3.2

Prix : 80 F. port compris 90 F.

Chez Suzanne Labin, 3, rue Thiers, 75116 Paris